

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

VIOLENCE, GOUVERNANCE ET RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES:
ENJEUX SOULEVÉS PAR L'EXTRACTION PÉTROLIÈRE
DANS LE DELTA DU NIGER NIGÉRIAN

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
KATHY MEILLEUR

JUILLET 2014

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

*À celui qui m'a appris qu'une lutte
ne se termine pas toujours par une victoire,
sauf celle d'avoir lutté.
Denis Cardinal*

REMERCIEMENTS

Ce mémoire s'inscrit en tant que finalité d'un très long et difficile, mais combien enrichissant, cheminement vécu sous des angles multiples. Amorcé dans un esprit de défi académique, il s'est révélé une épreuve personnelle sans borne. En fait, cette expérience fut telle, que les mots, une fois parvenue au moment d'écrire ces lignes, manquent, littéralement.

Je réfléchis. Mémoire...un oxymore me vient en tête: « sédentarité nomade ». Constitué d'abord de réflexions dont l'effort le plus difficile eut été de les approfondir pour ensuite les limiter, ou plutôt, pour enfin les mener dans une « même » direction, le mémoire m'a amenée à un nomadisme réflexif jamais vécu. Toutefois, alors que bouillonnaient à la fois réflexions théoriques, philosophiques et indignations me remplissant d'une volonté de m'inscrire dans l'action afin de « changer les choses », spécialement à la lecture de la réalité des populations habitant le delta du Niger nigérian, la sédentarité physique que je n'avais, jusqu'à ce moment, jamais véritablement éprouvée, me fit violence. M'offrant cependant l'opportunité d'être en contact avec chercheur-e-s, professeur-e-s et collègues étudiant-e-s aux personnalités et projets aussi passionnants, inspirants que variés, cette expérience réflexive nomade et sédentaire m'a appris à regarder le monde, à le contempler et à le scruter pour y confirmer l'impossibilité d'en saisir l'ensemble des facettes que l'on ressent, pourtant, bien réelles.

D'une sensibilité, d'une humanité et d'une habileté à accompagner et nourrir mes réflexions en me laissant jouir d'une liberté qui a été, est et sera toujours pour moi des plus vitales, Mme Bonnie Campbell, professeure au Département de science politique de l'UQAM, s'est avérée être une directrice inespérée. À la fois inspirante pour sa persévérance, ses idées, son ouverture d'esprit, sa disponibilité et son optimisme dans l'adversité, elle a su croire en mes réflexions, mes analyses et en ma ténacité que moi-même ai, au cours de la rédaction de ce mémoire, sérieusement remis en doute. Pour ces raisons et bien plus encore, je lui dis, merci.

D'une valeur que je n'arrive pas et que je ne souhaite même pas tenter de qualifier, je remercie Marie-Ève Carpentier, Monica Émond, Charles Deslandes et Benoit Décary-

Secours qui, tant par leur amitié, franchise, écoute que par leur pensée critique, m'ont été d'une aide et inspiration des plus précieuses.

Je ne pourrais écrire ces remerciements sans souligner le soutien infaillible que m'ont fourni mes ami-e-s et, sans commune mesure, ma famille. À la suite de cet accomplissement, je réalise plus que jamais que nous sommes, en tant qu'individu, la somme de chacun et chacune de ces personnes incroyables qui nous entourent et sans qui nous serions bien peu. Guyguy, Denis, Papa, Tantine, Tonton, frerot et sœurette, vous m'êtes simplement vitaux.

Enfin, le mémoire se vivant essentiellement seul avec nos idées, réflexions, angoisses et purs moments d'euphorie, je suis si touchée par l'art de la capoeira et l'homme, Cascavel, qui m'accompagne quotidiennement dans la découverte de ses vertus et secrets, que je leur dis merci à tous deux...*porque sem capoeira eu nao posso viver.*

Merci Hugo. *Sabes porquê.*

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	vii
RÉSUMÉ.....	viii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
LES ASSISES DE LA RECHERCHE.....	10
1.1 La revue de la littérature	11
1.1.1 La découverte, la typologie et l'analyse de la littérature de la thèse de la malédiction des ressources (<i>resource curse</i> [RC])	11
1.1.2 L'approche globale	15
1.1.3 Les débats entourant la responsabilité sociale des entreprises (RSE).....	17
1.2 Le cadre d'analyse	20
1.2.1 Le pétro-capitalisme.....	25
1.2.2 Le complexe pétrolier	26
1.2.3 L'État pétrolier.....	27
1.2.4 Le pétrole impérial	29
1.2.5 La pétro-violence, la bio-violence, la gouvernamentalité et la RSE.....	30
1.2.6 La « mauvaise gouvernance »	33
Conclusion.....	36
1.3.1 La méthodologie	36
CHAPITRE II	
LES FONDEMENTS DE LA THÈSE DE LA MALÉDICTION DES RESSOURCES FACE À L'HISTOIRE « PRÉ-EXPLOITATION » PÉTROLIÈRE NIGÉRIANE: DÉMONSTRATION DU CARACTÈRE MULTIFACTORIEL DES DYNAMIQUES DE POUVOIR.....	39
2.1 L'autorité « étatique » non étrangère à la légitimité des « autorités »	42
2.2 La circularité de la réflexion centrale de la thèse de la malédiction des ressources.....	44

2.3 L'« inter-constitution » du pré-colonialisme, du colonialisme, de l'ethnicité et du religieux révèle l'imbrication de facteurs internes et externes de maux politiques, économiques et sociaux de l'État pétrolier nigérian en voie d'indépendance et en proie aux violences.....	48
2.4 Porosité des sphères publique et privée; source d'une nature sociologique fiscale? Confusion d'une mentalité rentière?.....	56
2.5 Lorsque l'autorité étatique ne s'harmonise guère avec la <i>jurisdiction</i> de même nature...	66
2.6 La confusion d'une progression analytique: Réductionnisme pétrolier? Historique? Symbiotique?	72
2.7 Ces relations causales rarement remises en cause.....	75
2.8 Conclusion	77

CHAPITRE III

L'ÉCHO DES LACUNES DE LA THÈSE DE LA MALÉDICTION DES RESSOURCES AU SEIN DES DÉBATS ENTOURANT LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES (RSE).....	79
---	----

3.1 La RSE: Quelques éléments des débats	81
3.1.1 RSE: Certaines ambiguïtés soulevées.....	83
3.1.2 Où mène cette discussion?	84
3.1.3 L'ensemble des implications des pratiques de la RSE	86
3.1.4 RSE: Certaines conséquences d'un paradoxe global.....	93
3.1.5 Du point de vue corporatif.....	96
3.2 La nature des limitations de la RSE	99
3.2.1 La faisabilité politique des solutions proposées; une nécessité?	101
3.2.2 L'apport notable de Michael Watts: Les espaces « gouvernables »; ordre ou désordre?	103
3.2.3 Le déploiement de la violence à travers la RSE vécue dans le delta du Niger	107
Conclusion.....	110

CONCLUSION	111
------------------	-----

APPENDICE A

NOTES.....	118
------------	-----

RÉFÉRENCES.....	141
-----------------	-----

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

BM	Banque mondiale
FMI	Fonds monétaire international
FMN	Firmes multinationales
HRW	<i>Human Rights Watch</i>
IDS	<i>Institute of Development Studies</i>
MNC	<i>Multinational Corporation</i>
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODI	<i>Overseas Development Institute</i>
PVD	Pays en voie de développement
RC	<i>Resource curse</i>
RSE	Responsabilité sociale des entreprises

RÉSUMÉ

Les relations de pouvoir façonnent le cours de l'existence du secteur pétrolier depuis la découverte et la commercialisation de l'or noir remontant au 19^e siècle. Progressivement, quoique bien rapidement, cette substance devint le moteur de l'évolution économique mondiale toujours en vigueur. Étrangement, bon nombre d'études, que l'on rassemble sous la thèse de la malédiction des ressources (*resource curse* [RC]), semblent pourtant exclure la centralité des relations de pouvoir à la compréhension de la paupérisation, des violences vécues et du phénomène de « mauvaise gouvernance » qui assaille les populations de certaines régions riches en ressources pétrolières.

À travers la problématisation de la littérature portant sur la RC, opérée via un cadre analytique inspiré de Michel Foucault et d'auteurs appartenant à une approche que nous dénommons « globale » (Michael Watts et Cyril I. Obi) qui est appliqué à la situation chaotique de la région du delta du Niger au Nigéria, et sa mise en relation avec les débats critiques des pratiques de responsabilité sociale des entreprises (RSE), cette recherche démontre l'importance de prendre en compte l'ensemble des dimensions politiques du vécu de la RSE dans une réalité locale, nationale et internationale aux diverses ramifications « s'inter-constituant ». Nouant la littérature de la RC et ses critiques à celle animant les débats entourant la RSE, cette démonstration s'effectue en trois temps. Dans un premier chapitre, sont présentées les littératures mises à l'étude et les liens qui les unissent et qui, logiquement, ont conduit à la conceptualisation d'un cadre d'analyse et d'une méthodologie s'harmonisant sous leurs aspects ontologique et épistémologique. Dans un deuxième chapitre, sont mises à l'épreuve certains des arguments clés soutenant la thèse de la RC grâce à une démonstration historique exposant le caractère multidimensionnel de l'ensemble des facteurs présentés comme causes de la « mauvaise gouvernance » par les auteurs appartenant à la RC. Enfin, dans un troisième et dernier chapitre, sont d'abord présentés les termes principaux des débats entourant la RSE pour qu'ensuite soit abordés l'écho des lacunes de la RC que l'on y retrouve ainsi que la façon dont ces dernières favorisent la participation de la RSE aux violences et à la « mauvaise gouvernance » dans le contexte nigérian étudié. Ainsi, l'importance de cette démonstration tient à ce qu'elle rend possible la mise en évidence du phénomène de « mauvaise gouvernance » pour lequel les auteurs critiques de la RSE, tout en adoptant des approches théoriques divergentes, s'accordent à dénoncer en termes d'obstacle au succès des initiatives de RSE, mais s'affrontent à l'échelle des solutions proposées dont la nature repose, tel que cette recherche le dépeint, sur des conceptions divergentes de la substance de ce que l'on qualifie de « mauvaise gouvernance ».

Mots clés: Violence (bio-violence) - pouvoir - (mauvaise) gouvernance - responsabilité sociale des entreprises - malédiction des ressources - delta du Niger - Nigéria.

INTRODUCTION

Depuis la découverte coloniale britannique du pétrole dans la zone pétrolifère du sud du Nigéria par *Shell D'Arcy Company*¹ en 1956, la région paupérisée du delta du Niger « politique »² est en proie à diverses formes d'agitations³ erratiques au sein de l'État nigérian considéré comme archétype du « *paradox of plenty* »⁴ (Watts, 2005, p. 384; 2009a, p. 15). Ce dernier phénomène faisant référence au fait que « [...] the petro-states⁵ are [...] enormously wealthy on the one hand (vast orgies of consumption for some) yet marked by poor economic performance and growing inequality on the other [...] » (Watts, 2005, p. 384), la correspondance du Nigéria à cette étiquette est en effet juste puisque bien que le pays ait obtenu 700 milliards de dollars américains en termes de revenus pétroliers depuis 1960, soit depuis la déclaration de l'indépendance, environ 40% ou plus de ce montant a fait l'objet de pillage⁶ (Watts, 2009a, p. 3) alors que, de 1965 à 2004, le revenu *per capita* a chuté passant de 250 à 212 dollars américains (Watts, 2008a, p. 10). De plus, alors que, selon une évaluation du FMI, ces revenus faramineux « [...] have added almost nothing to the standard of living of the average Nigerian. » (ODI, 2009, p. 3; Watts, 2009a, p. 3)⁷, l'accentuation de la gravité des inégalités vécues au sein de la population nigériane est effectivement notable puisqu'alors que les 2% les plus aisés gagnaient la même somme en termes de revenus que les 17% les plus pauvres en 1970, ces mêmes 2% touchaient le même montant que les 55% les plus pauvres en 2000 (ODI, 2009, p. 2; Sala-i-Martin et Subramanian, 2003, p. 4)⁸. Dans un tel contexte, bien que quelques améliorations récentes furent notées au niveau des performances économiques du pays⁹, il est indéniable que le Nigéria fait piètre figure en termes de développement.

Incontestable est également l'aggravation de la misère abjecte accablant les communautés « pétrolières » du delta. Difficile à saisir par l'entremise des outils statistiques conventionnels du fait que non seulement les données telles que l'indice de développement humain (IDH) mesuré au niveau des États et des régions ne saisissent point les disparités entre communautés « pétrolières » et « non pétrolières » alors que les régions gouvernementales

locales (*local government area [LGA]*) n'accueillant pas d'infrastructures pétrolières comptent moins de pauvres que celles qui en disposent (Watts *et al.*, 2008b, p. 44), cette misère « silencieuse » témoigne du fait que les instruments de mesure de la pauvreté ne tiennent pas compte de l'effet de distorsion économique lié à la présence de l'industrie extractive dans les régions des PVD accueillant leurs opérations. Concrètement, nous référons au fait que les salaires élevés du nombre restreint des travailleurs de l'industrie¹⁰ provoque l'inflation du prix des produits locaux entraînant de paire une contraction du pouvoir d'achat chez l'ensemble de la population deltaïque pour qui il devient difficile, voire impossible, de supporter les coûts liés à la satisfaction des besoins primaires (ODI, 2009). D'ailleurs, notons que cette réalité prend place dans cette région qui, tout particulièrement, présente le taux de chômage le plus élevé au pays alors que la richesse pétrolière qui en est extraite « [...] is largely responsible for sustaining the Nigerian Federation [...] » (Banque mondiale, 2007; ODI, 2009). Bien que selon les données comparatives officielles de la pauvreté régionale, le Nord nigérian est le théâtre d'une pauvreté plus sévère que le sud du pays (National Bureau of Statistics, 2005, p. 22; ODI, 2009), l'acuité de la misère affectant les communautés du delta ne se saisit guère qu'en termes strictement quantitatifs. Elle se comprend également, et surtout, qualitativement en ce sens que la sévérité de la pauvreté, quoique statistiquement démontrée¹¹, recèle une amère marginalisation participant à la violence de cette pauvreté. Cette réalité s'illustre clairement du fait que bien que la production pétrolière provenant du delta assure la majeure partie de la croissance économique nigériane (ODI, 2009, p. 3; United Nations Development Programme [UNDP], 2006, p. 62), cette même région enregistra, entre 1996 et 2002, le déclin le plus drastique de l'IDH comparativement à l'ensemble du territoire nigérian (ODI, 2009; UNDP, 2005; 2006, p. 137; 2007; Watts, 2009a, p. 17). Concrètement, cette situation correspond au fait que malgré que le Nigéria émette environ 70 millions de tonnes métriques de carbone annuellement par l'entremise des vapeurs de gaz résiduelles qui sont simplement flambées et contribuent ainsi pour une part substantielle de la quantité mondiale de gaz à effet de serre produite (Watts *et al.*, 2008b, p. 44; 2009a, p. 17), l'accès à l'électricité en zone rurale deltaïque¹² se trouve dans un état si rarissime qu'il est localement considéré comme une simple « running joke » (Watts *et al.*, 2008b, p. 44; 2009a, p. 17). En outre, alors que les preuves de destructions environnementales liées à l'exploitation pétrolière ne sont plus à faire, pas plus que les

conséquences socio-économiques qui en découlent¹³, les services publics, tels que l'accès à une eau courante potable¹⁴, à un réseau routier développé et sécuritaire, à des soins de santé indexés à la forte démographie « deltaïque » et à des infrastructures scolaires minimales¹⁵ permettant, concurremment, l'accessibilité à l'éducation¹⁶, présentent de sérieuses carences tant sur une base comparative nationale qu'entre régions productrices de divers États pétroliers¹⁷. Ces réalités prises en compte, l'écart entre le Sud et le Nord ainsi qu'une comparaison avec le niveau national, témoignant, tel que mentionné précédemment, d'une plus importante pauvreté dans la région septentrionale et d'un IDH plus élevé dans le delta que la moyenne nationale (ODI, 2009, p. 4; UNDP, 2006, p. 15), perdent dorénavant de leur force significative à l'égard de la mesure de la misère vécue dans les communautés « pétrolières » du delta. Ceci s'explique à la fois par la considération du caractère trompeur de certaines données quantitatives et autres considérations précédemment illustrées, mais surtout, par le simple fait que « [o]ne of the [*worst* – c'est nous qui soulignons–] horrors of the Delta is that the ultra-modernity of oil sits cheek by jowl with the most unimaginable poverty. » (Watts *et al.*, 2008b, p. 44) dans un État où la corruption est reine (Watts *et al.*, 2008b, p. 43).

Alors que l'évolution historique nigériane, et plus spécifiquement du delta du Niger, témoigne d'une certaine progression négative au niveau du développement, une gradation aussi pessimiste touche les diverses formes d'agitation s'étant manifestées et se manifestant aujourd'hui dans ce même milieu. Pour ne nommer que quelques-unes de ces formes d'agitation recelant et appelant respectivement diverses formes de violence¹⁸, rappelons l'avènement de l'initiative sécessionniste ayant donné lieu à la Guerre du Biafra (1967-1970), la campagne sensibilisatrice et dénonciatrice de l'organisation militante pacifique du *Movement for the Survival of the Ogoni People (MOSOP)*¹⁹ menée dans les années 1990 ainsi que le règne actuel de la prolifération des mouvements contestataires²⁰ violents envers l'État nigérian et les pétrolières dont le *Movement for the Emancipation of Niger Delta (MEND)* fait figure de proue²¹. Bien que ces événements appelèrent et, concernant ceux ayant présentement cours, appellent toujours différentes formes de violence, ils ont tous en commun la réponse de la répression étatique au service du déni de la profondeur du problème motivant ces variables contestations²². Tenant compte de cette réalité et de la paupérisation

croissante contextualisée affectant les communautés pétrolières du delta dépeinte précédemment, il devient plus compréhensible que, selon un important sondage réalisé en 2007, parmi les communautés pétrolières du delta et parrainé par la Banque mondiale, « [...] 36,23% of youth²³ interviewed revealed a "willingness or propensity to take up arms against the state". » (Oyefusi, 2007; Watts, 2007, p. 10; *et al.*, 2008b, p. 39; 2009a, p. 3). D'ailleurs, « [t]he incontestable fact is that there is overwhelming popular sympathy for what the militants are doing. » (Watts, 2009a, p. 14).

En désignant l'évolution de ces agitations de « progression négative », nous ne prétendons guère mesurer et comparer la gravité de ces violences ou, encore, prétendre être en mesure de soupeser la force d'une violence selon le nombre de morts engendrés. Il s'agit plutôt de prendre en considération la profondeur de l'enracinement de ces violences chez les populations du delta liées à des réalités dépassant largement la localité de ces événements violents. Ainsi, lorsque l'on réfère à la divergence des formes d'agitations parsemant l'histoire de la région à l'étude, ce sont d'abord les diverses ramifications de ces dernières qui sont considérées. De fait, actuellement, et ce depuis la fin des années 1990²⁴, la violence, tant par la diversité de ses auteurs, de ses victimes et de ses formes²⁵ que par son intensité, semble être à son paroxysme dans le delta tout en étant fréquemment, quoique non exclusivement (Ikelegbe, 2006; Obi, 2001a), dirigée envers les firmes multinationales pétrolières (FMN)²⁶. En fait, pour le *MEND*, un des groupes rebelles les plus actifs dans la région, la prise de contrôle de l'ensemble de la production pétrolière « deltaïque » générée par l'alliance transnationale des firmes pétrolières et Abuja²⁷ constitue l'objet principalement visé. L'utopie de cette détermination est par ailleurs à remettre en perspective puisqu'arrivée en 2008, ce groupe armé était parvenue à réduire de 25% la production nationale de pétrole (Obi, 2009, p. 477), sans compter que « [b]etween January 2006 and the summer 2009 [...] more than 75 attacks have been launched on oil installations crippling the operations of the industry.» (Watts, 2009a, p. 12). D'ailleurs, la dégringolade du Nigéria en tant qu'ancien et non plus actuel principal producteur pétrolier africain démontre la gravité de la situation (Watts, 2009a, p. 12)²⁸.

Concurremment et conséquemment à l'évolution dramatique de ce type de situation²⁹, le concept de responsabilité sociale des entreprises (RSE)³⁰, aussi nébuleux soit-il, suscite un considérable intérêt aux échelles à la fois locale, nationale et internationale (Sharp, 2006, p. 216; Watts; 2004a; 2005, p. 376, 393-396). Bien que cette situation ne puisse prétendre être la seule cause du développement de la RSE s'entendant comme « [...] the commitment of business to contribute to sustainable economic development, working with employees, their families, the local community and society at large to improve their quality of life. » selon le *World Business Council for Sustainable Development* (WBCSD) (Blowfield et Frynas, 2005, p. 501; Swanson, 2002; WBCSD), il n'est pas faux de souligner sa contribution puisque « [...] what moved CSR forward in the 1990s was a combination of corporate disaster—in which the oil sector proved central—and the growing effectiveness of the human rights advocacy network. » (Watts, 2005, p. 394)³¹. Bien que nous retenions cette définition considérée plutôt « neutre » et largement reconnue, une ambiguïté, dont nous spécifierons les dimensions ultérieurement³², caractérise toujours ce concept. On ne peut que difficilement s'en surprendre dans le cas où le débat entre partisans et opposants à la RSE, dont notamment certains analystes pointant du doigt la RSE en tant que ferment de la violence s'opérant dans le delta (Akpan, 2006; Frynas, 2005; Idemudia, 2009; Watts, 2005, *et al.*, 2008b), est toujours bien en vigueur. À l'aune de l'ensemble de ces considérations, la compréhension de la nature du problème suscitant cette nouvelle phase³³ de violences liée notamment à la prolifération des groupes, appelons-les rebelles³⁴, et à leurs actions dans le delta du Niger, région faisant de plus en plus l'objet d'initiatives liées à la RSE, ne peut que constituer la pierre angulaire de la recherche documentaire sur laquelle repose cette entreprise analytique.

En réponse à ce phénomène, un courant théorique s'articulant autour de la notion de la malédiction des ressources (*resource curse*³⁵ [RC]) s'est démarqué depuis la fin des années 1980 (Institute of Development Studies [IDS], 2006, p. 7; Rosser, 2006, p. 557). Bien que cette approche jouisse d'une large diffusion tant chez les politologues et les chercheurs de domaines connexes que chez les responsables au sein d'importantes institutions internationales (IDS, 2006, p. 7), elle ne fait pas l'unanimité. Dans le cadre de la littérature portant sur la situation présente dans la région du delta du Niger, ces critiques³⁶, que nous rassemblons sous l'étiquette « approche globale », soulèvent les omissions et présomptions

de la RC ainsi que, par le fait même, leurs contributions respectives au marasme du delta. À ce titre, ils soulignent notamment le peu d'attention portée au rôle qui y jouent les firmes multinationales, l'ensemble des acteurs externes et transnationaux ainsi que, conjointement, à celui qui revient à l'ensemble de la logique capitaliste animant le secteur pétrolier aux ramifications tant locales, nationales qu'internationales agissant dans divers contextes aux particularités et réalités historiques et actuelles également influentes³⁷ (Institute of South Africa [ISA] , 2004; Obi, 2007a, 2007b, 2009; Watts, 2007). Confrontée à ces dimensions négligées par les fervents de la RC, la pratique de la RSE, bien que servant l'intention corporative d'acquiescer le droit d'opérer (*stakeholder license to operate*³⁸) légitimement auprès des habitants de la région et ainsi favoriser l'accalmie, devient dorénavant, selon plusieurs, questionnable en ce qu'elle appert, comme souligné précédemment, envenimer la situation dont elle se veut pourtant le remède (Akpan, 2006; Frynas, 2005; Idemudia, 2009; Watts, 2005, *et al.*, 2008b)³⁹. Ainsi, les FMN apparaissent victimes de leurs propres actions posées dans le cadre de la RSE.

Face à ce « paradoxe », dans le contexte académique et institutionnel politico-économique actuel où la RC est largement reconnue, les débats centraux autour de la RSE tournent en boucle à savoir si l'agenda de la RSE devrait ou non englober les enjeux relatifs à ce qui est globalement reconnu en tant que *resource curse effects*⁴⁰ alors que la RSE continue de susciter autant d'espoir que de déception en tant qu'antidote au *paradox of plenty*. Nous efforçant de surmonter cette impasse caractérisant les discussions à l'égard de la RSE, en tant que ferment de la violence analysée, la question de recherche suivante s'impose: En quoi les enjeux relatifs à la RC, tels qu'illustrés à travers la compréhension de la violence actuelle accablant le delta du Niger, éclairent et enrichissent-ils les débats entourant la RSE?

Cette question en point de mire, la présente recherche entend démontrer l'hypothèse que voici: Les enjeux relatifs à la RC, tels que soulignés à travers la compréhension de la violence actuelle accablant le delta du Niger⁴¹, éclairent les débats entourant la RSE en ce qu'opérant une mise à nu de la diversité (et de la nature) des dynamiques de pouvoir, des formes de

violence et des acteurs participant à cette malédiction des ressources ainsi que de la nature historique de ces réalités politiques expliquant la faiblesse de la gouvernance, soit des causes profondes de cette prétendue malédiction des ressources étant occultées par la thèse inspirée de cette expression, ils permettent de saisir la véritable teneur des limitations de la RSE.⁴²

Pour ce faire, ce travail analytique visite trois thèmes centraux inter-reliés par la violence habitant le delta du Niger que sont la *RC*, la RSE et la gouvernance/le pouvoir. Dans un premier temps, soit dans le cadre du chapitre premier, la présentation et problématisation de la revue de la littérature nous amène à saisir les lacunes de la *RC* et en quoi certains auteurs y pallient. Ensuite, toujours à travers ce même processus, soit la problématisation de la revue de la littérature, l'état des débats entourant la RSE est mis en lumière et démontre ainsi la nature des limitations propres à la RSE. Découlant de ces constatations analytiques, le cadre d'analyse et la méthodologie sur lesquels repose l'édifice de la présente recherche sont ensuite présentés dans toute leur substance. Dérivé des propos contenus dans le chapitre antérieur, le chapitre second s'applique à faire état de la situation dans le delta en soumettant les principales lignes de l'argumentaire à une analyse historique menée à l'aune de notre cadre d'analyse. Plus précisément, c'est à travers un examen du pouvoir et de ses variables dynamiques au centre de l'impact pétrolier reconsidérés à travers l'histoire nigériane que les implications des lacunes de la *RC* face à l'intensification des nouvelles formes de violence sont mises en relief. Ensuite, au chapitre troisième, soit le dernier, c'est le rôle des pratiques de RSE dans le conflit qui est démontré sous l'ensemble de ses facettes. Ainsi, les diverses formes de violence sont également mis en lumière. La compréhension de l'émergence de la violence dans le delta et de la « mauvaise gouvernance » affectant l'ensemble de l'organisation sociale nigériane réalisée au cours du second et dernier chapitres, ce même troisième chapitre, s'emploie donc également à faire ressortir ce dont il est véritablement question au sein des débats entourant la RSE et ce, tant au niveau des pratiques que de la notion en elle-même. C'est donc à travers une discussion entre auteurs critiques de la RSE, éclairée de l'analyse de l'évolution des dynamiques de pouvoir dans le cadre de l'histoire nigériane touchant la région du delta du Niger, que s'effectuent ces analyses démontrant en quoi la RSE, tant son efficacité que son évaluation, souffre des limitations découlant de

certaines lacunes analytiques dénotées chez la thèse de la *RC* dont le socle est la conception de la gouvernance qui s'y trouve. Ainsi, l'étude de l'ensemble de ces littératures, dévoilant conjointement le caractère polysémique de la gouvernance, suggèrent, à travers leur mise en relations sur un tableau de fond analytique de la violence vécue dans le delta, une discussion autour du concept de gouvernance qui, suivant notre analyse, permet de démystifier et d'ainsi surmonter l'impasse des débats portant sur la RSE. En conclusion, cette recherche se clôt par une réflexion sur les implications plausibles des conclusions tirées sur la centralité des diverses conceptions de la gouvernance envers les nouvelles initiatives priorisant la transparence et les codes d'éthique face au respect des droits humains mises en œuvre afin de pallier la RSE.

Enfin, la pertinence de cette recherche, c'est-à-dire de cette revue critique des travaux portant d'abord sur la *RC* à la lumière de laquelle sera critiquée la littérature entourant la RSE à travers l'étude de cas du delta du Niger, n'est en rien accessoire. En effet, actuellement, non seulement certaines initiatives corporatives juridiquement non contraignantes et autres codes de conduite (Watts, 2005) présentant la transparence économique comme la solution au *paradox of plenty* (Traub-Merz et Yates, 2004, p. 17) voient le jour en réponse à la « prédation innée » des populations jouissant d'abondance pétrolière implicitement présentée par la *RC*, mais l'appui logistique militaire américain auprès des forces nigérianes et sa présence en territoire nigérian se fait de plus en plus notable sous l'alibi de la question de la sécurité énergétique et de la lutte anti-terrorisme post 11 septembre 2001 (Obi, 2006, Watts, 2007). Alors que la première réalité découle à la fois de la *RC* et de l'impasse des discussions entourant la RSE, en ce que par la transparence économique les FMN semblent s'occuper de la « clef » des *resource curse effects*, et que la seconde n'est également en rien étrangère à la popularité de la « fatalité »⁴³ de la *RC* et à l'échec de la RSE, notre recherche trouve toute sa pertinence dans l'urgence de cette actualité. Grâce à cette recherche, nous pouvons espérer contribuer à éviter que les initiatives reposant sur le concept de RSE et/ou sur son échec demeurent palliatives et favorisent plutôt un enlisement encore plus profond de la région dans cette spirale de violence qui, sous les phares de la littérature priorisée par cette étude, n'est en rien un paradoxe résultant d'une simple malédiction à l'ère actuelle où la ressource naturelle

pétrolière représente « perhaps the mother of all commodities » (Watts *et al.*, 2008b, p. 39; Yates, 1996, p. 1).

CHAPITRE I.

LES ASSISES DE LA RECHERCHE

Le portrait factuel entourant la situation chaotique présente dans la région du delta du Niger lié à la nécessité de mener à terme la présente recherche n'étant ici plus à démontrer et souhaitant maintenant établir les fondations de l'entreprise analytique, ce premier chapitre se voue d'abord à la présentation et à l'analyse de la littérature de la *RC* afin de comprendre en quoi consiste ce que l'approche de la malédiction des ressources (*resource curse [RC]*) qualifie d'effets de la malédiction des ressources (*resource curse effects*). L'insatisfaction provoquée par la première quant à la compréhension des phénomènes de violence et de la participation des pétrolières nous amène, ensuite, à la présentation d'une seconde littérature que nous dénommons « approche globale » venant, tel qu'il le sera démontré, pallier les lacunes identifiées chez la première.

Alors que des auteurs tels que Michael Watts (2004a, 2004b, 2004c, 2007, 2008a, 2008c; Watts *et al.*, 2008b), Cyril I. Obi (2001, 2004, 2007a, 2007a, 2008, 2009; Institute of South Africa, 2004; Nordica Afrikainstitutet, 2001), Sylvie Fanchette (2006) et Uwafiokun Idemudia (2009), s'inscrivant notamment au sein de l'« approche globale », dénoncent la participation, intentionnelle ou non, des pratiques de RSE des firmes multinationales (FMN) à l'animosité des conflits régnant dans la région du delta du Niger dont ces entreprises sont pourtant « victimes », l'analyse de la littérature critique de la RSE est ensuite menée dans le but de démystifier ce « paradoxe ». Réalisant, à travers ce dernier exercice, le rôle central joué par les relations de pouvoir dont la lecture de ce chapitre expose l'essence, nous justifions et présentons, dans un dernier temps, le cadre d'analyse élaboré qui nous permet de saisir la nature et la complexité des nombreuses relations de pouvoir mises en scène à travers les pratiques de RSE ainsi que la méthodologie, qui dans un souci de cohérence, est adoptée afin de mener à bien les objectifs analytiques poursuivis tout au long de la présente recherche.

1.1 La revue de la littérature

1.1.1 La découverte, la typologie et l'analyse de la littérature de la malédiction des ressources (*resource curse* [RC])

Les lectures effectuées visant à saisir l'essence du problème qui cause l'intensification du cycle actuel de la violence dans la région nigériane du delta du Niger nous ont amenés à la découverte de l'article intitulé « Resource curse? governmentality, oil and power in the Niger Delta, Nigeria » de Michael Watts (2004b)⁴⁴ à travers lequel ce dernier émet une sévère critique à l'endroit de la capacité analytique de la RC, notamment envers les propos de Michael L. Ross. Notre curiosité ainsi éveillée à l'égard de cette littérature et devant juger de cette critique, nous nous sommes d'abord familiarisés avec l'article de L. Ross (2001) principalement visé par cette dernière. Ross, grâce à l'application de modèles économétriques (*regression models*), y démontre que le *rentier effect* (une faible taxation et un haut niveau de patronage poussant à d'importantes dépenses étatiques), le *repression effect* (l'argent du pétrole étant dirigé vers le gouvernement central permet à ce dernier d'assumer de lourdes dépenses militaires servant à la répression des populations revendicatrices) et le *modernization effect* (l'incapacité structurelle des populations à occuper des emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire) constituent des mécanismes causals complémentaires de la corrélation entre présence pétrolière et autoritarisme. Mitigés par cette lecture qui, à l'instar de ce qu'en juge Watts, nous apparaît entachée d'un déterminisme lié à la présence de ressources naturelles et d'une acceptation sans équivoque de la prédisposition à la prédation des populations et élites des pays riches en pétrole, tant dans ses explications des phénomènes économiques, politiques que sociaux tels que la violence au sein des États pétroliers, et considérant l'aspect réducteur de la seule cause de la violence que révèle cette étude, nous avons poursuivi nos recherches afin de véritablement saisir les liens entre ressources pétrolières et conflits⁴⁵ selon la thèse de la RC. Éprouvant toujours les mêmes insatisfactions à la lecture des propos subséquents de L. Ross (2004b), Collier (2007), Collier et Hoeffler (2004, 2005) et Karl (2007) portant exclusivement sur les liens entre ressources naturelles et guerres civiles, nous avons considéré la thèse de la RC dans sa globalité afin de

réellement comprendre quelle lecture de la situation affectant le delta du Niger propose ce courant théorique et d'ainsi vérifier si, à partir de ce corpus, une compréhension plus profonde de diverses « formes » de violence se dégage. C'est donc dans cette optique que s'ajoutèrent à notre connaissance les propos de Ian Gary (Gary et Karl, 2003), Terry Lynn Karl (1997, 2007; Gary et Karl, 2003), Douglas A. Yates (1996; Traub-Merz et Yates, 2004), Rudolf Traub-Mérz (Traub-Merz et Yates, 2004), Michael L. Ross (1999, 2001, 2004, 2008), Macartan Humphreys (Humphreys *et al.*, 2007), Joseph E. Stiglitz (Humphreys *et al.*, 2007), Paul Collier (Collier et Hoeffler, 2004, 2005; Collier, 2007), Anke Hoeffler (Collier et Hoeffler, 2004, 2005), Jeffrey D. Sachs (Sachs et Warner, 1995, 2001; Humphreys *et al.*, 2007), Andrew M. Warner (Sachs et Warner, 1995, 2001), Richard M. Auty (1997) et de quelques autres auteurs⁴⁶ gravitant autour de la thèse de la RC.

Devant l'étendue de cette littérature et servant notre souci de concision, l'astucieuse classification des thèmes et des pensées d'auteurs figurant à l'échelle de la RC qui fut réalisée par Andrew Rosser (IDS, 2006) inspire la synthèse de ce premier courant de pensée. Tentant d'expliquer pourquoi l'abondance des ressources pétrolières n'engendre point de développement, cette littérature se scinde en trois orientations selon qu'elle traite principalement de la relation entre l'abondance des ressources naturelles et les performances économiques (ex. Sachs et Warner, 2001), du lien entre la première variable et la guerre civile (ex. Collier et Hoeffler, 2004; Ross, 2004b) ou encore les types de régimes politiques⁴⁷ (ex. Ross, 2001). À travers l'argumentation soutenant ces thèses, et souvent chez un même auteur où ces dernières sont amenées à se croiser et à se soutenir mutuellement suivant différents schèmes (ex. Gary et Karl, 2003; Karl, 1997, 2005, 2007;), se distinguent et se retrouvent sept tendances théoriques. Établissant toujours un lien causal entre l'abondance des ressources naturelles (le pétrole notamment) et diverses variables dépendantes, présentées ici successivement en tant que « mécanismes causals », il s'agit des perspectives *economistic*; mettant l'accent sur le rôle des mécanismes économiques (ex. le phénomène du syndrome hollandais (*Dutch disease*), la volatilité des cours pétroliers, le problème de l'enclave économique pétrolière) (Sachs et Warner, 2001; Auty, 1997), *behaviouralist*⁴⁸; priorisant le comportement irrationnel ou émotionnel des acteurs politiques (ex. emprunts et dépenses

famineuses lors de *booms* pétroliers) (Gary et Karl, 2003, p. 21), *historico-structuralist*; soulignant tout particulièrement l'évolution de la dynamique des groupes sociaux internes et/ou externes en relation avec la nature de la structure socio-économique résultant d'un legs historique des versions antérieures de ce type de relation (ex. suprématie d'un groupe ethnique et/ou d'une classe sociale se voyant affirmée et/ou réitérée avec la venue de l'exploitation pétrolière qui, s'inscrivant à l'intérieur de l'évolution historique des structures socio-économiques, participe à leurs reconfigurations) (Broad, 1995; Karl, 1997), *rational actor perspectives*; insistant sur le comportement guidé par l'intérêt individuel des acteurs politiques (tant les individus, les communautés, les groupes ethniques que les élites) (Collier, 2007, p. 44-45; Collier et Hoeffler, 2004; Ross, 2004b)⁴⁹, *state-centred perspectives*; mettant l'accent sur la nature de l'État (ex. État rentier) (Karl, 1997; Ross, 1999⁵⁰; Yates, 1996), *social capital perspectives*; faisant de la cohésion sociale nationale le centre de l'analyse (Collier, 2007, p. 49-50; Collier et Hoeffler, 2005b) et, enfin, les perspectives internationales⁵¹; focalisant sur le rôle joué par les acteurs externes et les structures de pouvoir au niveau global (Amin, 2001).

Contrairement à Rosser, nous jugeons toutefois qu'un bémol s'impose concernant l'inclusion des perspectives « *historico-structuralist* » et internationales comme parties à la RC. Ceci s'explique du fait qu'elles considèrent que l'origine des conséquences des ressources pétrolières repose à la fois sur la centralité de ces dernières à l'ère économique et énergétique actuelle ainsi que sur certaines dynamiques de pouvoir spécifiques existant indépendamment de et préexistant à l'exploitation pétrolière afin de comprendre l'effet pétrolier restructurant et/ou accentuant ces relations de pouvoir, alors que chez les autres perspectives constituant le corpus de la RC, les difficultés liées au développement retrouvées chez les PVD riches en ressources pétrolières découlent simplement de la présence et même parfois des particularités « physiques » de la substance exploitée (IDS, 2006, p. 11-12; Ross, in Ballentine et Sherman, 2003, chap. 3; Wolf-Christian Paes, in Traub-Merz, Yates (éd.) *et al.*, 2004, chap. 7). Cependant, bien que nous exprimons quelques réserves à l'inclusion de ces deux groupes de perspectives à l'intérieur de la littérature de la thèse de la RC, nous reconnaissons, à l'instar de Rosser, l'insuffisance analytique de ces dernières s'apparentant aux lacunes dénotées chez

la RC. Alors que, de prime abord, les premières paraissent considérer le legs de l'évolution historique des dynamiques co-constitutionnelles entre facteurs internes et externes dans leurs analyses des effets politiques, économiques et sociaux restructurant du pétrole, l'importance, voire la prépondérance, prêtée par Terry Lynn Karl (1997), soit un des auteurs dont l'ouvrage clef s'inscrit dans une perspective « *historico-structuralist* », à l'influence de la nature rentière de l'économie dans son explication de l'état anémique de l'autorité étatique contrastant avec l'étendue de la *jurisdiction* de même nature⁵², relègue finalement ce type d'analyse à un déterminisme historique menant inévitablement, dans ce cas précis, à un « fatalisme pétrolier/rentier » amenuisant, voire excluant, le rôle actif des agents tant internes qu'externes dont la portée est pourtant initialement soulignée par cette même auteure. C'est d'ailleurs ce revirement qui justifie l'appartenance de Karl aux perspectives « *historico-structuralist* » et « *state-centered* » dans le cadre de la typologie précédemment suggérée. En ce qui a trait aux secondes perspectives, qualifiées d'« internationales », il appert qu'à travers le peu de libre arbitre qu'elles reconnaissent aux acteurs internes, elles assument, tout comme la littérature constituant la RC, la prédisposition à la prédation des populations, y compris des élites, de ces pays riches en ressources pétrolières.

En somme, alors que l'ensemble des corrélations soutenant les diverses perspectives se trouvant à la base des analyses présentées chez les trois orientations composant la thèse de la RC arborent un caractère pathologique en ce que, justement, leur nature corrélationnelle se prête difficilement à une démonstration persuasive révélant des relations de causalité sans être l'objet de biais consistant en la mise à l'écart de nombreux autres facteurs explicatifs⁵³ (*regression models*), la considération de l'ensemble des sous-thèses régnant au sein de la RC ne nous a point permis d'accéder à une compréhension plus profonde et exhaustive du type de violence ayant cours dans la région du delta du Niger. En fait, bien que certains auteurs, dont notamment Collier et Hoeffler (2004), Karl (2007) et Ross (1999, 2004b, 2008), étudient non pas seulement la violence opérée par l'État tel que le laisse entendre le concept de *repression effect* de Ross (2001), mais considèrent également la violence perpétrée par les mouvements rebelles et/ou séparatistes, ils ne pensent cette violence qu'en termes de résultat d'opportunités de financement révélant une prédisposition à la corruption chez ces acteurs.

Finalement, ne considérant que les guerres civiles et rébellions à titre de violences non gouvernementales, ces mêmes auteurs procèdent une fois de plus à l'exclusion de certaines réalités, soit d'une variété de types de violence qui, comme nous le verrons entre autres à travers les propos de Michael Watts, ponctuent le quotidien des gens habitant le delta du Niger (Watts, 2004b, p. 53).

1.1.2 L'approche globale

Critiques à l'égard de ces liens causals établis par les auteurs rattachés à la thèse de la *RC*, une approche, que nous avons précédemment présentée sous le qualificatif « globale », est composée principalement des écrits de Michael Watts et de Cyril I. Obi qui, eux, se trouvent, à certains égards, appuyés par les propos d'Andrew Rosser (IDS, 2006), d'Augustine Ikelegbe (2006), de Sylvie Fanchette (2006) et de Laurent Fourchard (2007). Ce corpus de littérature, soutenant que la « [...] violence may not lie in the [...] nature of oil, but in its centrality to modern capitalism. » (Institute of South Africa. 2004, p. 5), constitue le fondement sur lequel repose la réflexion centrale animant cette recherche. Ce choix se justifie du fait que, ne négligeant pas les effets de l'ensemble des variables prises en compte par les diverses perspectives composant la *RC*, ces auteurs, à la différence des premiers, ne les considèrent point en tant que pathologies isolées, mais expliquent leur origine, existence et effets en intégrant les spécificités de l'évolution historique des facteurs tant internes qu'externes inter-reliés préexistant et reconfigurés à travers l'effet restructurant de la présence de l'exploitation pétrolière. D'ailleurs, cet impact pétrolier est, dans le cadre de cette approche, c'est-à-dire de la mise en commun des pensées de Watts et Obi, conceptualisé en tant que produit de la rencontre de la dynamique systémique internationale globale⁵⁴, des effets de la logique de cette dernière à l'égard plus particulier de la réalité pétrolière centrale au fonctionnement du système international en lui-même et des particularités historiques et actuelles nigérianes (tant au niveau local que national). En d'autres termes, ces dernières, tant leur version passée que présente, se conçoivent en tant que résultantes du legs historique de la jonction de l'évolution des réalités internes⁵⁵ et externes qui, toutes deux, se révèlent actuellement, à travers l'effet restructurant pétrolier, co-constitutives⁵⁶. Ainsi, tant la volonté

et les intérêts particuliers de l'ensemble des acteurs⁵⁷ et les dynamiques politiques diverses auxquelles ils donnent lieu à travers les particularités des différentes époques⁵⁸ que les effets « latéraux » des mesures internationales régulatrices du « développement » (ex. les programmes d'ajustement structurel (PAS) et la RSE⁵⁹) affectant l'impact pétrolier sont pris en compte afin d'expliquer clairement les réalités, comportements, actions et décisions des acteurs locaux et nationaux qui, à première vue, peuvent paraître cacophoniques, paradoxaux et même, selon certains⁶⁰, résultant implicitement d'un esprit inné de prédation. Ainsi, quoique la corruption, la « mauvaise gouvernance », les actions des divers acteurs politiques locaux et nationaux et autres phénomènes, dont les violences notamment, soient également considérés par ces auteurs au chapitre des facteurs contribuant au marasme présent dans le delta, leurs existences mêmes sont conceptualisées à travers ces mêmes éléments et processus analytiques, disons-les « globaux », permettant la démystification de leur caractère pathologique et la réfutation de leur effet isolé respectif. Dans le cadre de ce corpus, ces réalités spécifiques locales et régionales (Watts, 2007, p. 656, 2008c) sont donc comprises comme étant constitutives de et constituées par l'impact pétrolier puisque la contribution de ce dernier aux conflits sévissant dans la région du delta du Niger se construit à partir des dynamiques politiques préexistant l'arrivée du pétrole qu'il restructure ensuite peu à peu en relation perpétuelle avec la participation dynamique des acteurs et réalités internes devenant, à leurs tours et à l'instar des préoccupations des acteurs externes, toujours plus « trans-territorialisées » (*trans-territorialised*)⁶¹. « The region [Niger Delta], in this regard, hosts the interplay of global, state and local intersections in the struggles for power over oil. » (Institute of South Africa, 2004, p. 6; Obi, 2001). C'est d'ailleurs à travers cette première étape réflexive dont nous entretenons Obi qui consiste à « [...] de-containerize the notion of a bounded territorial space, but [to understand it] rather as a space where various scales mesh, counter-penetrate, and intersect each other. » (Obi, 2009, p. 470) que ces auteurs parviennent à saisir la complexité des diverses formes de violence présentes dans le delta et d'ainsi, à la différence des fervents de la RC, éviter l'analyse réductrice de ces violences en de simples rébellions criminelles se buttant aux forces étatiques soucieuses de l'intégrité de la souveraineté nigériane. Considérant que notre cadre d'analyse s'inspire de cette mise en commun des contributions respectives de Watts et Obi, les particularités de ces dernières,

étant bien réelles, seront mises en lumière lors de la conceptualisation de ce même cadre d'analyse suivant la présentation de la revue de la littérature.

1.1.3 Les débats entourant la responsabilité sociale des entreprises (RSE)

Devant le silence quasi-intégral des auteurs appartenant à la *RC* en ce qui a trait au rôle des FMN et de la logique de marché pétrolière face aux dynamiques de violence en contexte pétrolier⁶², jumelé au fait que le rapport entre ces entreprises et les acteurs locaux et nationaux nigériens soit l'expression toute dédiée de la relation co-constituante interne/externe (imbrication des dynamiques locales, nationales et internationales) dont nous entretenons Watts (2004a, 2004b, 2004c, 2007, 2008a, 2008b, 2008c, 2009a, 2009b) et Obi (Institute of South Africa, 2004; Obi, 2001, 2004, 2007a, 2007b, 2008, 2009) et que, par ailleurs, tous deux⁶³ soulignent la contribution, intentionnelle ou non, des actions philanthropiques des FMN face à l'animosité des conflits dont ces dernières sont paradoxalement l'objet, la pratique de la RSE⁶⁴ semble, du moins à première vue, questionnable. La question à savoir si la RSE représente un outil efficace et approprié de développement s'est donc quelque peu imposée d'elle-même. Tentant de répondre à ce questionnement, nous avons pris connaissance de la nature des débats critiques à l'endroit de la RSE⁶⁵.

D'abord, à la lumière de l'ensemble des lectures effectuées à l'intérieur du corpus gravitant autour de la RSE, nous reconnaissons la justesse des propos de Idemudia et Ite selon lesquels « [...] the crux of the disagreement between critics and advocates of CSR relates to the nature and scope of these responsibilities encapsulated under the umbrella of CSR. » (2006, p. 194). En effet, selon les diverses perceptions et compréhensions du rôle et des objectifs des entreprises dans la société des divers auteurs, la teneur de la RSE varie (Idemudia et Ite, 2006, p. 194). D'ailleurs, la nébulosité de la définition⁶⁶ même de la RSE en fait foi (Evans, 2007, p. 314-315; Waddock, 2004, p. 4). Ceci étant dit, il n'en reste pas moins que pour

certain⁶⁷, appartenant à la « *'CSR is bad capitalism school'* »⁶⁸, la RSE représente une version d'un piètre capitalisme mettant en péril le rôle social central des entreprises, du moins selon cette perspective, soient leur capacité sociale même à générer de la richesse (Blowfield et Frynas, 2005; Evans, 2007, p. 319). Toutefois, nombreux critiques et défenseurs actuels de la RSE reconnaissent une responsabilité sociale plus substantielle devant être assumée par les entreprises. À ce titre, se trouvent certains chercheurs des secteurs économique et commercial qui voient une source de profitabilité à long terme à travers la RSE (Margolis et Walsh, 2003; Blowfield et Frynas, 2005). D'ailleurs, non étranger à ce dernier courant de pensée, existent ce qui est reconnu comme le « *business case for CSR* », soit l'idée selon laquelle il devrait être profitable pour les entreprises de s'engager dans les initiatives de la RSE (Frynas, 2005, p. 586; Blowfield, 2005, p. 517, 521; Prieto-Carrón *et al.*, 2006, p. 978), ainsi que, à un premier niveau d'analyse, son corollaire, soient les auteurs critiques de ce « *business case for CSR* » que nous prenons la liberté de rassembler sous l'expression/l'étiquette « critiques dérivés du *business case for CSR* ». Sous cette rubrique, nombre d'auteurs s'adressant à la question des limitations de la RSE tels Frynas (2005), Blowfield et Frynas (2005), Newel (2005), Prieto-Carrón *et al.* (2006), Akpan (2006), Zalik (2004a, 2004b), Sharp (2006), Idemudia (2009) démontrent l'aspect contradictoire entre intérêts commerciaux et développement⁶⁹ en soulignant les conséquences négatives des premiers sur le second. Cependant, leur apport premier est davantage l'attention qu'ils portent, non pas au fait que les intentions des entreprises sous la RSE seraient fondamentalement et diamétralement dépourvues de considérations à l'égard du développement (Newel, 2005, p. 556)⁷⁰, mais bien aux effets « latéraux » de ces actions corporatives tant à l'endroit des enjeux de développement⁷¹ et des dynamiques conflictuelles localisées (Akpan, 2006; Frynas, 2005; Prieto-Carrón *et al.*, 2006; Zalik, 2004a, 2004b; Newel, 2005; Sharp, 2006; Blowfield et Frynas, 2005; Idemudia, 2009; Idemudia et Ittekkut, 2006a; Wheeler *et al.*, 2002) qu'envers la forme du discours⁷² de la RSE excluant certains enjeux (Blowfield et Frynas, 2005, p. 512-513; Blowfield, 2005; Newel, 2005; Frynas, 2005), et de la régulation de la RSE⁷³ (Blowfield, 2005, p. 517; Evans 2007, p. 315; Zalik, 2004b; Veilleux, in Rioux, 2005; Blowfield et Frynas, 2005, p. 509) révélant des dynamiques de pouvoir souvent subtiles aux échelles tant locale, nationale que globale qui sont mises en scène à travers la RSE. À un second degré analytique, règne, chez un certain nombre

d'auteurs (Idemudia, 2009; Idemudia et Ite, 2006a; Ite, 2004; Frynas, 2005; Newel, 2005; Idemudia, 2009; Akpan, 2006⁷⁴), un consensus schismatique autour des enjeux de (mauvaise) gouvernance des pays en voie de développement (PVD) en tant que limitation à la RSE. Il y a consensus en ce sens que, à ce niveau d'analyse, ces mêmes auteurs constatent le rôle central des enjeux de gouvernance en tant que freins au succès des initiatives de RSE, mais subsiste un schisme concernant le discernement des entités à qui incombe la responsabilité de cette réalité. C'est-à-dire que les uns (Frynas, 2005) militent pour l'élargissement de l'agenda analytique inhérent au discours de la RSE⁷⁵, indissociable du champ d'action de cette dernière, afin que, dans ce cadre, les entreprises puissent s'adresser aux problèmes à l'échelle « macro », soit ce qui est communément identifié en tant que *resource curse effects*⁷⁶ alors que les autres⁷⁷, à l'instar de Swanson (2002), Ite (2004) et Idemudia (2009) soutiennent que les entreprises ne peuvent assumer de telles responsabilités; les questions de gouvernance étant plutôt affaires d'État (Ite, 2004; Idemudia et Ite, 2006a). Le ton de cette discussion, bien qu'il rappelle l'enjeu central des débats portant sur la RSE que représente la substance des responsabilités contenues sous le concept de RSE en tentant d'identifier le/les responsable(s) de la (mauvaise) gouvernance, permet de saisir ce même débat sous un autre angle, soit autour du caractère intrinsèque ou extrinsèque des limitations de la RSE. Cette considération porte au troisième niveau analytique s'articulant autour de la RSE puisqu'évitant de centrer leur analyse sur une étude de cas spécifique, de faire du « *business case for CSR* » le point de départ de leur réflexion et/ou de démontrer à qui incombe la responsabilité d'une variable précise (ex. mauvaise gouvernance) en tant que cause principale des échecs des initiatives de la RSE, les propos tenus ici à travers les écrits de John Sharp (2006), Anna Zalik (2004a, 2004b), Michael Blowfield (2005) et Idemudia (2009), notamment, démontrent que les limitations de la RSE, en tant que système complexe actif et discursif fragmenté⁷⁸, sont inhérentes à elle-même sous un angle idéal divulguant une certaine appartenance idéologique⁷⁹ ayant d'importantes implications empiriques empreintes de diverses formes de relations de pouvoir⁸⁰ et révélant divers a-prioris conceptuels évacuant les aspects structurels et systémiques constituant pourtant l'essence même de la RSE⁸¹ et par de là le cœur de ses limitations (Zalik, 2004a, 2004b; Blowfield, 2005).

Que l'on s'attarde à l'un ou à l'autre de ces degrés analytiques, il appert que l'ensemble de ces auteurs tentent d'isoler, ou du moins de mettre l'accent sur, une variable en tant que cause centrale à l'inefficacité de la RSE en tant que réponse au type de situation caractérisant entre autres la région du delta du Niger nigérian. Ne cherchant point à analyser lesquels ont tort ou raison, la mise en relation analytique de ces sous-courants critiques entourant la RSE a néanmoins souligné la centralité omniprésente des enjeux de pouvoir qui, bien que divers tant dans leur forme qu'aux niveaux auxquels ils deviennent tangibles, sont quelques fois explicites, mais également implicites à chacune des variables identifiées en tant que source des limitations de la RSE.

Alors que Prieto-Carrón, Lund-Thomsen, Chan, Muro et Bushan (2006) démontrent l'impérativité de définir les réalités conceptuelles étant affectées par la RSE afin de saisir la portée de cette dernière dans toute son ampleur, c'est-à-dire sous tous ses angles, et que surmontant l'impasse régnant au cœur des débats⁸² grâce à la problématisation de ce même corpus qui dévoile la centralité des enjeux de pouvoir en tant que causes de la limitation de la RSE, la considération des contributions de Michael Watts et Cyril I. Obi s'impose. Ce cheminement se justifie du fait que, dévoilant explicitement les dynamiques de pouvoir à l'hypocentre de la violence présente au sein du delta du Niger, ces chercheurs nous amènent à comprendre, et donc par le fait même à définir, ce que l'on entend par ce conflit, cette violence, soit ce qui est à tort désigné en tant que « malédiction des ressources ». L'objet sur lequel les effets de la RSE se veulent être étudiés défini, nous serons à même de véritablement saisir les lacunes de ce phénomène en pleine effervescence que constitue la RSE et d'ainsi offrir une nouvelle lecture des débats au sein de la littérature encadrant la RSE.

1.2 Le cadre d'analyse

Sensibles aux débats épistémologiques habitant l'ensemble des sciences sociales et nous sentant interpellés de la précision à ce niveau que suggère, pour ne pas dire impose, notre

intention de recherche, soit la proposition d'une nouvelle lecture des débats traversant la RSE, en tant que concept d'application empirique, nous souhaitons justifier notre adhésion à certains fondements de la conception du pouvoir-savoir foucaultienne qui, de façon immanente, soutiennent la structure même de la présente recherche. L'impérativité posée par l'objectif de cette recherche repose sur la nature précise de ce dernier. En effet, dans le simple fait de proposer une nouvelle lecture nous tenons pour vérité que le savoir n'existe pas seul, écrit noir sur blanc et hors de tout, puisqu'il se prête à l'interprétation. Ainsi, subsiste déjà un rapport de forces au cœur même du savoir (le dit ne dépeignant pas fidèlement ce qui est vu et inversement)⁸³ et, conséquemment, entre le savoir et notre réception de celui-ci. Cette dernière, étant ici vécue sous forme de résistance, démontre sans ambages la faculté, disons-la « innée », de « s'inter-affecter » des forces (Deleuze, 1986, p. 78) permettant la conceptualisation de nouveaux savoirs interpellant à la fois l'ancien pour repenser le nouveau (soit un assemblage des forces « continues » et de celles provenant du « dehors ») (Deleuze, 1986). En somme, la prise en compte du fait que le savoir est composite de forces, résultant de rapports de forces implicites à la présence de ces forces de par leur nature d'affects (Deleuze, 1986, p. 78), l'intention de la présente recherche proposant une nouvelle lecture des débats entourant la RSE sous-entend la mise en lumière de la substance de ces rapports de forces sustentant la nature de ces discussions.

Déjà dépeinte lors de la rédaction de la revue de la littérature précédant cette réflexion, l'insatisfaction éprouvée à l'endroit de la thèse de la *RC* s'avère être la source de la révélation, ou plutôt confirmation, de notre appartenance épistémologique. Au terme de notre familiarisation avec cette thèse, nous avons en effet réalisé combien la parcimonie s'affichant au sein de cette dernière favorisait la mise à l'écart d'un pan complet de la réalité de la violence sévissant dans la région du delta. C'est-à-dire que l'ensemble des dynamiques de pouvoir, permettant de comprendre cette violence non pas comme l'acte de simples criminels facilement corruptibles par une élite tant privée que publique présentant les mêmes penchants, furent habilement écartées. Suite à la découverte des écrits de Michael Watts et de Cyril I. Obi, brossant un tout autre tableau de la situation, ainsi qu'à la prise en compte du fait que les appartenances institutionnelles de ces derniers diffèrent des auteurs centraux de la

*RC*⁸⁴, et que, conséquemment, toujours suivant la pensée de Michel Foucault, ces auteurs sont habités par certaines relations de pouvoir également divergentes de celles affectant les premiers, il devient difficile de nier que « [l]es sciences de l'homme ne sont pas séparables des rapports de pouvoir qui les rendent possibles, et [...] suscitent des savoirs plus ou moins capables de franchir un seuil épistémologique ou de former une connaissance [...] » (Deleuze, 1986, p. 81) et ce, notamment aux vues de la notoriété dont jouit actuellement la thèse de la malédiction des ressources.

Un premier effort de problématisation de la littérature entourant la RSE opéré lors de la présentation synthétisée de ce corpus a permis de constater la centralité des enjeux de pouvoir en tant que préoccupations de fond chez les critiques de la RSE. Ainsi, il appert que les savoirs diffusés à travers la *RC* ne sont pas sans effets puisqu'à l'instar de celle-ci, la RSE⁸⁵, tant dans ses versions antérieures qu'actuellement, néglige la prise en compte des dynamiques de pouvoir présentes à la fois en ses lieux d'origine et d'application, dans leurs rapports de pouvoir mutuels et multiples et ce, tant dans leurs formes que dans leurs implications. S'inclinant devant la triste « fatalité » de la « mauvaise gouvernance », des contraintes structurelles et systémiques affectant sa mise en œuvre ainsi qu'inhérentes à elle-même et/ou encore, selon les propos de certains, devant les *resource curse effects*, la RSE semble à bien des égards être vouée à l'échec. Selon les termes de la thèse de la malédiction des ressources peu d'issues semblent en effet se présenter puisque, suivant ce raisonnement, la présence accrue du pétrole dans l'économie entraîne le développement de faibles institutions liées à la mise en place de piètres politiques qui, à leur tour, favorisent une défailante imputabilité des élites qui, elles, encouragent l'exploitation pétrolière (Campbell, 2007). Ces liens causals s'inscrivent ainsi dans un cycle fortifiant la perpétuité de cette vicieuse spirale analysée par les penseurs de la *RC*. Non seulement ce savoir fataliste sur la situation prodigué par cette approche semble confiner la RSE à l'état d'un simple, quoique sous certains angles soulageant, palliatif⁸⁶, mais l'absence de considération de la faisabilité politique des solutions proposées (Campbell, 2007; Rosser, 2006) par les auteurs de la *RC* taie toute discussion concernant d'envisageables altérations au sein des dynamiques des

relations politiques et économiques qui, comme le présent cadre d'analyse nous permet de le démontrer, se trouvent au centre des difficultés rencontrées par la RSE.

Le cadre d'analyse sur lequel s'appuie l'ensemble de nos réflexions nous habilite ainsi à saisir la teneur des contraintes qui s'imposent à la RSE, puisque les rapports de forces imbriquant d'innombrables réalités, interpellant d'aussi nombreux acteurs, figurant à divers niveaux, c'est-à-dire tant dans les contextes local, national qu'international, et interagissant dans des sens multiples, suivant la nature même d'affect des forces composant le pouvoir inspiré de la pensée foucaultienne (Deleuze, 1986), sont mises en lumière. L'adoption de cette perspective jumelée à la considération que « [...] penser se fait dans l'interstice, dans la disjonction de voir et de parler. » (Deleuze, 1986, p. 93) imposent l'impérativité de repenser les liens établis par la *RC* entre violence, comme réalité observée/« vue », criminalité, corruption et « mauvaise gouvernance », en tant que réalités « dites », afin d'éclairer les débats entourant la RSE. En d'autres mots, grâce à notre cadre d'analyse, nous sommes amenés à questionner les relations de pouvoir qui se trouvent intégrées et réifiées au sein même de la RSE et de l'espace de connaissances de la *RC* qui, cette dernière, de par son réducteur fatalisme, porte la RSE à se river aux mêmes négligences⁸⁷. Voyons maintenant et précisément comment y parvient le cadre d'analyse ici constitué.

En nous basant sur les apports de Watts et Obi, les réalités locales et régionales spécifiques, soit les lieux « explicites » de l'expression des diverses violences⁸⁸, sont comprises selon le cadre proposé comme étant constituantes de et constituées par l'impact pétrolier, puisque la contribution de ce dernier aux conflits sévissant dans la région du delta du Niger se construit à partir des dynamiques politiques préexistant l'arrivée du pétrole⁸⁹. Cet impact pétrolier restructure ensuite peu à peu ces mêmes dynamiques politiques en relation perpétuelle avec la participation dynamique des acteurs et réalités internes qui deviennent à leur tour et à l'instar des acteurs externes toujours plus « transterritorialisés » (Institute of Africa, 2004, p. 7-8). Ainsi, non seulement les forces⁹⁰ internes et externes s'inter-influencent, mais elles le

font à travers le prisme du facteur pétrolier, soit l'ensemble de forces traversant le pétrole, qui les modèlent à la fois individuellement et, par conséquent, dans leurs relations mutuelles.

Dans ce cadre, et dans le but de revisiter les débats portant sur la RSE, les relations entre entreprises et acteurs locaux, nationaux et internationaux sont perçues comme l'expression toute dédiée de la relation co-constituante interne/externe (imbrication des dynamiques locales, nationales et internationales) dont nous entretenons Watts (2004a, 2004b, 2004c, 2007, 2008a, 2008b, 2008c, 2009a, 2009b) et Obi (Institute of Africa, 2004; Nordica Afrikainstitutet, 2001; Obi, 2001, 2004, 2007a, 2007b, 2008, 2009) à travers les concepts suivants: complexe pétrolier (*oil complex*), pétro-capitalisme, État pétrolier (*petro-state*), pétrole impérial (*imperial oil*), pétro-violence et mauvaise gouvernance (*mis-governance*). Bien que notre cadre repose, dans sa substantialité, sur les concepts précédents, le concept de pétro-violence appartenant à Watts vient être précisé par notre conceptualisation de « bio-violence » opérant une jonction entre la pensée de ce dernier et de Foucault, alors que le concept de mauvaise gouvernance pris chez Obi est clarifié par l'entremise de la notion de gouvernementalité puisée une fois de plus chez Foucault et dont s'inspire un des textes centraux de Watts sur lequel s'appuie cette recherche. Enfin, l'objet de cette dernière étant les débats appréciatifs des pratiques et de la notion même de la RSE, une définition mettant en relief les ambiguïtés régnant face à celle-ci s'impose.

Comme précisé précédemment, notre conception des relations de pouvoir considère la multiplicité de ces dernières, perceptible à travers leur nature d'affects, en ce que, comme l'explique Deleuze traitant de la pensée de Foucault, « [...] la force se définit elle-même par son pouvoir d'affecter d'autres forces (avec lesquelles elle est en rapport), et d'être affectée par d'autres forces [...]. À la fois, c'est [donc] chaque force qui a un pouvoir d'affecter (d'autres) et d'être affecté (par d'autres encore), si bien que chaque force implique des rapports de pouvoir; et c'est tout champ de forces qui répartit les forces en fonction de ces rapports et de leurs variations. » (Deleuze, 1986, p. 78). Cette compréhension de la formation des rapports de pouvoir s'avère être un pilier de notre cadre d'analyse puisqu'elle nous a

permis de saisir la logique profonde soutenant l'analyse de Watts dans l'article intitulé « Resource curse? Governmentality, oil and power in the Niger Delta, Nigeria » (2004b) inspiré de certains concepts foucaultiens⁹¹. Ce dernier démontre l'effet à la fois constructif et destructif de l'impact pétrolier envers divers espaces gouvernables⁹², s'avérant en vérité plutôt ingouvernables, qui, interagissant entre eux et à travers tout un champ de forces situées aux échelles tant locale, nationale qu'internationale s'inter-imbriquant, en viennent qu'à se construire à travers un rapport de destruction mutuelle. Ainsi, à la lumière de cette réflexion sur le pouvoir qui cimente cette dernière analyse, les revirements comportementaux des acteurs locaux de la violence, souvent expliqués en tant que phénomènes liés aux notions plutôt « englobantes » et réductionnistes de corruption et de criminalité⁹³ ou encore aux rivalités ethniques et claniques, n'apparaissent plus comme contradictoires et, disons, relevant d'un simple « opportunisme » présent chez ces acteurs⁹⁴. Il en est ainsi puisque, de cette perspective, la présence de l'exploitation pétrolière dévoile un ensemble de forces « externes » affectées par et affectant un champ de forces « internes » déjà en relation active qui, à leur tour, se voient affectées.

1.2.1 Le pétro-capitalisme

Évitant de nous en remettre qu'aux particularités physiques du pétrole afin de déterminer l'influence de la présence de cette substance face à la violence⁹⁵, ces dynamiques de pouvoir se saisissent à l'aide du concept de pétro-capitalisme, c'est-à-dire à travers la prise en compte de la valeur actuelle consacrée à ce minerai liquide en tant que pivot de l'économie mondiale animant un ensemble de forces. Cette particularité faisant de cette ressource un objet à travers lequel s'opèrent les relations de pouvoir, le pétro-capitalisme met en relief le caractère à la fois politico-stratégique, économique et social de l'ensemble des forces qui l'animent, soit des rapports de forces qui leur sont consubstantiels. Essentiellement, l'habilité du pétrole à alimenter la violence ne peut se comprendre qu'en portant une attention toute particulière « [...] to the ways in which oil becomes an idiom for doing politics as it is inserted into an already existing political landscape of forces, identities, and forms of power » (Watts, 2004b,

p. 75-76). Notons par ailleurs que ces identités et formes de pouvoir sont en elles-mêmes constituées de forces en relation qu'affecte le pétro-capitalisme en tant qu'ensemble de forces arrimées autour et animées du rôle central multisectoriel (tant économique, politique que social) occupé par le pétrole.

1.2.2 Le complexe pétrolier

S'articulant sur cette toile de fond et essentiellement actualisés de leurs propres effets, ces rapports de pouvoir mettent en scène des acteurs qui, quoiqu'innombrables considérant non seulement les diverses échelles auxquelles s'opère le pétro-capitalisme, mais la multiplicité des rapports de pouvoir animant une société⁹⁶ et chacune de ces composantes (individus, groupes, institutions, etc.), se divulguent en tant qu'acteurs que nous dirons « clefs » dont le complexe pétrolier de Watts parvient à définir les contours ainsi qu'à démontrer la centralité qu'ils occupent dans le façonnement dynamique de ces configurations de pouvoir. Mû et mise en forme par le pétro-capitalisme, le complexe pétrolier, s'entendant comme une description institutionnelle statique (Watts, 2004b, p. 54), ne peut qu'épouser des formes légèrement diverses dues aux spécificités historiques, culturelles et politiques des cas mis à l'étude (Watts, 2007, p. 16). Cependant, il n'en reste pas moins que cette configuration de forces sociales, politiques et économiques comporte une structure « permanente »; seules les identités spécifiques des acteurs étant modifiées et non pas leur rôle/position dans le complexe pétrolier. Voici donc la constitution précise du complexe pétrolier formant « [...] a sort of corporate enclave economy but also a centre of political and economic calculation that can only be understood through the operation of a set of local, national and transnational forces [...] » (Watts, 2008a, p. 15) que conceptualise le pétro-capitalisme.

Premièrement, l'intérêt géostratégique envers le pétrole entraîne l'implication des forces d'autorité publique (militaires, policières, etc.) à l'échelle locale du complexe.⁹⁷ Deuxièmement, la société civile locale et globale entre dans le complexe pétrolier soit par l'intermédiaire de groupes de pression concernés par la reconnaissance et le respect des droits

humains et la transparence au sein du secteur pétrolier ou encore à travers les mouvements sociaux locaux et ONG se mobilisant devant les conséquences des activités de l'industrie pétrolière et l'imputabilité de l'État (pétrolier)⁹⁸. Troisièmement, se trouvent l'ensemble des acteurs du secteur entrepreneur pétrolier transnational, soient les *majors* (pétrolières multinationales), les entreprises indépendantes, les opérateurs indigènes, les pétrolières nationales et le vaste réseau de services entourant ce secteur d'activités. L'ensemble de ces entités se retrouve entre autres activement impliquées dans le processus de développement local par l'entremise d'initiatives de développement communautaire, de la RSE et du principe d'inclusion des parties prenantes (*stakeholders*). Quatrièmement, une dynamique concurrentielle, souvent stimulée par la présence de la richesse pétrolière et soulevant des questions entourant le droit de contrôle et d'exploitation, la propriété de ces ressources ainsi que la répartition, la redistribution et l'utilisation de ces capitaux, insère une panoplie de forces politiques locales (milices ethniques, paramilitaires, mouvements séparatistes, etc.) au sein du complexe. Cinquièmement, les agences de développement multilatérales, soit le FMI et la BM, ainsi que les institutions financières telles les agences de crédits à l'exportation assument le rôle de courtiers favorisant l'expansion des secteurs énergétiques au sein des États producteurs de pétrole. Notons également que ces mêmes entités seront amenées à promouvoir, voire imposer, les principes de transparence chez les gouvernements « pétroliers » et leurs partenaires d'affaires, soit les compagnies pétrolières. Enfin, subsiste également le sombre univers des drogues, des mercenaires, du commerce informel et de l'enrichissement illicite (ex. extorsion de pétrole) comme parties au complexe pétrolier (Watts, 2004a, 2007, 2008a).

1.2.3 L'État pétrolier

Quelques fois chapeauté, mais, et surtout, pénétré par les diverses dynamiques de pouvoir s'articulant dans le cadre de ce dernier complexe, l'État pétrolier qu'incarne le Nigéria retient notre attention en tant que concept puisqu'il nous permet de saisir la faiblesse cachée sous la force de ce type d'État rendant visible certains rapports de pouvoir qui y sont vécus et sont

susceptibles d'orienter la manière dont la RSE est perçue, expérimentée et pensée à la fois localement ainsi que chez les acteurs externes. Concrètement, l'État pétrolier comporte quelques éléments institutionnels « permanents » tels un monopole statuaire d'exploitation minérale, une compagnie pétrolière nationalisée opérant dans le cadre de co-entreprises en partenariat avec les pétrolières multinationales se voyant octroyer des concessions territoriales, un appareil de sécurité étatique (travaillant souvent de paire avec les forces de sécurité privées de ces pétrolières) assurant la sécurisation de ces coûteux investissements pétroliers, les « communautés pétrolières » dont les juridictions coutumières se trouvent affectées par la présence des puits et facilités extractives qui y sont situés et, en dernière instance, un mécanisme politico-financier par l'entremise duquel les revenus pétroliers sont distribués à travers la fédération, soit aux divers États, gouvernements locaux⁹⁹ ainsi qu'aux instances fédérales centrales (Watts, 2005, p. 379-380, 2008c, p. 12-13). L'État pétrolier est donc un État rentier au sein duquel les revenus pétroliers représentent une large proportion du PIB et une part encore plus importante des revenus gouvernementaux et d'exportation. Cette forme d'État se caractérise également par une centralisation fiscale liée à une sociologie du même type et par une globalisation économique venant à la fois concentrer les instruments de pouvoir au niveau étatique (l'État absorbant, distribuant et dépensant les revenus pétroliers) et les diffuser à travers l'insertion au marché pétrolier global et aux diverses dynamiques de pouvoir animant la configuration institutionnelle du système global pétrolier qu'assure l'externalité de la provenance des revenus. Ainsi, comme l'écrit textuellement Watts, « [t]he heart of the petro-state, then, becomes the politics and management of oil revenues [...] » (2005, p. 384). Cet art de gouverner, se pratiquant d'ailleurs dans une inapplicabilité du principe de transparence, n'est point à l'abri de l'influence des rapports de forces ascendants et descendants¹⁰⁰ traversant et, de ce fait, modelant ce type d'État. Pour nous en convaincre, rappelons que la cohabitation d'une imposante richesse pétrolière, de piètres performances économiques et d'inégalités croissantes, soit le phénomène du paradoxe de l'abondance (*paradox of plenty*), s'inscrivent parmi les traits caractéristiques des États pétroliers (Watts, 2005, p. 384). Bien que sous certains angles analytiques, plusieurs soulignent la réduction de la signifiante de l'État sous l'effet de la RSE (Idemudia et Ite, 2006a, p. 203; Ite, 2004, p. 5-7), les caractéristiques de l'État pétrolier mentionnés ici permettent plutôt de saisir le rôle central de cet État¹⁰¹ en tant que courroie liant et reconfigurant les relations entre réalités

globales et locales qui, simultanément, le modèlent et affectent à la fois l'expérience empirique et conceptuelle de la RSE.

1.2.4 Le pétrole impérial

Notre objet d'études appelant une impérative contextualisation globalisée, le concept de pétrole impérial (*imperial oil*), également puisé des écrits de Watts, nous permet de saisir la substance de certaines des forces majeures comprises dans le pétro-capitalisme telles que, tout particulièrement, les préoccupations de sécurité énergétique américaines¹⁰², l'interventionnisme et la militarisation de la région du delta s'appuyant sur le contexte de guerre (post 11 septembre 2001) « légitimée » contre le terrorisme et l'accentuation de la férocité de la concurrence pour l'obtention des droits d'exploitation entre pétrolières suivant la présence de plus en plus accrue des compagnies principalement asiatiques, mais également sud-africaines et sud-américaines dans une situation où la rareté pétrolière va croissant (Watts, 2004a, 2007, p. 638, 643-644, 2008a, 2008c; Institute of South Africa, 2004, p. 6). En fait, le présent concept permet de contextualiser la résurgence de la violence dans la région du delta sur fond d'actualités internationales relatives aux préoccupations « impériales » et importance actuelle du pétrole en tant que moteur économique global.

Quoique qu'il soit juste d'affirmer l'origine « watttienne » du terme pétrole impérial, nous lui apportons de telles modifications de fond, demeurant toutefois inspirées de l'ensemble des écrits de ce même auteur, que le contenu propre à ce concept se voit reformé. Les altérations conceptuelles opérées se justifient du fait que les propos suivants écrits de la plume de Watts « [t]he oil complex is a sort of corporate enclave economy but also a centre of political and economic calculation that can only be understood through the operation of a set of local, national and transnational forces that can only be dubbed as "imperial oil". » (2008a, p. 15) illustre un récent glissement conceptuel du pétro-capitalisme vers le pétrole impérial. Devant cette constatation, et conservant le concept de pétro-capitalisme représentant l'ensemble des dynamiques de forces aux niveaux tant local, national qu'international, nous jugeons que le

concept de pétrole impérial s'inscrit en tant que sous-section du pétro-capitalisme représentant les dynamiques de forces « impériales » de l'actualité internationale façonnant, tout en étant en retour façonnées par l'ensemble des dynamiques présentes aux autres niveaux saisies à travers le pétro-capitalisme. De surcroît, nous demeurons prudents face à l'utilisation d'un tel concept puisque nous souhaitons éviter toute référence à un déterminisme externe nourri par certains acteurs « impériaux » et contraignant une compréhension profonde de la violence évoluant dans le delta du Niger favorisée par les concepts antérieurement présentés. Néanmoins, le concept de pétrole impérial, tel que nous le conceptualisons, demeure pertinent en ce qu'il donne, entre autres, l'opportunité de saisir en quoi le fait de conclure à la criminalité des rebelles dans un contexte post 11 septembre 2001, analyse d'ailleurs soutenue par la *RC*, peut appuyer une réalité envenimant la situation. Nous faisons ici référence à la militarisation de la région (accentuée de la présence de forces étrangères, en l'occurrence américaines), « solution » puisant d'autant plus de légitimité devant l'échec de la RSE présumée par l'analyse fataliste de la situation effectuée par les auteurs de la *RC*.

1.2.5 La pétro-violence, la bio-violence, la gouvernementalité et la RSE

En considérant la situation présente dans la région deltaïque nigériane à travers les concepts précédemment élucidés, nous sommes amenés à percevoir plusieurs sources et divers rapports de pouvoir modelant la réalité quotidienne y étant vécue. Ce regard analytique laissant présager l'existence de plusieurs « types » de violences, considérant la panoplie de forces en jeux, la référence au concept de pétro-violence, une fois de plus puisé chez Michael Watts, rend explicite la nature des diverses formes de violence ayant cours dans la région étudiée. Une définition formelle de la pétro-violence peut s'entendre comme les différentes formes de violence historiquement structurées par et structurant les objets de dispute que sont la nation, la citoyenneté et l'ethnicité restructurés à la fois par la violence environnementale située et perpétrée envers le monde biophysique et la violence sociale liée aux propriétés physiques et sociales de la substance pétrolière¹⁰³ entraînant également une violence politique

impliquant la problématique des effets de la rente pétrolière sur l'État, le discours politique national et le rythme de l'accumulation globale (Watts, 2001, 1999). Ainsi, la pétro-violence se concentre

[...] on the point of production (on extraction narrowly construed) and its immediate social and environmental consequences in particular. But this local focus cannot be rigidly demarcated from the crucial consequences of oil rents on the state, on national political discourse, and on the broad rhythms of accumulation. (Watts, 1999, p. 2, 2001, p. 190-191).

Ces considérations amènent donc simultanément Anna Zalik (2004a, p. 401) à soutenir que Watts définit la pétro-violence en tant que « [...] the joint security imposed by the Nigerian military and oil companies to police their installations and the environment of social unrest that surrounds petroleum extraction. » et Watts, lui-même, à ultimement conclure que la pétro-violence « [...] is generated by the evil twins of authoritarian governmentality [, entendue comme l'articulation d'usages générales d'instruments de répression avec des stratégies biopolitiques] and petro-capitalism. » (Watts, 2004b, p. 61-62). Ainsi, quoique la définition fournie par Zalik s'inscrive à l'intérieur de la définition de la pétro-violence, elle demeure incomplète aux vues de l'ensemble des concepts précédemment définis. Toutefois, à la lumière des derniers propos soulevés chez Watts et en y regardant de plus près, à partir de la définition formelle de la pétro-violence, nous saisissons la nature biopolitique¹⁰⁴ de la pétro-violence en ce qu'elle implique la refondation des lois sur la population qui déterminent les qualités des citoyens, soit entre autres ce qui fait des Nigériens des citoyens du Nigéria, en affectant, toute en étant affectée (alimentée) par, la gouvernementalité de l'État. Par gouvernementalité, toujours en effectuant un passage chez Foucault, entendons simplement la capacité du gouvernement de gérer les rapports, les liens, les intrications des hommes aux choses telles le territoire, les richesses, les ressources, les manières de penser, les coutumes et autres¹⁰⁵, soit « [...] d'exercer cette forme bien spécifique [et] [...] complexe [...] de pouvoir [...] qui a pour cible principale la population, pour forme majeure de savoir, l'économie politique, pour instrument technique essentiel les dispositifs de sécurité. » à travers les « [...] institutions, les procédures, [les] analyses, [les] réflexions, les calculs et les

tactiques [...] » (Foucault, in *Dits et Écrits: 1954-1979: V.III*, « La « gouvernementalité » », 1994, p. 655).

À la lumière des propos précédents, la considération de la RSE, se définissant en tant que « [t]he commitment of business to contribute to sustainable economic development, working with employees, their families, the local community and society at large to improve their quality of life [...] » (Swanson, 2002; Akpan, 2006, p. 226)¹⁰⁶ dont les pratiques s'opèrent dans le delta du Niger, soit au cœur de cette pétro-violence, nous amène à concevoir ce que nous conceptualisons en tant que bio-violence. Il s'agit, à l'instar de ce qu'est le pétrole impérial au pétro-capitalisme, d'une catégorie de la pétro-violence particulièrement mise en relief par la présence des pratiques de RSE au milieu de la pétro-violence. Ce concept que l'on devine inspiré de la réunion des pensées de Foucault et Watts, émerge également à partir de certains propos tenus par Anna Zalik (2004a, p. 415-420) dans un de ses articles intitulé « The Niger delta: 'petro violence' and 'partnership development' ». En démontrant, par exemple, en quoi les formations académiques professionnelles offertes dans le cadre de la RSE participent en réalité à l'exode de la région rurale pétrolière au profit des centres urbains de la région, Zalik rend explicite cette forme de violence, que nous qualifions de bio-violence. Celle-ci consiste en l'imposition d'une transformation des moyens de subsistance des populations à travers la destruction environnementale et la valorisation de la modernisation, accompagnée, pour certains, soit d'une paupérisation découlant de la destruction des moyens de subsistance entraînant l'implication aux activités illicites et/ou informelles ou encore d'une redéfinition des fonctions prolétaires correspondant non pas aux besoins de l'économie rurale locale, mais à ceux de l'économie moderne favorisant la monétarisation des moyens de subsistance entraînant l'urbanisation de ces nouveaux « corps productifs ». Ce type de violence s'inscrivant au cœur de la gouvernementalité de l'État pétrolier nigérian investi d'un biopouvoir vient rendre intelligible notre considération centrale autour des débats entourant la RSE en ce qu'elle permet de saisir certaines dynamiques de pouvoir intrinsèques à la RSE une fois son application concrète contextualisée.

Cette bio-violence fait également référence au processus par lequel la pétro-violence entraîne les populations à se repenser elle-même à travers divers espaces gouvernables¹⁰⁷, donc espace de « gouvernement », favorables à la montée du racisme devant la faible performance de gouvernementalité de l'État pétrolier. Considérant cette bio-violence à travers le prisme analytique du pétro-capitalisme et de ses acolytes, soit le complexe pétrolier et le pétrole impérial, la « mauvaise/faible gouvernance » caractérisant l'État pétrolier, considérée comme un amalgame de lacunes institutionnelles aux vues de la *RC* (Rosser, 2006), se comprend plutôt telle que la conçoit Cyril I. Obi, c'est-à-dire en tant que « mauvaise gouvernance » entendue comme une « [...] governance that is inherently crisis-ridden, authoritarian, corrupt and turned against the commun good [...] » (Institute of South Africa, 2004, p. 1). Conséquemment à l'intégration de l'ensemble des concepts constituant notre cadre d'analyse jumelée à la prise en compte de nombreux écrits de Cyril I. Obi (Nordica Afrikainstitutet, 2001; Institute of Africa, 2004; Obi, 2001, 2004, 2006, 2007a, 2007b, 2008, 2009) et au rôle participatif face à cette réalité joué par la RSE agissant au sein de telles dynamiques de pouvoir, cette « *mis-governance* » se comprend avec plus de justesse en tant que « nexus between the failure of policy/institutions and [...] [a] governance that is crisis-ridden, authoritarian, corrupt and turned against the commun good » (Institute of South Africa, 2004, p. 1).

1.2.6 La « mauvaise gouvernance »

Toujours à la lumière de l'ensemble des concepts précédemment élucidés, nous jugeons qu'un appel à la gouvernementalité de Foucault permet de rendre encore plus intelligible le concept de « mauvaise gouvernance » puisque dans ces termes, le déni d'un quelconque bien commun se conçoit plutôt comme le caractère inapproprié des stratégies de pouvoir du gouvernement nigérian chargé d'assurer la disposition des choses d'une façon acceptable aux diverses parties constituant la nation. Ainsi, la faiblesse de l'État pétrolier n'apparaît plus comme donnée, mais comme résultant des rapports de pouvoir subsistant entre le pétro-capitalisme, l'État pétrolier et les divers lieux de gouvernementalité parsemant la société

nigériane et dont la RSE fait intégralement partie en ce qu'elle affecte les façons de vivre et de penser la vie des populations au sein desquelles elle opère en constituant un savoir politico-économique (les entreprises étant dorénavant responsables du développement dans tous ses aspects et non plus simplement économique) tout en servant de dispositif sécuritaire envers les populations sommées d'octroyer une *license to operate* aux pétrolières situées à l'intérieur de leur juridiction.

Cette conceptualisation, disons-la décisive, de la « mauvaise gouvernance » liée à la prise en compte de la gouvernementalité investissant l'État pétrolier nigérian permet de comprendre le racisme vécu au sein de la nation comme une nécessité résultant des effets conjugués des diverses dynamiques de pouvoir animant la société nigériane rendues perceptibles à travers le présent cadre d'analyse. Dans ces termes, le racisme, dont les lois et l'organisation sociale nigérianes sont imprégnées et dont la RC réitère la légitimité en théorisant la violence vécue dans la région du delta comme résultant de mouvements criminels, se comprend en tant que savoir par lequel passe le maintien de la gouvernementalité à la fois nigériane et mondiale. Ce savoir sur la population du Sud nigérian nous amenant à définir ces gens en termes de criminels ne peut se départir du pouvoir (des rapports de pouvoir) qui l'imprègne.

Quoiqu'une telle aspiration nous semble présomptueuse en ce que nous concevons la multiplicité des forces et de leur sens d'affectation à tous les niveaux sous un angle foucaultien, cet appareil conceptuel nous permet de faire émerger l'ensemble des dynamiques de pouvoir qui traversent et pénètrent à la fois l'essence et l'application de la RSE ainsi que son objet même, c'est-à-dire la population (les minorités ethniques) et l'ensemble des acteurs que le concept de complexe pétrolier révèle. Ainsi, nous sommes en mesure d'offrir une nouvelle lecture des débats entourant la RSE. La faisabilité de cette entreprise analytique se justifie par le fait qu'elle commande une re-visitation de l'histoire témoignant de la structuration évolutive des rapports de pouvoir sous l'effet pétrolier en tentant d'éviter de mettre à l'écart certaines dynamiques de pouvoir pré et post présence d'activités extractives pétrolières qui s'avèrent constituer les limitations auxquelles se rive la RSE.

Enfin, soulignons que cette recherche, s'agissant d'une certaine production de savoirs, affiche ouvertement, dans un souci de scientificité, la normativité dont est imprégné ce projet voué à la démonstration de la thèse que voici: Les enjeux relatifs à la *RC*, tels que soulignés à travers la compréhension de la violence actuelle accablant le delta du Niger inspirée des contributions de Watts et de Obi, éclairent les débats entourant la RSE en ce qu'opérant une mise à nu de la diversité (et de la nature) des dynamiques de pouvoir et des acteurs participants à cette malédiction des ressources ainsi que de la nature historique de ces réalités politiques expliquant la faiblesse de la gouvernance, soit des causes profondes de cette prétendue malédiction des ressources étant occultées par la thèse inspirée de cette expression, elles permettent de saisir la véritable teneur des limitations de la RSE.¹⁰⁸

Conclusion

1.3.1 La méthodologie

En conclusion, le cheminement réflexif effectué au cours de ce chapitre nous amène à reconnaître que les réquisits méthodologiques posés par l'objectif relatif à la démonstration de la présente thèse, soit une prise de connaissance de l'évolution des rapports de pouvoir ayant ponctué et ponctuant la situation vécue dans le delta du Niger avant et après la découverte du pétrole et une prise en compte constante de la normativité propre à toute entreprise théorique, nécessitent la poursuite d'une analyse documentaire s'opérant dans une perspective qui utilise la technique de l'étude de cas afin de valider le cadre d'analyse conçu à partir, justement, des données empiriques prises dans leur spécificité historique. C'est donc à travers ces dernières nécessités que l'influence de la *Grounded Theory* se fait méthodologiquement sentir. Ainsi, en guise de conclusion, voyons plus précisément de quelle façon celle-ci inspire la réalisation de la présente recherche.

Ayant d'abord accompli une première familiarisation de l'état de la situation dans la région à l'étude par l'entremise de lectures de sources à la fois primaires (HRW, 1999, 2005; Ken Saro Wiwa, 1995 et autres) et secondaires (Ikelegbe, 2006; Fanchette, 2006; Fourchard, 2007; Ighodaro, 2005 et autres) dès le commencement du parcours en tant que maîtrisard, une certaine connaissance des faits entourant la violence dans cette région était déjà, disons-la « acquise ». Ainsi, à la vue des diverses thèses s'employant à expliquer et/ou comprendre la violence à laquelle la RSE se trouvait accusée de participer, nous avons été en mesure d'identifier certaines lacunes de la thèse de la malédiction des ressources en comparaison aux forces analytiques des écrits de Michael Watts et de Cyril I. Obi. L'une des insuffisances flagrantes de la *RC*, étant l'incapacité de saisir les diverses formes de violence et d'implication des entreprises à cette violence ayant cours dans la région affectée, alors que

les propos de Watts et Obi n'en faisaient point fi et que la littérature portant sur la RSE en dévoilait quelques aspects de plus, motiva certains emprunts conceptuels chez ces auteurs.

Alors que parvenus à ce moment de notre recherche « [...] l'objet de [celle-ci se] [...] défini[ssait] toujours comme un « territoire à explorer » ou un phénomène à comprendre progressivement que comme une question de recherche » (Guillemette, 2006, p. 37), des lectures supplémentaires basées sur un amalgame de sources primaires et secondaires portant tant sur une compréhension de la violence, du marasme développementaliste et économique affectant la région, sur une évaluation de la RSE en tant que concept d'application empirique que sur l'approfondissement de la thèse de la malédiction des ressources et ses critiques, nous ont incités à modifier certains des concepts déjà retenus. Ces altérations furent également réalisées à la lumière de quelques autres concepts puisés chez un des auteurs ayant influencé le cadre analytique de Watts utilisé dans un texte qui fut pour nous central à la compréhension des dynamiques de pouvoir régnant au cœur de la région étudiée¹⁰⁹. De ce fait, ces derniers concepts et ce texte ont affecté notre objet de recherche, soit le rapport de la RSE à la violence, ou plutôt aux violences ayant présentement cours dans le delta du Niger, tel que de subséquentes sources à la fois primaires et secondaires dépeignaient.

Toujours dans cette même optique, soit celle visant à acquérir une compréhension toujours plus profonde et globale de la relation RSE/violence, des ouvrages de type monographique et des articles scientifiques abordant l'histoire du Nigéria sous un angle politico-économique favorisant la compréhension de l'impact pétrolier sur cette réalité située sont soumis à une analyse dans le cadre du second chapitre. Cette dernière analyse est effectuée à partir du cadre conceptuel ici élaboré puisqu'il permet une relecture de l'évolution des rapports de pouvoir démontrée à partir de faits historiques pris dans leur globalité. Concrètement, notre démarche est donc, maintenant et dans un second chapitre, de préciser les lacunes de la thèse de la malédiction des ressources et leurs implications face à l'analyse de l'intensification des nouvelles formes de violence dans la région du delta du Niger nigérian. La réalisation de cette initiative implique une analyse du pouvoir/ de la « mauvaise gouvernance » au centre de

l'impact pétrolier reconsidéré(e) à travers l'histoire nigériane. Il s'agit donc ici de préciser le contexte historique dans lequel les diverses formes de violence s'inscrivent et évoluent dans cette région. Enfin, dans un troisième temps et chapitre, ce parcours porte l'analyse à s'intéresser aux limitations de la RSE que révèlent les débats portant sur la RSE tous deux interprétés à l'aune des lacunes décelées et historiquement démontrées chez la thèse de la malédiction des ressources. Ainsi, sont explicitées les causes de l'incapacité de la RSE à faire face aux violences actuelles ayant cours dans la région du delta du Niger.

Cette réalisation trouve toute sa justification dans le fait que, comme le souligne Evelyn Dietsche, la *RC* ne parvenant guère à saisir la globalité de ces rapports de pouvoir de par son utilisation de la *variable-oriented approach*, soit la conception ontologique supposant que « [...] causal variables have a strong, consistent and independent effect across space and time. » (Dietsche, 2008, p. 22-23), nous concevons, à l'instar de la *case-oriented approach*, que les relations causales sont plus complexes relevant souvent d'une combinaison de facteurs, que la causalité peut se vivre réciproquement et que l'ordre événementiel a également un impact sur les liens de causalité (Dietsche, 2008, p. 21-23).

CHAPITRE II

LES FONDEMENTS DE LA THÈSE DE LA MALÉDICTION DES RESSOURCES FACE À L'HISTOIRE « PRÉ-EXPLOITATION » PÉTROLIÈRE NIGÉRIANE: DÉMONSTRATION DU CARACTÈRE MULTIFACTORIEL DES DYNAMIQUES DE POUVOIR

Le présent chapitre se propose d'opérer une analyse du pouvoir tel qu'il, en tant que phénomène, se compose, non pas simplement tel qu'il se manifeste. L'expression de cette subtilité, bien qu'elle puisse de prime abord sembler plutôt prétentieuse ou encore clichée, se révèle substantielle en ce qu'elle nous amène, tel que nous le verrons à travers ce chapitre, à une compréhension de la violence vécue dans le delta du Niger qui ne peut être singulièrement tributaire de la présence de l'exploitation pétrolière. En effet, bien que ce soit principalement à travers la possession des retombées de cette activité commerciale (pouvoir manifesté) que les relations de pouvoir transigent, soit à travers ce que nous appelons le prisme de l'impact pétrolier, et que, par conséquent, elles épousent des formes et connotations nouvelles, ou du moins modifiées, l'ensemble de ces mêmes relations de pouvoir ne puisent guère l'entièreté de leur origine et caractère de ce seul segment d'un tout d'influences; soit le pouvoir (pouvoir composé). Des précisions concernant notre conception du pouvoir deviennent ici impératives puisque cette dernière constitue le socle sur lequel repose notre opposition argumentative face à la théorie de la malédiction des ressources. Alors que les auteurs s'inscrivant dans les sillons de cette approche cherchent à identifier, ou plutôt identifient dans le pétrole, « [...] un point central, [...] un foyer unique de souveraineté d'où rayonneraient des formes dérivées et descendantes [du pouvoir] » (Foucault 1976, p. 122), nous concevons plutôt, à l'instar de Michel Foucault, que « [p]ar pouvoir [...] il faut comprendre d'abord la multiplicité des rapports de force qui sont immanents au domaine où ils s'exercent, et sont constitutifs de leur organisation; le jeu qui par voie de luttes et d'affrontements incessants les transforme, les renforce, les inverse; les appuis que ces rapports de force trouvent les uns dans les autres, de manière à former chaîne ou système, ou, au contraire, les décalages, les contradictions qui les isolent les uns des autres; les stratégies enfin dans lesquelles ils prennent effet, et dont le dessin général ou la cristallisation

institutionnelle prennent corps dans les appareils étatiques, dans la formulation de la loi, dans les hégémonies sociales » (Foucault 1976, p. 121-122). Ainsi, partageant cette vision selon laquelle affirmer que « [l]e pouvoir est partout [ne signifie] [...] pas qu'il englobe tout, [mais bien] [...] qu'il vient de partout » (Foucault 1976, p. 122), nous sommes en mesure de soutenir que non seulement une traversée de l'historique des rapports de pouvoir se voit justifiée, mais que « le pouvoir venant de partout », l'ordre événementiel, donc la chronologie ponctuant la formation de ces rapports, s'impose également à titre d'organisation de l'argumentaire afin de saisir pleinement la composition graduelle des rapports de pouvoir constituant ce « pouvoir » qui, actuellement, dans le delta du Niger, s'exprime entre autres par diverses formes de violences impliquant, tant à titre d'auteurs que de victimes, d'aussi divers acteurs.¹¹⁰

Bien que tout comme certains des auteurs rattachés à la thèse de la *RC* nous accordons une valeur épistémologique à la référence historique (ancienne et plus récente constituant le terreau de notre étude de cas) et, mais cette fois à la différence des premiers, au pluralisme des dynamiques historiques dont les causalités peuvent se vivre réciproquement ainsi qu'à l'ordre événementiel comme facteur concourant de la causalité, nous refusons toutefois le déterminisme explicatif historique¹¹¹. C'est-à-dire que nous concevons davantage l'histoire en tant que mise en récit que comme une révélation de vérités qui seules, non seulement expliqueraient les réalités actuelles, mais les concevraient comme des données résultantes et donc, implicitement prévisibles. Quoique que ne désirant guère nous inscrire dans les débats profonds discutant des relations entre la pensée foucaultienne et ricoeurienne (Dosse, 2006) puisque nous ne prétendons en rien maîtriser l'amplitude pouvant régner entre ces écrits et refusant d'avaliser l'entièreté des propos de Paul Ricoeur sur la place de l'histoire en tant que discipline ou encore ceux tenus par Michel Foucault sur la généalogie et sa relation à l'histoire, il n'en reste pas moins que nous tenons, à ce point culminant de la présente recherche, à soulever l'écho épistémologique qu'une citation tirée de Ricoeur a fait résonner en nous. Ainsi, peut-être à l'instar du généalogiste qui « [...] prend soin d'écouter l'histoire plutôt que d'ajouter foi à la métaphysique [et apprend ainsi q]ue derrière les choses il y a « tout autre chose » (Foucault, in Dits et Écrits : 1954-1975 : V. I, « Nietzsche, la généalogie, l'histoire », 2001, p. 1006), nous concevons que « [c]omprendre l'histoire, c'est comprendre

comment et pourquoi les épisodes successifs ont conduit à cette conclusion, laquelle, loin d'être prévisible, doit être finalement acceptable, comme congruante (sic) avec les épisodes rassemblés » (Riceur, 1983, p. 130) puisque « [...] l'histoire configure des intrigues que les documents autorisent ou interdisent, mais qu'ils ne contiennent jamais. L'histoire en ce sens, combine la cohérence narrative [, soit la prise en compte de l'impossible impartialité interprétative visant à faire sens de l'historien,] et la conformité aux documents » (Abel et Porée, 2007, p. 71-72) qui eux, résultent également de faits récoltés et/ou mis en récit à travers le filet des intérêts et interprétations du chercheur. Revenons maintenant à nos propos centraux.

C'est donc grâce à la démonstration historique de la toile de fond de la difficile situation nigériane actuelle, que constitue l'époque pré-indépendance et celle relative au passage à l'indépendance à la première république nigériane et enfin aux deux premiers coups d'États successifs, qui par ailleurs se démontreront n'être que les initiateurs d'une longue suite, que nous parvenons à faire émerger l'ensemble des composantes du pouvoir de l'ère pré-pétrolière. Révélant de ce fait les principales lacunes de la thèse de la malédiction des ressources, nous parvenons concurremment à démystifier la cause singulière pétrolière soutenue par la *RC*. Au terme de cette démonstration appelant indubitablement une critique de la *RC* dans sa globalité, mais également dans ses particularités présentes chez certains auteurs qui font sporadiquement l'objet d'une attention plus particulière dans ce chapitre, nous saisissons que le rapport de causalité circulaire¹¹² établi par les théoriciens de la *RC* entre présence de ressources pétrolières, violences, corruption, faible institutionnalisation et politiques de même nature, cache en fait un phénomène appelée « mauvaise gouvernance ». Ce dernier, tel que défini dans la présente recherche, soit mettant en exergue les mécanismes contributifs ainsi que les divers lieux de gouvernementalité de cette « mauvaise gouvernance » et dont un détour historique permet de palper la tangibilité, permet de concevoir que l'ensemble de ces derniers phénomènes sont, tels que le déclare Osaro O. Ighodaro à propos de la seule corruption, « ... at once [...] contributive factor[s] to the crisis and [...] consequence[s] of the impasse » (2005, p. 28). Une fois de plus la nature d'affect (Deleuze 1986, p. 78) de ces forces se voit réitérée.

Cette double nature cause/effet des forces composant et tributaires de cette « mauvaise gouvernance » repose sur le fait « que les relations de pouvoir ne sont pas en position d'extériorité à l'égard d'autres types de rapports (processus économiques, rapports de connaissance, relations sexuelles [et autres]), mais qu'elles leur sont immanentes; elles sont les effets immédiats des partages, inégalités et déséquilibres qui s'y produisent, et elles sont réciproquement les conditions internes de ces différenciations; les relations de pouvoir ne sont pas en position de superstructure, avec un simple rôle de prohibition ou de reconduction; elles ont, là où elles jouent, un rôle directement producteur ... » (Foucault 1976, p. 124). Suivant cette conception, l'analyse des articulations des rapports de pouvoir à travers les relations de diverses natures, ou du moins vécues au sein de et entre différentes sphères sociétales, s'inscrivant avant et pendant la formalisation de l'indépendance nigérienne survenue le 1^{er} octobre 1960, soit à l'époque précédant l'initiation de la commercialisation massive des ressources pétrolières au Nigéria¹¹³, se doit d'être à présent opérée afin de faire émerger les jeux des relations de pouvoir immanentes y ayant régné et, de concert, constituées la toile de fond dans laquelle un autre « affect »¹¹⁴, soit l'exploitation pétrolière, s'est « mis à jouer » et « à être joué » toute à la fois.

2.1 L'autorité « étatique » non étrangère à la légitimité des « autorités »

De nombreux historiens s'entendent sur le fait que les origines les plus anciennes du « Nigéria », du moins de quelques-uns des peuples habitant actuellement ce territoire, se retracent jusqu'à 12 000 ans av. J.-C (Falola 1999, p. 17-18). L'évolution de divers groupements humains à travers les âges de pierre et de fer (d'environ 12 000 à 200 av. J.-C.), a donné lieu à l'émergence d'organisations sociales disparates au sein de plusieurs royaumes, empires et cités-États dont les principaux connus¹¹⁵ étaient situés au sud-ouest, au sud-est ainsi qu'au nord de l'espace géographique constituant le Nigéria contemporain. Il ne s'agit pas ici de nous prêter à une comparaison analytique détaillée de tous les points de divergence entre l'ensemble de ces multiples microsociétés¹¹⁶, mais plutôt de souligner brièvement les particularités des conséquences découlant des relations entre ces sociétés et quelques

pratiques colonisatrices, dont les teintes conséquentielles ne sont pas étrangères à ces différences précoloniales. Les disparités de ces organisations sociales, bien qu'elles recouvrent de nombreux aspects culturels et religieux (le Nord ayant plutôt été perméable à l'islamisme communiqué à travers le commerce transsaharien s'étant étendu du 11^{ème} au 19^{ème} siècle environ (Falola 1999, p. 28)) et le Sud davantage pénétré de l'influence missionnaire chrétienne occidentale¹¹⁷ (devenue très présente vers la moitié du 19^{ème} siècle (Falola 1999, p. 40)), se dessinent notamment au sein du caractère centralisé ou non de ces sociétés. L'accent mis sur ce point de différenciation, entre autres par Toyin Falola (1999) et Tom Forest (1995), s'explique du fait que, suite à l'amalgame des protectorats nord et sud opéré en 1914, par ailleurs précédé d'une période d'évincements intéressés de certaines figures d'autorités locales par les Britanniques¹¹⁸ (Pérouse de Montclos, 1999, p. 29; Falola, 2009, chap.2) à travers le territoire appelé à devenir « Nigéria », la couronne anglaise administra l'ensemble du territoire via un système de gouvernance indirecte (*indirect rule*) appliqué uniformément nonobstant ces différences. S'agissant là de stratégies se voulant favorables à la gouvernance du Nigéria par les Britanniques à travers la « légitimité » des élites locales d'alors, cette forme de gouvernance, pensée afin de réduire les probabilités d'émergence de contestations face à l'application des politiques anglaises, eut de multiples et néfastes conséquences tant sociopolitiques que socioéconomiques. C'est-à-dire qu'alors que cette méthode « respectueuse des institutions traditionnelles »¹¹⁹ accusait un certain succès au Nord où les émirs s'imposaient comme figures d'autorités au sein de sociétés au pouvoir centralisé¹²⁰, elle provoqua un certain mécontentement populaire au sud-ouest¹²¹ où les *obas* (rois), bien qu'ils disposaient de pouvoirs similaires aux émirs, devaient s'en remettre à un système de partage des pouvoirs/ système de contre-pouvoirs et où furent réinvesties des autorités désuètes ainsi qu'exclus certains segments de l'élite instruite. Ce fut toutefois au sud-est que l'expression qualitative « respectueuse des institutions traditionnelles » appliquée à la gouvernance indirecte britannique recouvre un sens des plus particulièrement cyniques puisque la décentralisation des pouvoirs régnant en maître tant dans sa version institutionnelle que personnifiée, les « *Warrants chiefs* » ne furent pas simplement instrumentalisés, mais bien créés de toutes pièces dans certains cas.¹²² Ainsi, l'« [i]ndirect rule increased the power of chiefs far more than tradition allowed, thus promoting abuse of power and tyranny. Unpopular kings and chiefs could not be removed by their people. Since

they owed their appointments and income to the [British] government, they knew that pleasing the British was more important than satisfying their own people » (Falola 1999, p. 72-73). Désirant bénéficier de la légitimité populaire envers les autorités locales, le système de gouvernance indirecte a plutôt engendré la délégitimisation de ces dernières (Falola 2009, p. 80-81, 85-86). Cette page d'histoire démystifie non seulement un des facteurs de ce qui est communément désigné comme la quasi inexistence de relations de confiance et d'imputabilité entre citoyens et figures d'autorités nigérianes (nonobstant l'échelle à laquelle ces dernières œuvrent), mais également un des germes de la nature dite endémique de la corruption régissant, sur une base non pas invariable mais tout de même courante, tant les rapports sociopolitiques et socioéconomiques qu'entretiennent les élites entre elles et l'ensemble de la société nigériane, que ceux du même type qui traversent et s'établissent aux diverses échelles sociales imprégnées de dimensions de pouvoir immanentes entrant, de multiples façons, en relation avec cet aspect anémique de l'évolution organisationnelle et hiérarchique de la gouvernance nigériane. Ainsi, à l'aune de cette contextualisation historique et nous inspirant des propos soutenus par Alexis Roy, il semble que le clientélisme « institutionnalisé »¹²³, qui se serait donc adapté, aurait, dans la société nigériane, davantage pris appui¹²⁴ sur une solidarité « négociée » (plus individualiste) et, ainsi, emboîté le pas au clientélisme plutôt basé sur une solidarité communautaire qui, tôt dans l'histoire, vu ses tissus effilochés. En toute dernière ligne, notons que cette multidimensionnalité de cette friabilité des relations sociales de confiance, bien qu'elle soit l'objet de réflexions ponctuelles dans le cadre de ce chapitre, s'inscrit en filigrane au traitement de l'ensemble des propos abordés dans la présente recherche puisque comme l'opérationnalisation de notre cadre analytique le démontrera au cours du dernier chapitre, nombreux sont les facteurs post-indépendance et actuels ayant contribué et contribuant toujours à la réactualisation de telles dynamiques.

2.2 La circularité de la réflexion centrale de la thèse de la malédiction des ressources

Nous étant appliqués plus tôt¹²⁵ à la critique des propos soutenus par Terry Lynn Karl (1997) en soulevant le déterminisme historique¹²⁶ menant inéluctablement à un « fatalisme

pétrolier/rentier » aux effets tout autant pathologiques se trouvant au fondement de la pensée de cette auteure¹²⁷, il ne s'agit pas ici de réitérer cette même insuffisance analytique en ne changeant seul que le dessein, c'est-à-dire en ne considérant que des éléments historiques ou, pire encore, en isolant qu'un seul de ces facteurs, et ainsi esquiver les influences liées à la présence de l'exploitation pétrolière en vue d'en démontrer l'insignifiance, mais plutôt de réfuter certains postulats de la RC¹²⁸ selon laquelle l'ensemble des maux institutionnels, politiques et économiques « [...] lies in the [petroleum] origin of state revenues » (Karl, 1997, p. 13) ou encore, pour ce qui est de l'explication de la violence plus spécifiquement, dans les dispositions géographiques et physiques de la substance pétrolière favorisant ou défavorisant les opportunités de financement pour les « rebelles » ou les gouvernements (Collier et Hoeffler, 2004; Karl, 2007; Ross, 2008, 2004b, in Ballentine et Sherman, 2003, chap. 3). Alors que d'autres éléments contributifs à l'émergence, ou plutôt au maintien, de cette faible imputabilité, de cette profonde méfiance et des pratiques tendant vers la corruption leurs étant conséquentes seront subséquemment abordés au cours de ce chapitre effectuant une traversée analytique de l'histoire nigériane dans sa relation aux divers maux institutionnels, sociaux, politiques et économiques caractérisant toujours l'actualité nigériane et, concurremment, motivant les violences passées comme actuelles affectant le delta du Niger, nous estimons opportun de souligner dès maintenant les lacunes que permet de mettre en lumière cette simple et unique considération historique. D'ailleurs, cette démonstration revêt un caractère impératif puisque confinant l'embryon de la causalité dans des termes de simple opportunité, que ce soit à travers celle que présentent les revenus pétroliers dans leur particularisme rentier (prédisposant à une faiblesse institutionnelle menant elle-même à des politiques lacunaires par ses lourdes contraintes incitatives pesant sur les choix effectués par les dirigeants politiques) ou encore celle que suppose les particularités géographiques (*point-source and diffuse resources*)¹²⁹ (Ross, in Ballentine et Sherman, 2003, chap. 3) et physiques (*resource's lootability and resource's obstructability*)¹³⁰ (Ross, in Ballentine et Sherman, 2003, chap. 3) de la substance pétrolière, toujours est-il qu'une prédisposition à la corruptibilité tant des élites que des citoyens (au potentiel rebelle et criminel (adjectifs semblant d'ailleurs être considérés comme synonymes par certains auteurs) également présumé comme inné) se voit implicitement assumée par la RC comme vérité immunisée de toute remise en question éventuelle.

Revenons aux potentialités analytiques que suggère notre bref exposé historique. Dans un premier temps, nous nous devons de clarifier qu'à la lumière de ce dernier, l'essence même de ce que l'on conceptualise en tant que germe premier de la démocratie se manifeste; soit la réciprocité de la confiance et du sentiment de responsabilité réciproque, d'imputabilité naissant graduellement entre « gouvernés » et « gouvernants » et concrétisant ainsi la légitimité des figures d'autorités d'ores et déjà imputables devant les « citoyens ». De fait, la démocratie ne se résume pas, tel que semblent le concevoir Collier et Hoeffler, en la capacité institutionnelle d'« [...] impos[er] au politique l'obligation de rendre compte. » vécue dans un contexte d'intense compétition électorale (Collier et Hoeffler 2005a, p. 108).¹³¹ Concevant « [...] que l'abondance des revenus produits par des ressources naturelles modifie la façon dont se déroule la compétition électorale [en ce qu'elle] ouvre surtout la porte au clientélisme. » (Collier et Hoeffler, 2005a, p. 114) par sa nature incitative à l'absentéisme d'imposition fiscale garante de la motivation des « [...] citoyens à exercer leur droit de regard sur la chose publique. » (Collier et Hoeffler, 2005a, p. 116), ces auteurs en viennent à conclure que ce sont « [d]es contrôles [institutionnels] efficaces exercés sur le pouvoir [qui] doivent permettre de mettre la société à l'abri du clientélisme même si, du fait de la compétition électorale, les partis politiques p[eu]v[ent] être tentés de jouer ce jeu si on leur en laiss[e] la possibilité. » (2005, p. 116). Advenant que nous souscrivions à la conception selon laquelle la taxation puisse garantir, ou du moins stimuler fortement, l'implication citoyenne à la « chose publique », thèse qui par ailleurs demeure toujours à être démontrée, et que nous fassions abstraction du caractère inné prêté à la corruptibilité des partis politiques suggéré à travers les propos de ces auteurs, l'origine du « stimuli » à la base du développement de ces mécanismes institutionnels de contre-pouvoirs demeure toujours voilé de mystère. Voyons en quoi la *RC* en arrive à cette insuffisance analytique.

La réflexion centrale de la *RC* soutenant que l'abondance de revenus rentiers pétroliers faisant obstacle au développement d'un système de taxation, en lui-même garant de l'applicabilité de la responsabilité de surveillance citoyenne envers la « chose publique », vient donner un caractère néfaste à la démocratie (comprise en tant que compétition électorale) dans sa relation à la « bonne gouvernance » en ce que freinant l'émergence de

mécanismes de contre-pouvoirs, dont le système de taxation constitue la source, elle se rend également responsable de la faiblesse institutionnelle et des politiques qui en émergent et la confortent à la fois. Concevant que l'ensemble de ce tableau, dont le point d'origine est la présence de revenus rentiers pétroliers responsables de la modicité du système de taxation imposé, obstrue le foisonnement de la croissance économique, en elle-même conçue en tant que « stimuli » au développement de mécanismes de contre-pouvoir¹³², il semble bien difficile, ou plutôt impossible, qu'un État pétrolier parvienne à s'affranchir de ce que ces auteurs qualifient eux-mêmes de « trappe de développement politique » (Collier et Hoeffler 2005, p. 122). En fait, une simple question suffit à exposer la fragilité de tout l'édifice analytique de la *RC*: comment les institutions des États rentiers pétroliers diagnostiquées comme « faibles », conséquemment aux effets pervers de l'externalité de la provenance des revenus, pourraient-elles assumer cette imposition de la démocratie (entendue entre autres en tant que pouvoir surveillé de mécanismes institutionnels de contre-pouvoirs se prêtant à une intense compétition électorale) chez des États toujours aussi dépendants des revenus rentiers pétroliers source de la malédiction de cette « trappe du développement politique »? Poser la question c'est y répondre. À l'instar de cette « solution », soit la présence de mécanismes institutionnels de contre-pouvoirs, l'ensemble des propositions solutionnaires suggérées au sein de la *RC*, soit la diversification des exportations, l'investissement visant l'optimisation de la productivité des secteurs exploitant les ressources naturelles, l'utilisation de fonds de stabilisation, la mise en place de politiques fiscales prudentes et strictement encadrées, l'utilisation des retombées financières pétrolières à des fins de développement des secteurs pouvant découler de l'exploitation du pétrole, la subvention temporaire des secteurs agricole et manufacturier ainsi que l'affectation des retombées financières pétrolières à des placements extérieurs en devises étrangères afin de contrer l'inflation monétaire (Ross, 1999, p. 307; Karl, 2007, p. 31), pour ne mentionner que celles-ci, semblent omettre la contextualisation politique symbiotique de la faisabilité de ces entreprises technicistes institutionnelles et économiques.

L'accent mis sur cette dimension politico-historique coloniale ne s'inscrivant guère, tel que souligné un peu plus tôt, dans un effort d'exclusion factorielle, mais plutôt dans l'objectif précis d'attester de l'anéantissement, ou du moins du sérieux effritement, de la relation de

légitimité mutuelle entre « gouvernants » et « gouvernés » à la base même de l'ensemble des sociétés qui furent amalgamées sous le Nigéria « indépendant », quelques dimensions socioéconomiques et, comme nous le verrons conséquemment sociopolitiques, des conséquences de ce type de gouvernance indirecte seront maintenant présentées. Non seulement la contextualisation de ces éléments d'analyses vient-elle relativiser l'éloge du caractère pacifique et la victimisation des sociétés « précoloniales » que peut avoir semblé postuler cette première démonstration historique, mais, ce faisant, l'imbrication active de certains aspects administratifs de la colonisation aux réalités compétitives conflictuelles « locales », certaines s'étant estompées, d'autres ayant émergé ou s'étant accrues à travers l'évolution des échanges euro-nigériens précoloniaux, est mis en relief et nourrit, notamment, la critique envers certains segments de la *RC* qui s'appuient notamment sur la thèse soutenant l'existence d'un lien vital entre les phénomènes de taxation et d'autorité étatique pour ainsi répondre aux critiques accusant la *RC* de « réductionnisme pétrolier ». Toutefois, nous verrons que non seulement cette tentative ne parvient guère à départir la *RC* de ce déterminisme pétrolier, mais démontre la propension récurrente à l'uni-causalité de cette approche qui, cette fois, fait preuve de « réductionnisme historique » menant inéluctablement à un réductionnisme pétrolier tous deux coupables d'assumer une propension innée à la corruption des élites et citoyens nigériens.

2.3 L' « inter-constitution » du pré-colonialisme, du colonialisme, de l'ethnicité et du religieux révèle l'imbrication de facteurs internes et externes de maux politiques, économiques et sociaux de l'État pétrolier nigérien en voie d'indépendance et en proie aux violences

Revenant à cette histoire nigérienne qui se veut être l'objet d'une concision dont la principale délicatesse sera de rendre intelligible l'ampleur de l'inter-influence des éléments/forces ayant constitué « la toile de fond » dans laquelle s'incorporent les forces présentes au sein du pétro-capitalisme, soit du pétrole impérial, de l'État pétrolier et du complexe pétrolier qui, dans leur réciprocité, font émerger les divers types de violences présents, il serait faux de voir dans la colonisation la source singulière des dynamiques conflictuelles communément qualifiées d' « interethniques » et/ou d' « interreligieuses » confrontant l'État nigérien tant à l'aube de

son « indépendance » qu'à présent. Dans un premier temps, soulignons que l'État/ le vivre ensemble (organisationnellement) instituto-politique, sous sa version d'empire et/ou de royaume ou encore de cité-État, fut réalité aux époques précédant l'ère coloniale avec un certain ensemble de confrontations caractérisant, indépendamment de sa forme, tout « vivre-ensemble » appelant conséquemment une gestion/gouvernance/gouverne politique (Falola, 2009, chap.2). C'est-à-dire que dans les sociétés précoloniales dites non-centralisées/décentralisées (se trouvant pour la majorité dans les régions du delta du Niger (Pérouse de Montclos 1999, p. 29), du sud-est et du centre de ce qui correspond actuellement au territoire nigérian (Falola 1999, p. 20, 23)) la gouverne s'exprimait généralement dans un espace inclusif de délibérations intergénérationnel¹³³ et que chez les organisations sociales centralisées, se trouvaient fréquemment des systèmes de contre-pouvoir hiérarchisés entre figures d'autorité et/ou paliers de « gouvernement » financés par l'entremise de versements (taxes imposées aux agriculteurs, droits de passage et frais douaniers pris chez les commerçants, tributs et autres contributions (taxes) démontrant l'allégeance des provinces, etc.) payés aux autorités assurant une certaine stabilité politique. Alors que des différends internes pouvaient dans certains cas concourir à la chute de certaines de ces organisations sociales, des éléments externes s'interposant aux visées expansionnistes de certains de ces « États », surtout ceux se caractérisant par une certaine centralisation convoitant violemment, soit par des quêtes armées, les terres fertiles, la gestion des routes commerciales, de nouveaux marchés et la cooptation d'autres groupements humains, participaient également d'un certain niveau de violence précolonial non négligeable (Falola 2009, chap.2). Bien que ces violences existaient, spécialement lors d'affaiblissements de ces organisations sociales le plus souvent centralisées, les « États », davantage ceux dits « décentralisées », se voyaient liés soit dans des rapports de loyauté organisationnelle ou encore économiques¹³⁴ et, soulignons-le, tant pour les « États » centralisés que décentralisés, ne favorisaient guère les clivages ethniques, tribales, communaux ou autres puisqu'ils étaient communément composés de divers groupes ethniques (réalité caractérisant tant les « États » centralisés que décentralisés) ou encore pénétrés de mariages et associations populaires intergroupes (ce type de liens se trouvant plus particulièrement entre communautés décentralisées). En un mot, à la lumière de ces considérations, il appert que les différends, les scissions infra et extra sociétales alimentant les violences, bien que réelles aux époques

précoloniales (Falola, 2009, chap.2), ne s'articulaient point, du moins de façon générale, à la jonction précise des découpes ethniques majoritaires présentes sur le territoire qui était appelé à devenir « Nigéria » (Falola 1999, chap. 2).

Bien que certains des premiers contacts européens précoloniaux s'inscrivirent en appui aux stratagèmes poursuivis dans le maelström de ces rivalités « locales » ainsi souvent appelées à s'accroître (Falola 1999, p. 63)¹³⁵, ils participèrent également à la re-modélisation de l'orientation de ces rivalités suivant l'accentuation d'une dimension régionale nord/sud correspondant à un certain clivage ethnique appelé à revêtir également une dimension religieuse née de ces mêmes influences étrangères. Ces divergentes appartenances spirituelles, correspondant à un clivage régional entre une ethnie des plus nombreuses, soit les Hausas-Fulanis, et les autres ethnies habitant le territoire du futur Nigéria (Aborisade et J. Mundt 2002, p. 63), il va sans dire que ces critères identitaires ne s'en voyaient que mutuellement renforcés. En effet, comme souligné précédemment, le Nord de ce qui allait devenir Nigéria avait, depuis aussi tôt que le 11^{ème} siècle, été pénétré des valeurs et pratiques islamiques nord-africaines par l'entremise du commerce transsaharien alors que le Sud, bien qu'un peu plus tard, soit à partir du 15^{ème} siècle, mais toujours à travers des visées commerciales, fut exposé à l'influence chrétienne occidentale (Falola 1999, p. 28-30). Au compte des valeurs et pratiques chrétiennes s'inscrivait la mise en valeur de l'éducation pensée en termes missionnaires stratégiques joignant « [...] conversion and commerce to produce a new class of Africans with a different worldview and set of moral standards » (Falola 1999, p. 41). Alors que ces diverses missions accusèrent un accueil plutôt positif¹³⁶ tant chez les Yorubas¹³⁷ que chez les Igbos¹³⁸ qui y voyaient une opportunité facilitant le développement de liens commerciaux externes et favorisant leur capacité à assurer le contrôle sur les affaires, nombreuses élites et populations Hausa-Fulanis musulmanes majoritaires au Nord, peu après le début de l'entreprise expansionniste britannique dans cette direction vers la fin du 19^{ème} siècle, y virent plutôt une agression « [...] by those perceived as Christian infidels » (Falola, 1999, p. 59; Falola, 2009). En fait, plusieurs milliers de musulmans crurent qu'il en était de leur devoir religieux de résister aux Britanniques (Falola, 1999, p. 59). Cette variance ethno-régionale de la réception précoloniale de l'éducation chrétienne occidentale ne

peut être passée sous silence au compte des facteurs précurseurs des inégalités socioéconomiques qui allaient se prononcer au fil du temps. Cependant, alors que la fidélité populaire envers les émirs et l'ensemble des autorités traditionnelles musulmanes peu enclines à la modernisation puisse expliquer l'inégalité des niveaux d'éducation entre le Nord et le Sud au tout début de la période de colonisation, les agents britanniques responsables de la supervision de ces autorités, assistant simultanément à un relatif succès de la réglementation indirecte au Nord et à sa violente impopularité chez les populations méridionales, ne favorisaient guère la scolarisation de ces communautés chez lesquelles, suivant les dires de Lugard; « ... islamic education should be strengthened and [should be] protected from the "corrupting influence" of western education » (Falola 1999, p. 77). L'animosité entre les populations situées dans les régions Sud et Nord « nigérianes » ne risquait que de grandir au cours de l'époque coloniale puisqu'alors que dès l'amalgamation de ces deux régions le Sud subissait l'injustice économique d'assurer la substance du Nord¹³⁹, le Nord voyait sa dépendance s'alourdir graduellement envers le Sud puisqu'à travers l'évolution de la modernisation de l'économie, notamment le développement du secteur commercial et tertiaire, et l'expansion de l'appareil économique-institutionnel étatique pré et post indépendance, « [e]ducation was essential for access to [...] highly paid, high-status occupations, [bank loans,] and came to be seen as the key to economic advancement and power for individuals and the communities they [sometimes] represented » (Forrest 1995, p. 28).¹⁴⁰ De part et d'autre, l'unification, symbolisant une certaine forme naissante d'étatisation « locale », devenait source de mécontentement traduisant le peu de légitimité accordée à l'institutionnalisation en cours. D'ailleurs, c'est cette faible légitimité « institutionnelle », reposant non seulement sur le fait que « [b]y origin, the Nigerian state was a state of colonial conquest and an instrument of subjugation that forced many different nationalities to live together in a single territorial unit » (Forrest 1995, p. 3), mais également sur les dynamiques inégalitaires alourdissant les clivages identitaires sous les divers angles (ethnique, religieux et régional entre autres) précédemment exposées, qui permet une profonde compréhension des mouvements contestataires s'étant manifestés majoritairement dans les régions méridionales du territoire nigérian face à l'imposition fiscale née de cette « institutionnalisation ». Il ne s'agit point par là de réfuter une des causes le plus communément évoquée afin d'expliquer la virulence du Sud versus la relative passivité du

Nord face au phénomène de taxation primaire, soit le fait que ce soit l'absence d'une telle pratique chez les diverses communautés du Sud avant l'époque de la réglementation indirecte qui explique leur vive opposition¹⁴¹, mais de simplement venir y ajouter une dimension à ne pas sous-estimer. De plus, comme nous l'avons auparavant souligné, à ces réalités s'ajoute le sentiment populaire d'illégitimité envers les autorités dites traditionnelles, s'expliquant non seulement du fait qu'elles furent parfois créées de toutes pièces, mais que même dans les cas où elles bénéficiaient d'une certaine crédibilité/reconnaissance préexistante à la réglementation indirecte, elles furent également perçues au service de l'autre du fait que ces dernières procédaient au prélèvement, parfois même forcé, de taxes directes et indirectes auprès de la population (Falola 1999, p. 72). À toutes ces dynamiques que nous pouvons légitimement qualifier d'obstacles à l'émergence d'un sentiment d'appartenance envers cette nouvelle forme d'État semblant se mettre en place, s'ajoute le fait que dans le cadre de ce procédé de taxation, « [a]rmed guards[, ...] used to enforce payment, further present[ed] the government as callous and unsympathetic to the people, especially the poor » (Falola 1999, p. 74), soit la majorité de la population d'alors.

Bien que nous éprouvions une certaine réserve à l'égard de toute thèse soutenant que l'absence d'un sentiment de représentativité populaire/d'« esprit de nation »/ marasme développementaliste nigérian repose uniquement sur la nature de l'administration coloniale, réserve perceptible à travers l'ensemble de nos propos soutenus jusqu'à présent, quelques autres facteurs s'inscrivant sous cette rubrique ne peuvent être ignorés. D'un point de vue organisationnel techniciste, alors que dès les débuts de la colonisation les régions Nord et Sud firent l'objet d'une unification administrative, resta-t-il que dans les faits « [...] the administrations of the units were distinct and independent. There was no central representative institution or unifying political focus » (Forrest, 1995, p. 17)¹⁴². La dimension ethnique correspondant à ces scissions régionales administratives ne fit que s'accroître sous l'initiative subséquente de 1939 où la région Sud se vit être divisée en deux parties; Est et Ouest (Falola, 1999, p. 69). L'accentuation/encrage de l'ethnicité s'explique entre autres du fait qu'à ces trois régions correspondaient la répartition des trois ethnies majoritaires présentes sur le territoire colonisé et ce, jusqu'au moment de l'indépendance, tout en conservant l'opposition/dimension/clivage Nord/Sud en filigrane. Conjugué à ce processus de

relative balkanisation resserrant les critères identitaires et, du coup, multipliant l'affirmation des minorités se sentant de plus en plus menacées et légitimes de revendiquer l'approfondissement de cette balkanisation devant les majorités s'imposant à travers cette « institutionnalisation », coexistait la faible légitimité des autorités tant locales (traditionnelles) que centrales (colonisatrices) dont nous avons plutôt longuement traitée au cours du présent chapitre. Disposant ainsi d'un faible capital de crédibilité populaire, il n'est pas surprenant de lire à travers un important ouvrage historique nigérian que non seulement « [e]thnic identities were to a large extent created, widened, and shaped under colonial rule » (Forrest, 1995, p. 20), mais que « [n]ative authorities [rappelons instrumentalisées, voire créées de toutes pièces] fostered ethnic consciousness; the colonial government regarded every group [...] as a distinct corporate entity, when such a perception had not previously existed among the people » (Falola, 1999, p. 74). En effet, les autorités tant locales (régionales) que centrales, accusant faibles notoriété et légitimité auprès des populations colonisées, vont accentuer l'ethnicité dans une logique concurrentielle afin de faire émerger un sentiment d'appartenance susceptible de leur faire reconquérir une forme de légitimité populaire servant, notamment, d'appui à leur visée ascensionniste « nationale ». Alors que les minorités, du delta entre autres, accuseront un refus de la Commission Willink¹⁴³ face à leur vœux de création d'États correspondants davantage à la configuration ethnique multiple à l'aube de l'indépendance — souhait compensé, du moins du point de vue des autorités centrales, de la mise sur pied de garanties constitutionnelles¹⁴⁴ (dans un pays où, rappelons-le, les décrets auront préséance sur la Constitution peu après la déclaration d'indépendance), ainsi que d'un fonds destinés aux besoins particuliers des minorités deltaïques (qui dans les faits sera dépouillé et vidé de sa teneur sous le poids de l'inefficacité) — la crainte de l'autre empiètera sérieusement sur le nationalisme unifiant ayant fait cause commune devant la volonté colonisatrice britannique et ce, dès la fin des années 1940 (Forrest, 1995, p. 39). Il faut dire qu'« [a]lthough the ultimate goal of nationalism was to secure the country's independence, it had other interrelated dimensions: the 'new Nigeria' would be governed by a Westernized elite, working, through the agency of political parties and Western political ideas, to create a united and developed country » (Falola, 1999, p. 81). Considérant le volet inégalitaire Nord/Sud sur le plan de l'éducation et la place occupée par cette dernière à l'égard de l'accès à ce type d'occupation professionnelle, notamment au service civil

administratif, il n'est guère étonnant que sous l'autorité de la Constitution de Macpherson (1951), et dont les particularités ici mentionnées se prolongeront jusqu'au moment de l'indépendance, la division tripartite régionale régna alors que la représentation de la seule région du Nord allait égaliser celle des régions Ouest et Est combinées (Falola, 1999, p. 69 et 92; Nordica Afrikainstitutet, 2001, p. 17-18). Soulageant la crainte du Nord face au Sud (régions Est et Ouest comprises), qui lui enregistrait toujours, en 1959, 90% des inscriptions scolaires aux niveaux primaire et secondaire « nigériens » (Forrest, 1995, p. 21), cette modalité constitutionnelle ne parvint guère à estomper cette dynamique suspicieuse et concurrentielle Nord/Sud puisque devant cet avantage institutionnel conféré au Nord, « [...] the bourgeoisie of the West and East worked towards a federation founded on strong regions and a weak centre. » (Nordica Afrikainstitutet, 2001, p. 17-18). À ces facteurs se constituant mutuellement, doit également être considéré l'impact de cette concurrence ethnique née de, du moins largement basée sur, l'état anémique de la légitimité populaire accordée aux autorités « étatiques » sur la qualité/qualification même des candidats devant assumer ces responsabilités administratives (liées dans leur nature même à la gouvernabilité) et de gouvernabilité proprement dite. Ainsi, tant l'efficacité des politiciens, des responsables administratifs civils, des soldats, des officiers de police que des professionnels, artisans et commerçants fut en quelques points minée par cette profonde réalité permettant de mieux saisir la nature de la porosité des règles de fonctionnement institutionnelles, dites, selon de nombreux auteurs, de bonne gouvernance.¹⁴⁵ Dans ce contexte, la faiblesse de l'institutionnalisation ainsi que de l'autorité étatique, dont Terry Lynn Karl (1997) fait reposer la responsabilité sur l'absence de système de taxation chez les États pétroliers tel que le Nigéria, semble recouvrir maintes dimensions non seulement préexistantes à l'initiation de l'exploitation pétrolière, mais s'étant construites en présence d'un système de taxation étatique bien présent et indépendamment de ce dernier. Nous y reviendrons.

À l'aune de ces connaissances historiques, nous ne sommes plus à convaincre devant le fait que parvenu au moment de l'indépendance, tout comme semble s'y prêter la plupart des théoriciens qui gravitent au sein/autour de la RC, « [...] many issues outstanding [...] were swept under the carpet; most notable among these were ethnicity, minority complaints,

violence, and growing corruption » (Falola, 1999, p. 93). Ainsi, la piètre efficience institutionnelle liée, bien que non pas exclusivement, mais tant en tant que cause qu'effet, au même difficile état de fait caractérisant l'autorité étatique nigériane, ne put, ainsi que l'ensemble des facteurs qui lui sont subjacents et dont plusieurs furent précédemment abordés, être niés. En effet, alors que « [t]hroughout the First Republic, the representatives of minority groups in all the regions complained of discrimination, general misadministration, oppression, and neglect » (Falola, 1999, p. 99), un premier coup d'État, survenu en janvier 1966, largement perçu par le Nord musulman comme un acte de vengeance ainsi que de domination Igbo suite à l'ébranlement de la coalition NPC-NCNC, et dont « [t]he main objective was [notably and nevertheless] to rid the country of rule by corrupt politicians [...] » (Forrest, 1995, p. 31), mettra fin à la première République nigériane. Combinant les facteurs ethnicité, inégalités socioéconomiques et porosité des règles de fonctionnement institutionnel, l'histoire révèle également la promptitude de la virulente protestation chez les étudiants de l'Université Ahmadu Bello et de l'Institut de l'Administration et les fonctionnaires de la région nord de Zaria ayant dégénéré en émeutes envers les citoyens Igbo habitant les régions septentrionales nigérianes considérés par de nombreux individus originaires du Nord comme rivaux dans les secteurs du transport et du commerce exploitant les populations peuplant le Nord nigérian. La vague initiale de ce massacre surgit en mai 1966 et succédée par une deuxième vague survenue en septembre suivant porta d'ailleurs le nombre de victimes entre 7000 et 50 000. L'armée ayant pris part à cette dernière tuerie, la légitimité des autorités centrales étatiques ne peut qu'en avoir subi les contrecoups, et ce, tout particulièrement auprès de la population Igbo qui se trouvait (et se trouve toujours) majoritairement dans l'Est du Nigéria nouvellement indépendant. C'est donc sans réelle surprise que l'on assista à la déclaration de sécession de l'état oriental, le Biafra, le 30 mai 1967 (Forrest 1995, p. 31). Toyin Falola, historien nigérian et africaniste hautement reconnu, n'aura jamais rien écrit de si juste: « The causes of war [à laquelle nous ajoutons; de la mince autorité étatique; de la faiblesse de l'institutionnalisation et des divers types de violence vécus au sein de la population nigériane] cannot just be traced back to January 1966 » (Falola 1999, p. 126).

2.4 Porosité des sphères publique et privée; source d'une nature sociologique fiscale? Confusion d'une mentalité rentière?

Tel qu'il fut démontré à travers la considération de la colonisation britannique sous ses angles partisans (face aux conflits précoloniaux) et administratifs de la fin du 19^{ème} siècle jusqu'à dans les années 1950, ce ne sont pas que des facteurs internes qui ont pavé le chemin ayant mené au dénouement tant de cette guerre sécessionniste historique (mai 1967-janvier 1970) ayant marqué les esprits à travers le globe de par sa violence¹⁴⁶, que de l'ensemble des rivalités, des violences ayant ponctuées et, certaines, ponctuant toujours le quotidien des diverses populations nigérianes.¹⁴⁷ À l'instar de la majorité des auteurs appartenant à la RC, nous nous en sommes jusqu'à présent tenus aux aspects « volontaires » de cette implication extérieure. C'est-à-dire qu'alors que Terry Lynn Karl (2007), Paul Collier (2007) Macartan Humphreys, Jeffrey D. Sachs, Joseph E. Stiglitz (2007) et Michael L. Ross (2004) reconnaissent l'implication volontaire de quelques/certaines FMN à la corruption et au lobbying envers divers groupes et élites ou encore au financement des mouvements rebelles accentuant la probabilité d'éclat et de pérennisation de guerres civiles chez les États dits pétroliers¹⁴⁸, nous avons jusqu'à maintenant considéré les empreintes laissées par les premiers balbutiements et l'instauration de la colonisation découlant d'initiatives aux finalités conscientes et volontaires de la part de l'ensemble des acteurs s'étant inscrits dans cette conquête britannique. Toutefois, à la différence cette fois de la tendance retrouvée chez les auteurs de la RC, une dimension, disons-la « ad hoc » de cette implication extérieure historique est ici relevée sous l'aspect d'une confusion, intrication entre sphère privée et publique qu'elle dévoile en tant qu'un des éléments démystifiant la substance de la faible institutionnalisation et autorité caractérisant l'État nigérian.

Alors qu'il devient de plus en plus difficile, voire impossible, de nier une certaine collusion entre l'élite politique nationale, régionale et locale nigériane et les firmes pétrolières opérant au pays (et ce qu'elles soient d'origine nigériane ou étrangère) pour l'ensemble des auteurs s'intéressant aux réalités sociopolitiques nigérianes d'hier (du moins depuis les débuts de l'exploitation pétrolière en 1956 (Watts 2008b, p. 36)) et d'aujourd'hui, toute appartenance théorique confondue¹⁴⁹, l'imbroglie caractérisant les frontières entre les sphères privée et

publique sous un angle économique/écono-politique est traité selon les auteurs de la *RC* en tant que conséquence de l'absence de taxation attribuable aux « [...] revenus tirés des ressources naturelles affaibliss[a]nt le contrôle politique pour [la] raison évidente [qu']ils réduisent le besoin de taxation [...] [alors que] [l]a modicité des taxes n'incite[rait] pas les citoyens à exercer leur droit de regard sur la chose publique » (Collier et Hoeffler 2005, p. 116; Ross 2001, p. 332-333)¹⁵⁰. En fait, toujours dans la perspective explicative¹⁵¹ de la *RC*, ce flou régnant entre sphères publique et privée favorisant la croissance de la corruption repose¹⁵² sur la présence d'une conception populaire d'un flot de richesse infini qui serait assuré par la manne pétrolière qui s'inscrirait « en appui » aux élites. Celles-ci, affectées de la mentalité rentière¹⁵³, souscriraient à de faramineuses dépenses ponctuelles ne s'inscrivant guère dans une vision développementaliste long terme et parsemées de versements dédiés à l'entretien de réseaux de fidélité (patronage)¹⁵⁴ davantage développés dans un contexte de diversité ethnique (donc forcément nigérian) se traduisant conséquemment, toujours selon la *RC*, par une forte probabilité de concurrence et de rivalités interethniques (Collier 2007, p. 45-50). Ainsi, selon les termes analytiques de la *RC*, existe-il une règle a-historique présente tant chez les élites que chez les populations des États rentiers pétroliers affectées de la mentalité rentière confortant la vision selon laquelle « [i]ncome and wealth are seen as situational or accidental, rather than as the end result of a long process of systematic and organized production. » (Yates 1996, p. 22) menant les premières comme les secondes à confondre non seulement les responsabilités productives et sociales des acteurs privés versus celles qui incombent à l'entité publique que représente l'État, mais à considérer le portefeuille étatique (soit les revenus pétroliers) comme une propriété collective devant faire l'objet d'une simple distribution¹⁵⁵. Implicitement, le citoyen de tout État rentier pétrolier est donc ici conceptualisé en tant qu'entité affichant une notable inertie imputée à la présence de la rente pétrolière dans l'attente de sa redevance étatique (rente pétrolière). D'ailleurs, alors que les autorités s'imposant de leur propre chef¹⁵⁶ et n'ayant guère le « bien commun » en point de mire¹⁵⁷ (et ce spécialement en contexte de forte diversité ethnique où la rente facilite le clientélisme) souscrivent conséquemment aux dépenses substantielles motivées de partisanerie et ne reculent point devant les pratiques corruptives que nécessite la conservation de leur position tant sociale qu'économique (Collier 2007, chap. 3), les autorités dites « démocratiques » ne sont guère plus garantes de modération en termes de dépenses

publiques et partisans (spécialement dans une situation de diversité/concurrence ethnique). Il en est ainsi puisque, selon Collier, les gouvernements, toujours devant une population rébarbative à la taxation habitée d'un imaginaire croyant à l'infinité (surinterprétation quantitative) de la manne pétrolière, « [...] are so fixated on winning the next election that they disregard what might happen afterward, and so neglect investments that only come to fruition in the future. » (Collier 2007, p. 44). Ces gouvernements dits « démocratiques », du moins sur le plan de la compétition électorale, sont donc naturellement portés vers le clientélisme plutôt que sur l'imposition de devoirs fiscaux impopulaires auprès de l'électorat. Pouvoirs autoritaires comme démocratiques ne sont ainsi point garants d'une propension à l'évitement de la corruption chez les États plongés dans une réalité rentière pétrolière cultivant l'imbrication des sphères privée et publique selon les termes de la règle du phénomène de patronage et de l'attente populaire envers l'État conceptualisé en tant que machine distributive de la rente pétrolière. Voilà donc la RC incriminant de nouveau le pétrole devant cette porosité des frontières entre sphères privée et publique couveuse de corruption qui, à n'en croire ces propos, repose sur une propension à la corruption bien propre aux populations constituant ces États pétroliers qui, nonobstant les positions et réalités sociales mais en présence de la rente pétrolière, ne peuvent que succombées devant les pratiques de corruption. Dans ces termes analytiques, c'est donc à une lugubre destinée que semble promis l'ensemble des États rentiers.

En posant un regard historique tel que nous l'avons fait précédemment, il devient bien difficile de voir dans la présence de l'exploitation pétrolière et du type de revenus qu'elle génère la cause singulière de la porosité des sphères publique et privée qui se trouve effectivement, bien que non pas exclusivement, au sein du phénomène de la corruption dont la complexe et stratégique ingéniosité des ramifications puisse parfois, semble-t-il, favoriser l'explication parcimonieuse chez certains auteurs s'inscrivant, entre autres, en accord avec la thèse de la RC. À l'aune des réalités historiques soulevées précédemment ainsi que de celles auxquelles se consacrent les paragraphes suivants, nous concevons plutôt cette imbrication privée/publique, tant face à la corruption qu'elle favoriserait qu'à l'ambiguïté des rôles États/acteurs privés qu'elle susciterait (cette ambiguïté y est immanente) auprès des

populations, comme résultant de l'évolution historique des relations publiques/privées s'étant inscrites au cœur de la constitution progressive de l'État colonial et postcolonial nigérian.

Alors que l'on s'étonne de nos jours devant la nouveauté des attaques et revendications portées directement envers les firmes multinationales pétrolières opérant dans la région du delta du Niger par les mouvements locaux dits « rebelles » depuis les années 1990¹⁵⁸, sinon davantage depuis la première décennie du 21^{ème} siècle en ce qui a trait aux actes de violence, phénomène qui rappelons-le constitue un des facteurs ayant favorisé l'émergence de la RSE, l'histoire révèle que dès la fin du 19^{ème} siècle, soit en 1898 précisément, une entreprise britannique, la *Royal Niger Company (RNC)*¹⁵⁹, opérant dans cette même région, faisait l'objet d'une attaque directe couronnée de succès par « [...] the Ekumeku [...] forcing its agents and staff to abandon the area. » (Falola, 1999, p. 61). Non seulement cette considération historique vient nuancer le caractère innovateur du type d'activités auquel se prêtent les « rebelles » du moment, mais, à l'instar de ce qui semble être aujourd'hui, témoigne de cette confusion populaire entre les institutions privées, tel les FMN, et celles relevant du pouvoir public, tel l'État. Cette « ambiguïté » n'aurait, du moins à l'époque, plutôt rien de saugrenue puisque sous l'application de la charte royale accordée à cette compagnie en 1886, faisant ainsi pied de nez à une compétition marchande européenne des plus intenses, « [...] the RNC [...] [has] operate[d] like a government in the lower Niger [...] » (Falola, 1999, p. 49). En effet, « [w]ith its headquarters at Asaba on the River Niger, with an administration, a constabulary, and a High Court of Justice, the RNC not only established a strong control over trade, it began to govern as well. » (Falola, 1999, p. 49). La collusion des secteurs public et privé n'avait plutôt rien d'un leurre, car « [w]hen in 1902 there was another fear of Ekumeku uprising, the British moved fast to arrest their leaders and destroy many of their villages. » (Falola, 1999, p. 61). L'actualité de cette collusion public-privé se voit par ailleurs confirmée considérant que ces événements ne sont pas sans rappeler une certaine analogie avec les massacres et destructions perpétrés sous le fer des forces nigérianes actuelles en réaction aux contestations de certains groupements humains présents dans le delta du Niger face aux abus gouvernementaux qui, même sous l'auspice d'une ère nouvellement démocratique et s'appuyant du soutien — dans le « moindre » cas financier — des pétrolières, ne semblent guère s'estomper.

Non seulement le rappel de telles réalités historiques vient démystifier l'origine « pétrolière » ou encore liée à l'absence de taxation de la porosité entre sphères publique et privée et, concurremment, de la collusion entre entités privées et publiques et des violences qu'elle suscite du fait que « [...] the company [, the RNC, had already] broad powers to govern [...] [and] collect taxes and duties to run the administration [...] » (Falola, 1999, p. 49) dans un contexte vierge de toute exploitation pétrolière, mais il permet également de nuancer la thèse selon laquelle le rapprochement public-privé serait en partie dû au fait que l'« État nigérian » ayant progressivement davantage intervenu dans l'économie dans les années ayant suivi la Seconde Guerre mondiale, « [...] laying the foundations of the socio-economic order in the later years [...] » (Falola, 1999, p. 77), aurait favorisé l'imbrication, soit la dépendance, régnant entre les secteurs public et privé. En outre, ce détour historique vient également, une fois de plus, soulever l'implication d'acteurs tant internes qu'externes au développement de cette nébulosité public-privé.

Quoique nous ne sous-estimons point l'influence du courant de pensée keynésien de l'après guerre face à l'implication plus accrue de l'« État » nigérian en devenir dans la sphère économique « nationale », l'angle historique sous lequel nous analysons l'évolution de la relation public-privé suggère plutôt que, tout en bénéficiant d'une telle mouvance idéologique, de nombreux éléments historiques constituent davantage, dans leurs rapports d'affects, les causes actives de réactualisation continue de la porosité des frontières privé-public toujours bien présente et ce, notamment, au moment où le processus d'indépendance s'inscrit dans l'histoire nigériane. Ceci étant, nous analysons en quoi non seulement la colonisation britannique du futur Nigéria étant en elle-même constituée de la confusion public-privé y participa, mais également et surtout, comment, sous de multiples facettes, cette réalité coloniale caractérielle vint modeler l'évolution de la société « nigériane » qui, toujours sans tomber dans une réception passive, l'« accueillie ». De cette façon, nous parvenons non seulement à comprendre l'ensemble des ramifications soutenant l'accentuation de la *jurisdiction* (Karl, 1997) étatique s'opérant simultanément à l'appauvrissement de l'autorité de même nature, mais à démanteler le lien causal établi par Terry Lynn Karl entre la présence

de la rente pétrolière et ses pendants; soit la faible autorité étatique et sa corollaire, une imposante *jurisdiction* de l'État rentier.

C'est en fait sous l'élan de l'abolition de l'esclavagisme commercial intercontinental¹⁶⁰ et de l'instauration simultanée du commerce extérieur dit « légitime », soit substantiellement la culture des produits dérivés du palmier (Sud-Est), du cacao (Ouest) ainsi que de l'arachide et du coton (Nord) (Falola et Matthew, 2008, chap. 5), que la couronne britannique colonisa d'abord le Sud « nigérian » pour ensuite étendre son emprise politique au Nord de ce qui constituera le Nigéria (Falola, 2009, chap. 3 et 4). Bien qu'il s'agit effectivement d'une initiative impériale britannique effectuée par l'entremise de nombreux traités¹⁶¹, c'est sous l'égide d'une étroite collaboration public-privé, existant entre autres via la charte royale accordée à la *RNC*, que s'opéra cette entreprise où ambitions politiques et commerce « légitime » ne firent qu'un. En effet, non seulement cette épisode historique du 19^{ème} et début 20^{ème} siècles révèle l'intime coopération entre État et commerçants britanniques (croisement d'intérêts), mais elle démontre que « [t]he transition to a new economy [...] involved [...] [more] interference of Europeans in local politics. » (Falola, 1999, p. 34) non sans conséquences sur l'organisation sociale de la société en constante évolution. C'est-à-dire qu'alors que des « [p]olitical conflicts occurred among [local] chiefs and merchants, divided as to whether to stop or continue the slave trade [,] [s]uch conflicts drew the British closer to internal politics [...] where they supported chiefs who opposed the slave trade. » (Falola, 1999, p. 45) et où ils les remplacèrent parfois par d'autres autorités plus enclines à se conformer au commerce « légitime » essentiellement orienté vers les besoins commerciaux métropolitains priorisant ainsi les cultures « nigérianes » vouées à l'exportation.¹⁶² Cette forme d'intervention étrangère n'est donc ainsi pas sans rappeler, tel qu'analysé plus tôt dans ce chapitre, le même type d'effet heurtant le processus de formation de l'autorité « étatique » également vécue lors de l'application un peu plus tard dans l'histoire de l'*indirect rule*. Alors que ces coups portés à la légitimité des figures d'autorité relèvent de répercussions directes et intentionnellement fomentées, c'est sous une forme conséquentielle « indirecte », du moins non immédiate, qu'une certaine restructuration sociale survint des suites de cette nouvelle donne économique. En effet, « [i]n the second half of the nineteenth century, [...] a new class of merchants—known as “the educated Africans”—also joined. [...] they were liberated

slaves, products of the mission schools, cultivating the lifestyles of Europeans. » (Falola 1999, p. 47-48). Forts de leur « occidentalisme » ainsi que de leur position économique, ces « Nigerian merchants sought participation in politics, while some of them criticized local chiefs for their commitment to tradition, instead of responding to the opportunities. » (Falola 1999, p. 51)¹⁶³. Bien qu'il soit faux de faire reposer le blâme de la collusion du pouvoir politique et de son pendant économique sur la seule venue du commerce « légitime » et de l'étroitesse de la collaboration public-privé dont cette dernière est teintée, ce type de transformation sociale ayant pris court dès lors de l'expansion du commerce d'esclaves, il n'en reste pas moins que le rapprochement pouvoir politique (public) et économique (privé) vécu sous ce commerce « légitime » pénétra davantage la société « nigériane » et participa à la prononciation des différends générationnels puisque la légitimité du « pouvoir » des individus ne reposant dorénavant plus essentiellement sur leur réputation, prestige, valeur humaine et sociale, mais bien, dans des mesures variables, sur leur position économique, leurs avoirs, des « jeunes », et non plus seuls les aînés, participent et influencent les prises de décisions politiques. En effet, il semble que « [w]here the missionaries were partially successful, they were able to undermine age-old values and cultures. New converts often joined in this crusade, thus creating divisions in their society. » (Falola 1999, p. 44). Ainsi, appert-il que le caractère purement « *localistic and region specific* » (Watts, 2007, p. 656) de la conflictualité générationnelle que l'on retrouve encore aujourd'hui au sein de diverses communautés « pétrolières » nigérianes, face à laquelle tant l'activité pétrolière que son acolyte, la RSE, s'inscrivent parfois en tant que catalyseurs (comme nous le verrons au chapitre 3), revêt plutôt une nature composite d'influences à la fois internes et externes épousant, dans leur réciprocité et historicité, de multiples formes.

Cet écart générationnel s'inscrivant au sein de ce bouleversement organisationnel social plus global teinté d'un accroissement de la porosité entre sphères publique et privée datant du 18^{ème} et début 19^{ème} siècles, d'abord vécu au Sud « nigérian » puis au Nord (Falola 1999, chap. 4), n'allait, tant ce dernier que le premier, s'estomper. Au contraire. L'ayant exploré précédemment dans ce chapitre, nous ne sommes pas sans connaître l'effet délégitimant de l'*indirect rule* britannique sur les autorités politiques dites « indigènes ». Cette initiative effectivement imprégnée, à certains niveaux, de la devise « diviser pour mieux régner » que

les Anglais auraient fait leur face aux communautés du futur Nigéria, et ce, selon de nombreux historiens traitant de la question (Forrest, 1995; p. 17; Falola, 1999, p. 108), participa d'une certaine manière au façonnement et à la fortification du nationalisme « nigérian » qui prit véritablement corps sous l'ère coloniale. C'est-à-dire qu'alors que « [t]o the majority of the population, the Native Authorities were both oppressive and corrupt [...] » (Falola, 1999, p. 82) ainsi que perçues comme étant de connivence avec l'autorité coloniale (Falola, 1999, p. 74), le nationalisme « nigérian » tira sa force de l'implication de cette élite, à prépondérance sudiste, s'étant vue mise à l'écart sous l'*indirect rule* (Falola 1999, p. 72) et dénonciatrice de ces excès prêtés aux autorités indigènes. Creusant la distanciation régnant entre « dirigeants » et « dirigés » dans le contexte « nigérian » des années trente où les déchirements intra et intercommunautaires ainsi que, plus récemment, urbains constituaient des réalités courantes (Falola, 1999, p. 79), il n'est pas surprenant que cette élite, encline au dénigrement des anciennes autorités traditionnelles, qui, ne sombrant point dans le déni reconnaissons qu'elles avaient bel et bien leurs torts, prôna d'abord (au début des années 1930) des réformes, quoique notables, au système juridique, politique et social en vigueur pour ensuite (vers la fin des années 1930), tout en évitant de mettre un accent sur une histoire, culture et langue communes, en appeler à l'indépendance dans un esprit unifiant (pan-nigérian) basé essentiellement sur un désir anticolonialiste (Falola 1999, p. 82- 90). Le mouvement nationaliste allait non pas reposer exclusivement sur la contestation d'une élite dénudée de tout appui populaire (Falola et Matthew, chap. 5 et 6), mais s'éleva également à partir d'un profond mécontentement social transversal appuyant plutôt cette dernière et resurgissant devant de multiples injustices telles que, notamment, l'exclusion devant des opportunités commerciales, administratives et politiques de gens d'affaires et autres individus qualifiés nigériens au profit de firmes et élites étrangères (Falola, 1999, p. 82) alors que, dans le contexte contigu de l'entre-deux guerres, l'on assistait à l'accentuation de la monétarisation de l'économie encourageant l'exode rural et sa contrepartie, l'urbanisation, vers les centres offrant davantage d'activités politiques et d'opportunités économiques prometteuses d'accès aux facilités de la « vie moderne » et son pendant convoité de « vertus civilisées » (Falola, 1999, p. 79).

À ce point, nous devons prêter une attention particulière au fait que ces profondes reconfigurations socioéconomiques, bien que plus prononcées dans le sud du futur pays, s'opèrent graduellement et, finalement, au même moment où la condition stratégique de l'élite « nigériane » se voit être modifiée dûment à la reconfiguration progressive de la constitution même de celle-ci opérée, notamment, via le renforcement du tournant pan-nigérian prit par le mouvement anticolonial. Saisissons cette dynamique en deux temps. Premièrement, accompagnant ce mouvement à la fois physique et structuro-économique des classes « populaires » délaissant peu à peu les corvées subsistancielles agricoles pour des emplois salariés, divers types d'associations dont, tout spécifiquement, les syndicats, progressèrent notablement et renforcèrent le mouvement nationaliste en expansion (Falola 1999, p. 79 et 89). Toutefois, bien que ce mouvement populaire émergea de l'expansion de l'éducation occidentale favorisant ainsi davantage la mobilisation des couches populaires situées au Sud « nigérian » face aux enjeux motivant le nationalisme grandissant, les populations du Nord de plus en plus touchées par ce mouvement anticolonialiste, non plus seulement subrepticement local, mais arborant une identité pan-nigériane, commencèrent à jouir également de cette influence et, vers 1945, s'unirent « officiellement » au mouvement et ce, notamment dans ce qui fut une grève générale défiant le gouvernement en rassemblant nationalistes et syndicalistes sous une même bannière (Falola 1999, p. 83-89). Deuxièmement, la réception différenciée de l'éducation occidentale vécue au Nord et au Sud du « Nigéria » entraîna, comme nous l'avons soulevé plus tôt, un écart difficilement recouvrable entre populations méridionales et septentrionales. En effet, « [t]he southern elite was, for the duration of the colonial era, able to dominate the civil service and other sectors that demanded formal educational training. » (Falola 1999, p. 78). Parvenu aux années 1940-50, alors que le Nord plus éveillé fit de plus en plus publiquement résonner ses préoccupations devant ce type d'inégalités et que les effets des actions du mouvement nationaliste se matérialisèrent en modifications constitutionnelles coloniales témoignant d'un « [...] "turning point" towards decolonization [...] » en ce que, entre autres, le service civil fut « nigérianisé », les autorités « indigènes » démocratisées et l'accès aux études supérieures élargie (Falola 1999, p. 91), l'élite, ayant été majoritairement constituée d'individus provenant des régions sud, trouva son exclusivité « ethnico-régionale » quelque peu menacée par cette volonté d'inclusion du Nord matérialisée, dès 1951, sous la constitution

Macpherson. En effet, c'est sous cette dernière que le Nord se trouva surreprésenté au sein de la Chambre des représentants dans un rapport un pour deux alors que la seconde moitié représentait également les régions ouest et sud (Falola 1999, p. 92; Falola et Matthew 2008, p. 152). Ainsi, faisant suite à un contexte des années 1930 et 1940 caractérisé par le tournant pan-nigérian du mouvement anti-colonialiste et où la rareté des ressources¹⁶⁴ causa une féroce compétition en milieu urbain en plein essor appelant, de concert, la mise sur pied de nombreuses « self-help organizations »¹⁶⁵ favorables au renforcement de l'ethnicité et s'inscrivant dans l'univers post Seconde Guerre mondiale où, concurremment, l'organisation administrative coloniale favorisait l'accentuation des disparités ethnico-régionales (et ce à travers l'ensemble des constitutions 1951 à 1963) et où faisant face à ce régionalisme constitutionnel d'origine exogène les politiciens s'inscrivant dans la mise sur pied de partis en pleine formation usèrent de l'ethnicité afin de s'assurer le plus rapidement possible d'un fiable électorat (Falola, 1999, p. 91), alors que cette « émancipation nigériane » faisait suite à une période de contingence liée à la crise économique mondiale de 1929 où l'accès aux opportunités tant économiques que politiques « nigérianes » étaient plutôt réservés aux étrangers et à quelques « élus indigènes ciblés » et que l'influence du keynésianisme se faisait bien présente à travers le monde, et sans contredits en Afrique (Forrest, 1995, p. 27, 34) suite à la conclusion de la Seconde Guerre mondiale, il n'est point surprenant de constater que « [t]he largest indigenous businesspeople supported an extension of state activity as a means of bypassing the expatriate banks and companies and getting access to credit and contracts. » (Forrest, 1995, p. 27).

Effectuant un retour à notre propos ici central, soit les origines causales de la porosité des sphères publiques et privées, il appert que « [i]n Nigeria, the expansion of state activity, on the one hand, was not associated with a strong state, and it derived in part from pressures within civil society. » (Forrest, 1995, p. 4). En effet, ce n'était pas que l'élite économique et politique qui appuyait une présence plus accrue de l'État, mais également l'ensemble de la population nigériane qui, sous auspice du pouvoir colonial avide de ressources tant humaines que matérielles dans son effort de guerre, avait goûté aux avantages d'un investissement étatique socioéconomique plus accentué (Falola et Matthew, 2008, chap. 5 et 6). En fait, la mise à contribution coloniale de ressources humaines et économiques nigérianes à une guerre

« occidentale », réalité portant alors en elle-même une certaine conception d'égalité entre participants nigériens et britanniques soumis sensiblement aux mêmes contraintes imposées par l'effort de guerre, n'a pas uniquement démontré les avantages liés au rôle « véritable » d'un État, mais a stimulé l'indignation devant les inégalités, qui une fois la guerre terminée, se réinstallèrent au sein du traitement des Nigériens versus celui réservé aux citoyens britanniques par l'État colonial (Falola et Matthew, 2008, chap. 5 et 6).

2.5 Lorsque l'autorité étatique ne s'harmonise guère avec la *jurisdiction* de même nature

Fortes de cette conjoncture constituée de la jonction d'une multiplicité de facteurs internes et externes s'« inter-constituant » dont nous venons de faire mention, les revendications fusant de l'ensemble des factions constituant la société civile « nigérienne » de l'époque provoquèrent un élargissement de la *jurisdiction* de l'« État nigérien » en devenir, et ce, tout particulièrement à travers le processus de formation constitutionnel et politico-économique (socioéconomique et sociopolitique) confortant la logique organisationnelle du régionalisme en lui-même teinté d'ethnicité. Bien que le caractère exogène de la Constitution Richards (1947), soit la première des trois réformes constitutionnelles qui allaient menées à l'indépendance, fut dénoncé par l'ensemble des nationalistes de l'époque pour la perpétuation de la collusion entre le gouvernement colonial et les autorités indigènes qu'elle soutenait, il n'en demeura pas moins que le principe de régionalisation qui l'animait, quoiqu'il fut l'objet d'une certaine ambivalence même chez les défenseurs du pan-nigérianisme¹⁶⁶, gagna en crédibilité chez la majorité des parties concernées. En fait, c'est quasi unanimement que ces dernières consentaient à ce que l'imposante diversité culturelle, géographique, politique et économique couverte par le territoire nigérien rendrait plutôt difficile l'atteinte d'une satisfaction généralisée se prolongeant dans le temps à travers un gouvernement central (Falola et Matthew, 2008, p. 149-150). Le Nord, nouvellement présent à l'assemblée législative « nationale » sous cette première réforme constitutionnelle, puis se voyant disposer de la moitié des sièges de ce même organe « fédéral » sous la seconde (Macpherson (1951)) et dernière constitutions (Lyttleton (1954)), s'inscrivit particulièrement en appui à la

régionalisation qui se vit graduellement accentuée lors de ces trois réformes constitutionnelles successives (Falola et Matthew, 2008, chap.6)¹⁶⁷. Toutefois, l'écart notable en termes d'éducation régnant toujours, tel que nous l'avons déjà souligné, entre le Nord et le Sud n'a non seulement occasionné le fait que l'élite du sud occupa la majorité des postes politiques et administratifs au niveau fédéral, mais « [s]ince the north lacked a large European-educated population, there were not at that time enough qualified northerners to take up positions in a European-style legislature, nor were there enough northerners to staff the civil service even of the Northern Region. In fact, the colonial civil service in the north had been dominated by transplanted southerners for most of the colonial era. » (Falola et Matthew, 2008, p. 150). Ces conditions vécues simultanément à l'approfondissement constitutionnel, spécifions-le d'abord exogène, de l'ethnicité sous l'angle du régionalisme législatif ne furent bien-sûr point sans responsabilité devant l'accentuation, du moins la confortation, de la pauvreté de l'autorité, soit de la légitimité, étatique.

Dans ce contexte juridico-politique et ce même esprit d'indépendance progressive, quoique non plus seulement législatif, mais sur les plans socioéconomique (plan 1945) (Falola et Matthew, chap.6, p. 146-147) et écono-politique (marketing boards), l'État allait d'abord gagner en *jurisdiction* pour ensuite perdre en autorité, autorité que nous savons déjà historiquement bien oscillante. C'est-à-dire qu'alors que le gouvernement colonial investissait notablement dans le développement du secteur des services sociaux et des infrastructures « nigériens » via le plan décennal établi en 1945 par ce dernier, le volet « développement et expansion des industries locales », entreprit essentiellement sous l'auspice des « marketing boards »¹⁶⁸, accomplit de moins importantes réalisations qu'entrevues au départ. En réalité, « [w]hile the plan nominally promoted research and investment in local crafts, in effect the bulk of attention was paid to expanding the agricultural economy in line with long-standing colonial economic policy. » (Falola et Matthew, 2008, p. 147) Fixant le prix des produits agricoles à un niveau toujours plus bas que celui existant sur le marché international sous principe d'ainsi éviter la récurrence d'événements tel que le *Cocoa Pool incident*¹⁶⁹ (1938), soit par exemple une collusion entre firmes visant à déprécier de façon monopolistique le prix payé aux producteurs « locaux », cette politique bénéficiait également, pour ne pas dire davantage, aux firmes étrangères. Alors

que le gouvernement, toujours colonial, jouant de cet écart de prix encaissait des profits non négligeables, peu de ces recettes, qu'elles furent gérées par les gouvernements central ou régionaux, profita au développement du secteur d'où elles étaient puisées. Dans un premier moment historique, soit jusqu'en 1954, année où les *marketing boards* furent régionalisés, « [...] large trading surpluses were built up in the form of sterling assets held abroad. » (Forrest 1995, p. 34) alors que suite à la régionalisation de ces instruments, [...] began a deliberate policy of building up trading surpluses in order to finance regional development programmes and party political expenditures. » (Forrest, 1995, p. 34). Dans cet élan développementaliste et indépendantiste se jouant sur une scène teintée de la régionalisation et, symbiotiquement, d'ethnicité rivalisant pour la représentation « fédérale », les milieux urbains et ruraux évoluant sous une trajectoire et rythme bien différents, les premiers figurant sans conteste aux priorités de l'investissement des élites nigérianes mais européanisées, il n'est guère surprenant que « [...] the working class and peasants had reason to fear that they had simply traded wealthy, elite British leadership for a Nigerian bourgeoisie that did not share their values or views on future prosperity. » (Falola et Matthew, 2008, p. 156-157) et, ainsi, que « [t]he boards [...] became an important and controversial instrument for taxing peasant farmers. » (Forrest, 1995, p. 34).

Ainsi, alors que les diverses sections de la société civile supportaient cette « nouvelle » élite, pourtant académiquement européanisée dès le départ, dans un esprit favorable au pan-nigérianisme quoique toujours modéré par de nombreux facteurs immanents à la faiblesse de l'autorité étatique dépeints dans le cadre de ce chapitre, que l'économie d'après-guerre, le vent dans les poutes, contribuait à ce que les années 1950 devenaient « [...] the golden era of hope and optimism in the history of modern Nigeria. » (Falola, 1999, p. 92), le fait que les *marketing boards* n'eurent pas ou presque d'effets positifs pour les paysans tandis que les milieux ruraux furent plutôt exclus du plan de modernisation de l'État « nigérian » en devenir, orientations politico-économiques étant devenues sur le long terme néfastes au secteur agricole pourtant vache laitière de l'État, la confiance et l'enthousiasme des couches « populaires » envers la nouvelle élite et ses projets pâlissaient déjà avant même la déclaration de l'indépendance (1^{er} octobre 1960).

Les *marketing boards* s'inscrivent dans ce double mouvement d'intensification de la *jurisdiction* et rétrécissement de l'autorité étatiques non pas simplement via l'exclusion économique dont ils furent instruments, démentant au passage la thèse de la maladie néerlandaise au sein de la perspective *economistic* de la *RC* en ce qu'il appert que l'inversement de l'importance du commerce agricole pour le type pétrolier n'est pas simplement dû à ce phénomène économique « pétrolier », mais plutôt symptomatique de décisions politiques, mais également dans l'accentuation de la porosité des sphères publiques et privées qu'ils favorisèrent.

Quoique multifactorielle, cette dernière donne se comprend d'abord en considérant la nature de la construction identitaire de l'élite à la tête du mouvement indépendantiste, soit l'amalgame d'une formation académique occidentale, d'une exclusion politique et économique sous initiative publique coloniale fomentée de paire avec les firmes commerciales privées étrangères, de la distance « sociale » s'installant progressivement entre réalités élitiques et populaires et du tournant « ethnique » du fondement de l'électorat dans un décor juridique qui, l'officialisant, le conforte. À ces éléments, il ne faut guère soustraire les stratégies entrepreneuriales des firmes étrangères qui, assistant à la « nigérianisation » de l'appareil d'État et les institutions qui en dérivent dans un contexte international, colonial (britannique)¹⁷⁰ et « national » favorable à l'expansion de l'implication étatique (plus particulièrement dans le secteur agricole via les *marketings boards*) et où subsistait pourtant une fragile autorité de l'« État », non seulement réorientèrent leurs investissements vers les secteurs économiques modernes (Falola, 1999, p. 93), mais « [a]s a wise political insurance, [...] appointed politicians (and their business allies) as sole distributors, shareholders, and representatives. » (Falola, 1999, p. 109-110)¹⁷¹. Jumelant à ce portrait l'appel de la modernité, et par le fait même de l'urbanité, non pas exclusivement chez les entreprises étrangères, mais également dans l'ensemble de la société « nigériane » et plus spécifiquement chez les agriculteurs qui, sous « [...] the attractions of commercial and bureaucratic careers [...] [were] persuaded [...] to educate their sons and take them out of farming. » (Forrest, 1995, p. 25), la formation identitaire des élites, l'urbanisation en cours, les craintes d'exclusion des firmes étrangères, l'atomisation des fermes agricoles exportatrices, le faible poids politique de la « classe » restreinte des détenteurs d'importants capitaux locaux et la peur de la

paupérisation/marginalisation des diverses communautés disparates composant le « Nigéria », il n'est guère insolite de constater que « [p]oliticians and businessmen forged a strong alliance with foreign firms [...] [and that, consequently] [t]hey were also able to distribute contracts, jobs, and licenses to their clients through the control of government and marketing boards [whereas] [p]eople and communities who wanted to share from the opportunities (such as schools, hospitals and factories) identified themselves with parties and politicians. » (Falola, 1999, p. 109). De fait, ce climat n'allait en rien réduire la *jurisdiction* étatique et ni, plus que toute autre chose, consolider la frêle autorité d'un État à l'aube de l'indépendance. Il appert plutôt que « [...] the struggle by private interests for state resources has helped to undermine the legitimacy of governments and erode the authority of the state [...] [as] [t]he state [...] appears to be highly fragmented and corrupted from within and without » (Forrest, 1995, p. 3-4).

En somme, au même moment où l'État acquiert plus de *jurisdiction* par l'entremise des *marketing boards* venant réguler non seulement les termes de l'échange, mais définir l'orientation du développement économique, et que la « nigérianisation » s'opère dans un cadre constitutionnel et politique renforçant les racines de l'ethnicité, que cette nigérianisation épouse un caractère « exclusivement sudiste » et qu'existe une voie restrictive étatique de l'accès aux opportunités économiques en lien avec les firmes étrangères alors que les segments populaires, notamment les paysans, sont marginalisés dans le plan de développement et, de surcroît, économiquement exploités via l'institution des *marketing boards*, ces derniers constituent ainsi un terreau fertile à la réactualisation de la porosité des sphères publiques et privées déjà présente lors et dans l'essence même de la colonisation britannique. Cette collusion public-privé, résultant de multiples facteurs, tels que démontrés à l'intérieur de ce chapitre, contribua ainsi à l'appauvrissement de l'autorité étatique qui, tout spécialement dans une ère pré-indépendance « euphorique » où « tout » s'inscrit dans un processus d'édification effervescente, ne peut être dissocié de la légitimité accordée aux élites gouvernantes. D'ailleurs, à ce décor, doivent également être considérées les inégalités économiques interrégionales liées aux diverses « spécialités » régionales¹⁷² ainsi que le déséquilibre subsistant au niveau de l'accès à l'éducation entre les régions nord et sud du pays en formation dans un contexte où, à ses dimensions, s'imbrique et se construit à la fois

la force de la crainte de la domination ethnique. Ainsi, la considération de l'inscription dans le temps, constructive de l'ensemble de ces dynamiques s' « interconstituant », vécues alors que malgré un discours « prometteur/véhiculant l'espoir » les élites se livraient à des abus de plus en plus visibles, notamment via le fonctionnement des *marketing boards*, la priorisation des secteurs séducteurs/convoités pour/par les firmes étrangères et la collusion public/privé ainsi favorisée, rend non seulement claire l'aggravation de la faiblesse étatique, mais concurremment limpides l'ensemble des stimuli à l'éclat de violences ayant mené au premier, puis au second coup d'État survenus respectivement les 15 janvier 1966 et 29 juillet 1966 (Forrest, 1995, 31; Falola et Matthew, 2008, xvi).

En outre, et surtout, cette mise en contexte historique permet de comprendre que derrière ce qui est théorisé par les auteurs de la *RC* en tant que mentalité rentière affectant à la fois populations et dirigeants des États rentiers, se cache, du moins pour ce qui est du Nigéria, un rapport entre, d'un côté, une élite dirigeante historiquement faiblement « construite » et conséquemment plus susceptible à l'emprunt de divers moyens afin de se munir de « légitimité » populaire (y compris la souscription à des dépenses faramineuses d'une efficacité économique souvent douteuse) et de conserver l'appui politico-économique externe et, de l'autre côté, une base populaire insatisfaite et excédée devant la « gouvernance » de ses dirigeants qui, dorénavant qu'ils obtiennent les rentes pétrolières¹⁷³, deviendront encore moins crédibles face à une redistribution lacunaire et inégalitaire des richesses. Pour tout dire, « [w]ithout a strong sense of nationhood or citizenship, the state was seen as vulnerable to private and sectional interests [...] [and] [a] just distribution of state resources was therefore of paramount concern. » (Forrest, 1995, p. 3). Ainsi, à cette demande populaire « sans fins » de redistribution des richesses de l'État à laquelle la *RC* souscrit en tant que « mentalité rentière » dissimulant une affectation congénitale populaire infusant la perception d'une richesse étatique rentière pétrolière inépuisable ou encore en tant que conséquence de l'absence de culture administrative techniciste et au même type de maux auquel serait soumis l'élite disposant de richesses tirées de sources rentières, nous constatons plutôt l'issue de la mise en relation de créations progressives de multiples dynamiques s' « inter-constituant » tant dans un rapport ponctuel, soit à des moments historiques définis ou dans leur rapport historique. Ainsi, quoiqu'une absence de culture administrative techniciste puisse comptée au

chapitre des faits caractérisant la réalité étatique nigériane, que la porosité, ou plutôt collusion, des sphères publique et privée, la piètre autorité étatique et l'imposante *jusridiction* de même nature puissent également y figurer, il semble inconsidéré de soutenir l'origine pétrolière de ces phénomènes qui, manifestement, reposent sur un ensemble de réalités existantes à des époques antérieures à la mise en exploitation des gisements pétroliers survenue en 1958 dans le delta du Niger nigérian.

2.6 La confusion d'une progression analytique : réductionnisme pétrolier? Historique? Symbiotique?

En réaction à ce type de critiques à l'égard de ce point nodal causal pétrolier à laquelle furent confrontés les auteurs participant de la *RC*, certains penseurs, dont entre autres Terry Lynn Karl, ont tenté de dissocier leur analyse de la causalité singulière pétrolière. Nous sommes toutefois demeurés critiques à l'égard de cette tentative. Dans un premier temps, timidement élaborée à l'intérieur d'une note de bas de page figurant en début de chapitre, nous convenions d'une contradiction interne animant la thèse guidant l'ouvrage « *The Paradox of Plenty: Oil Booms and Petro-States* » (1997) dont Karl est l'auteur. En effet, se basant d'abord et notamment sur la pensée de Charles Tilly (Karl, 1997, p. 60), Karl conçoit la construction « historique » anémique de l'autorité et de l'institutionnalisation étatique des États pétroliers en développement comme résultant de l'absence d'une menace « externe » comme élément catalyseur de la constitution d'une armée « étatique endogène » nécessaire à la protection de groupes humains occupant un territoire donné qui acceptent, ou du moins contribuent, au financement de cette armée. Celle-ci, de par sa force établie, soit la menace qu'elle constitue dorénavant pour les citoyens qui se refuseraient de contribuer à son entretien, garantie l'évolution/progression d'une organisation sociopolitique active dont elle serait l'embryon (puisque les gens devant participer à son développement se constitueraient en contre-pouvoirs dû à l'intérêt populaire envers la « chose publique » qui en serait inéluctablement stimulé). Nous soutenons donc que l'auteur fait preuve d'un déterminisme « historique » puisqu'alors qu'elle véhicule à la fois l'importance de la considération des particularismes historiques de la structuration de la (faible) autorité étatique avant la mise en

exploitation des ressources pétrolières, elle priorise le fait que « [b]y disrupting the tight circle connecting state making, military institutions, and the extraction of scarce resources from a reluctant population, colonial rule or conquest facilitated the establishment of sovereignty and the spread of jurisdiction but at the expense of the institutionalization of authority and the differentiation of control. » (Karl, 1997, p. 60). Faisant ainsi du lien « vital » entre taxation et constitution étatique l'origine de tout l'édifice de l'autorité étatique amenant l'auteure à la simple déduction qu'« [i]n petro-states, this disruption in the cycle of state building was especially acute because of an essential difference in their patterns of taxation [...] [as] they did not need to subdue and appropriate the labor of an entire population nor penetrate inaccessible rural zones in order to control indigenous peoples [, ...] [n]or [...] forced to collect taxes beyond the export sector, which might have helped them to develop more extensive extractive capacities. » (Karl, 1997, p. 60-61), Terry Lynn Karl annihile, en finalité, la force d'affectation de l'unicité de l'histoire d'un État. Ainsi, ce déterminisme historique devenu également un déterminisme pétrolier, en ce que la possibilité d'exploitation pétrolière vient restreindre l'espace décisionnel des « dirigeants », c'est-à-dire de l'influence qu'il joue sur les choix s'offrant à ces derniers (d'imposer ou non un système substantiel de taxation directe), l'auteure semble prendre pour acquis une propension innée de la « classe dirigeante » des États pétroliers à nullement assumer une responsabilité (liée, toujours selon la RC, à un lien où l'État serait redevable devant la contribution fiscale citoyenne) devant ses citoyens. En fait, il est soutenu que

[...] by blurring the strict formal separation between political authority and private economic activity that is so characteristic of most advanced industrialized states, fiscal dependence on petrodollars institutionalized a permanent tendency toward rent seeking by state officials. Just as private interests had strong incentives to influence public authorities, politicians and bureaucrats quickly realized that they could expand their own domains, their budgets, and sometimes their own pocketbooks by favoring one group over another. This favoritism undermined efficiency, responsibility, caution, and accountability, and it left the state especially open to a variety of contradictory and often self-serving pressures from society. (Karl, 1997, p. 63).

Toutefois, comme le contenu historique de ce chapitre l'a dépeint, la porosité régnant entre sphère d'autorité politique publique et sphère d'activité économique privée trouve ses

origines non pas dans l'unique culpabilité du colonialisme ou encore de l'exploitation pétrolière qui auraient consécutivement/concurremment contribué à l'évitement d'impositions fiscales garantes d'un lien de dépendance réciproque entre population et État qui, toujours selon la RC, s'apparenterait au fondement de l'autorité étatique, mais dans un ensemble composite d'éléments sociaux, politiques et économiques tant internes qu'externes qui entrant en relation se sont « interconstitués » et ainsi miné la cohésion sociale, notamment entre « élites » et « masse populaire ». D'ailleurs, admettant que l'on souscrive pendant un instant à la thèse proposée par Tilly ayant inspirée Karl qui fut présentée précédemment, où nécessité de protection face à une menace externe entraîne la formation d'une armée étatique soumettant la population bénéficiant de ses services au développement d'un système de taxation qui serait à l'origine d'un savoir-faire administratif et techniciste symbiotiquement partie du développement de la responsabilité étatique inextricablement liée à l'autorité de l'État où elle règne devant les citoyens, nous convenons du fait que devant la « menace » extérieure que représentait la force coloniale pour le mouvement anticolonialisme pan-nigérian, tout spécialement à partir des années 1930 jusqu'à l'indépendance (1960), un certain système de taxation, dont les agriculteurs étaient les plus importants contribuables, fut somme toute fonctionnel et accepté au sein de la population. En fait, bien qu'une menace latente de l'armée puisse avoir constituée une certaine réalité à cette époque dans le cas où un refus de paiement populaire survenait, bien que le caractère exogène de cette dernière puisse tarir ce lien d'impératif réciproque susceptible de fonder la base d'une discipline gestionnaire technique étatique suscitant à son tour la responsabilité de l'État devant ses citoyens y accordant de ce fait leur confiance, on note que ce n'est point un changement de nature endogène de l'armée¹⁷⁴, la présence d'un tel système fiscal « technique » ou encore une soudaine assiduité de l'intérêt populaire envers la chose publique qui aurait été stimulée par ce savoir-faire fiscal technique qui permit à l'État d'acquérir discipline et légitimité. Ce que permit de développer le système de taxation fut plutôt un moyen de plus de contestation envers le gouvernement qui, lorsqu'il fut sérieusement confronté au mécontentement populaire qui représenta le début de la fin de la première république nigériane, dû faire face à une imposante évasion fiscale figurant parmi plusieurs autres moyens de pression populaire. Alors que déjà à cette époque, le taux de croissance de la production pétrolière passait de 1.2% en 1961 à 4.8% en 1966 tandis que celui de l'agriculture traçait le chemin inverse

passant de 4.5% en 1960 à 1.2% en 1964 (Falola, 1999, p. 112), nous convenons, à l'instar des penseurs de la *RC*, que les revenus tirés de l'exploitation pétrolière donnaient l'opportunité de réduire l'effet de telles initiatives politiques ressenti par les autorités qui pouvaient dorénavant davantage se tourner vers les rentes pétrolières se faisant de plus en plus présentes/abondantes. Dans les circonstances nigérianes régnant et ayant, non négligemment, contribué à l'éclatement de la crise politique qui s'est alors soldée par un premier puis un second coup d'État, soit entre autres le détournement des profits tirés de la vente à rabais sur les marchés extérieurs des produits agricoles destinés, via les marketing boards, à d'autres secteurs que celui d'où ils étaient puisés qui lui souffrait toujours davantage de cette marginalisation, nous ne nous refusons guère à reconnaître l'opportunité d'évitement présentée par les revenus pétroliers pour le gouvernement qui peut ainsi se soustraire à l'obligation de s'en remettre économiquement à sa population, mais, et tout particulièrement à la lumière de l'ensemble des éléments historiques faisant l'objet de la présente étude, nous ne pouvons cependant conclure que la rente pétrolière est la cause de cet évitement. Elle en est certainement un moyen facilitant, mais non point la source.

2.7 Ces relations causales rarement remises en cause

Néanmoins, remettant en doute l'idée même de la relation de causalité qu'établissent Karl et Tilly entre autorité étatique et taxation, nous portons notre critique encore plus loin. Notre point de départ réflexif s'inscrit d'abord en considération de la nature même du lien d'obligation réciproque entre population et État contenue dans ce postulat. C'est-à-dire que si l'on y réfléchit bien, l'idée soutient que dirigeants comme dirigés doivent s'en remettre économiquement l'un à l'autre une fois la relation de confiance construite sur le fait que l'entité publique (armée, État, autre) prouve sa volonté et sa capacité à défendre les « intérêts » des individus en qui elle peut, à son tours, compter pour subvenir aux moyens de ses fins (qui implicitement ne sont guère dissociables des fins de citoyens). Ainsi, quoi que l'autorité étatique puisse se voir renforcer de l'habilité de l'entité publique en question à utiliser convenablement ces moyens en vue de ces fins légitimes pour lesquelles ils sont mis à

disposition et aussi efficacement que puisse se révéler la réalisation de cette tâche/entreprise, cette dernière ne peut, en elle-même, constituer la source première unique de la raison d'être de l'autorité étatique. Toujours suivant cette ligne de pensée puisée chez Tilly et Karl, si la taxation ne peut être le fondement de l'autorité étatique, il s'agirait de l'existence d'une menace externe menant à la formation d'une armée nécessitant l'établissement et le respect d'un système de taxation qui serait/se révélerait être la pierre angulaire du développement de l'autorité étatique. Pour ce qui est du Nigéria (et nous présumons pour de nombreux États dits aujourd'hui « en développement »), ce type de menace, soit d'abord territoriale, a non seulement existée « localement » dans l'histoire précoloniale, mais également sous l'ère coloniale puisque les colons représentaient précisément cette menace. Le stimuli à la base même de la concrétisation d'une telle entente liant financement et défense d'intérêts, qui rappelons-le ne sont pas uniquement économiques, ne serait donc pas seule la présence d'une menace qui, selon les termes entendus par la *RC*, pousserait inmanquablement à l'unité organisationnellement/systématiquement solidifiée.

D'ailleurs, bien que la méthodologie supportant l'argumentaire développé par Michael L. Ross dans l'article intitulée « Does Taxation Lead to Representation? » (2004a) nous laisse perplexe¹⁷⁵, il n'en demeure pas moins que ce dernier vient confirmer l'absence de lien de causalité inéluctable entre taxation et comportement étatique puisque non seulement « [...] a rise in taxes *per se* does not appear to lead to democratization » (Ross, 2004, p. 247), mais on peut y lire que « [w]hen the price of government services goes up, authoritarian regimes tend to become – or, perhaps, are forced to become – more accountable to their citizens. » (Ross, 2004a, p. 247). Il s'agit bel et bien de suppositions. En réalité, ce qui cause problème avec l'adoption de la thèse liant taxation et comportement étatique par la *RC*, « [...]claim [qui, par ailleurs,] has never been carefully tested. » (Ross, 2004a, p. 247), consiste en ce qu'elle permet de partir de la réflexion selon laquelle « [...] since oil revenues [...] reduce or eliminate the need for taxation, they also reduce the need for the government to solicit the acquiescence of its subjects to taxation. » (Huntington, 1991, p. 65; Ross, 2004a, p. 235) pour en déduire que « [t]he lower the level of taxation, the less reason for the public to demand representation. » (Ross, 2004a, p. 235). Non seulement le passage logique de la première à la seconde réflexion laisse pantois, mais ces propos révèlent on ne peut plus clairement

l'idéologie qui les anime. En fait, ce que cache cette réflexion, c'est la forme contractuelle centrale à la pensée libérale; « l'ayant droit » ne faisant qu'un avec « l'ayant payé ». Supposant que nous consentions à considérer cette forme essentiellement économiquement contractuelle entre État et citoyens, qu'advient-il d'une taxe, disons-la « sociale », payée par les habitants du delta du Niger et autres citoyens nigériens qui assistent, pour ne présenter que quelques exemples, à la fonte des réserves pétrolières du pays sans en bénéficier, à la destruction d'un environnement aussi sensible que singulier à l'échelle mondiale ainsi qu'à la destruction de leurs moyens de subsistance entraînant concurremment et notamment la restructuration de leur mode de vie, de leur organisation sociale? Cette forme de taxation donne-t-elle droit à la revendication, contestation « légitime » bien qu'elle ne se présente pas sous le format « conventionnel » qui seul semble digne de considération aux yeux d'auteurs appartenant à la RC tels que Michael L. Ross et Terry Lynn Karl? Il semble bien que non.

2.8 Conclusion

Enfin, concevant « le » pouvoir comme composite d'une multiplicité de foyers qui « s'interconstituent » comme s'est employé à le démontrer le présent chapitre et nous amenant conséquemment à considérer l'État non pas comme une unité possédant une individualité, mais comme « *a composite reality* » (Foucault, in Burchell, Gordon et Miller, 1991, p. 103) dont le rôle consiste justement à gérer cette multiplicité de composants tels les rapports, les liens, les intrications des hommes aux choses telles le territoire, les richesses, les ressources, mais également les manières de penser, les coutumes et autres à travers les « institutions, les procédures, les analyses, les réflexions, les calculs et les tactiques » (Foucault, in Dits et Écrits: 1954-1979 : V.III, « La « gouvernementalité » », 1994, p. 655) , il nous est bien difficile d'ainsi convenir de l'unicité du fondement de l'autorité et du rôle étatique essentiellement composé de son rapport gestionnaire à l'entente contractuelle économique qui serait passée avec les citoyens. La conception de l'autorité étatique à laquelle semble souscrire la RC jetant un voile opaque sur la multifactorialité/caractère multifactoriel du « pouvoir », cette approche n'apparaît pas uniquement imprégnée de biais relatifs à la

congénialité d'un penchant vers les pratiques corruptives des élites et citoyens d'États pétroliers ou encore aux déterminismes tant historique que pétrolier qui l'habitent, mais elle rend imperceptible la réalité de ce que nous avons nommé « mauvaise gouvernance » dont la saisie est essentielle afin, justement, de ne plus percevoir la faiblesse de l'État pétrolier comme donnée, mais bien, plutôt, comme résultant des rapports de pouvoir subsistant entre le pétro-capitalisme, l'État pétrolier et les divers autres lieux de gouvernementalité parsemant la société nigériane et dont la RSE, telle que démontré dans le cadre du chapitre premier de cette étude, fait intégralement partie. S'affichant comme un obstacle à une compréhension qui se veut « globale » des violences qui ont cours dans le delta du Niger et, du coup, du rôle qu'y joue la RSE, puisque, rappelons-le, la contribution des facteurs externes n'est perçue par la *RC* que sous l'angle regrettamment volontaire d'acteurs ayant fait ou faisant erreur, la thèse de la malédiction des ressources, dirige les débats entourant l'analyse de l'efficacité et du bien fondé de la RSE vers une impasse; soit celle de la question cherchant à savoir si les obstacles à l'efficacité de la RSE reposent sur la faute étatique ou entrepreneuriale. D'ailleurs, le troisième chapitre venant clore cette recherche démontrera la nature erronée de cette dernière à travers la considération d'éléments actuels dont notamment le rôle du pétrole saisi « directement » via les concepts de pétro-capitalisme, de complexe pétrolier, d'État pétrolier, de pétrole impérial et de pétro-violence et, peut-être plus « indirectement », à travers les concepts de mauvaise gouvernance et de bio-violence auxquelles participe la RSE. Ainsi, ce dernier chapitre présentera une profonde compréhension des effets des lacunes historiquement « prouvées » de la *RC* face à l'état (soit la direction prise par) des débats entourant la RSE non sans conséquences sur la teneur donnée aux violences affectant la région du delta du Niger nigérian.

CHAPITRE III

L'ÉCHO DES LACUNES DE LA THÈSE DE LA MALÉDICTION DES RESSOURCES AU SEIN DES DÉBATS ENTOURANT LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES (RSE)

L'histoire politique nigériane témoigne des changements de nature et de degré de violence vécus dans la région du delta du Niger depuis le début de l'exploitation pétrolière en 1956¹⁷⁶ (Manby 1999, 284; Sébille-Lopez 2005, 158). Le paradoxe de l'abondance (*paradox of plenty*¹⁷⁷) est toujours sinon plus que jamais présent au Nigéria. La "démocratie", dont la nature démocratique fait l'objet d'un scepticisme répandu (Obi 2004), y règne également depuis 1999. Enfin, l'accentuation de la violence, entre autres envers les pétrolières, et la prolifération des groupes, appelons les rebelles et/ou contestataires, parfois rivaux depuis la fin des années 1990 sont, dans le delta du Niger nigérian, incontestables (HRW, 2011, 2012). Devant ces constats bien actuels, les corrélations émises par les auteurs liés à la malédiction des ressources entre la présence des richesses pétrolières et les réalités politiques locales et nationales présentées dans le chapitre précédent semblent, une fois de plus, non pas seulement insuffisantes devant le poids de faits historiques pris dans leurs multiples dynamismes, mais elles paraissent de plus difficilement répondre de ces variations de violences.

Suivant l'intensification relativement récente et la complexification d'intrications teintées d'ambiguïté entre ferments, acteurs, victimes et conséquences de la violence dans la région du delta (HRW 2007, 2011, 2012), non seulement les débats entourant les effets du pétrole s'accroissent, mais une attention de plus en plus grande est également portée aux pratiques de RSE qui, suivant l'analyse des auteurs de l'approche que nous désignons de « globale », viennent envenimer la situation bien que les pétrolières, soit ces mêmes entités qui en sont auteures¹⁷⁸, en soient également victimes.

Avec cet intérêt croissant envers le phénomène de la RSE, défini dans le premier chapitre, émergent donc d'importants débats qui, s'intéressant notamment mais non exclusivement à la situation présente dans la région du delta du Niger et discutant des causes de la piètre efficacité de ce même phénomène, occupent la première partie de ce chapitre. Faisant ainsi état des discussions à cet égard, ce même exercice révèle la centralité de la « mauvaise gouvernance » en tant que facteur de l'inefficience des pratiques de RSE appliquées au Nigéria. Toutefois, devant l'impasse régnant au sein de ces mêmes débats quant à la question sous-jacente à cette constatation « unanime », soit celle questionnant l'agence à qui incombe la responsabilité de cette « mauvaise gouvernance », force est de constater qu'existe des conceptions divergentes de ce que l'on entend par « mauvaise gouvernance ».

Devant ce constat, la seconde partie de ce chapitre se consacre, toujours à travers l'étude de la littérature portant principalement sur le cas du delta du Niger, mais cette fois à l'aune des propos animant les débats entourant les causes des difficultés rencontrées par les pratiques de la RSE, à démontrer, par l'entremise de l'opérationnalisation de notre cadre, en quoi les limitations découlant de certaines lacunes analytiques dénotées chez la thèse de la malédiction des ressources (*resource curse* [RC]) rendent substantiellement insaisissable la « mauvaise gouvernance » et, concurremment, non seulement plusieurs types de violences, mais certains aspects de la participation de la RSE aux violences et, indissociablement, à la « mauvaise gouvernance ».

Parvenant ainsi à saisir en quoi la RSE contribue à son tour à la « mauvaise gouvernance » dont elle se « devait » de constituer un remède, nous verrons que la mise en commun des apports de Watts, Obi, Foucault et de Zalik, mène à la mise en lumière de la contribution de la RSE à ce type bien particulier de violence que nous qualifions de « bio-violence » se révélant à la fois contributive de l'inefficience de la RSE, de la « mauvaise gouvernance » et des violences assaillant la région du delta du Niger, soit de ces réalités inextricablement liées.

Ainsi justifiés du fait qu'ils révèlent l'importance de la prise en compte de la globalité des dimensions politiques liées à la réalité pétrolière du delta du Niger afin de comprendre les

ramifications des violences actuelles sous toutes leurs nuances et subtilités, pouvant faire croire aux premiers abords à de simples éléments paradoxaux tels que le présentent les auteurs s'inscrivant au sein de la *RC*, ce chapitre présente donc succinctement les concepts qui, nous permettant de dépasser certaines insuffisances dénotées chez les penseurs de la *RC*, favorisent une profonde compréhension de la redynamisation des conflits à travers le prisme pétrolier en tenant compte, tel que souligné auparavant, de dynamiques internes et externes s'étant « inter-constituées » et s'« inter-constituant » toujours à travers l'histoire.

Dans ce cadre et puisqu'ils se trouvent au cœur de la dynamique de violences actuelles rongant la région du delta du Niger et qu'ils sont ainsi composés de ces complexes intrications entre « les présents », « les passés », « les icis » et « les ailleurs », nous verrons notamment que sont créés, tel que le présente si limpidement Watts, des « espaces » et comportements dont les forces réciproquement constructives et destructives expliquent bien des « paradoxes ». Ces derniers, sans l'éclaircissement fourni par cette compréhension/perception de la mauvaise gouvernance, rendent de surcroît le phénomène de la RSE en lui-même bel et bien paradoxal. C'est-à-dire qu'en ce qu'avalisant leur nature paradoxale à l'instar de la *RC* et ne tenant par conséquent compte que des dimensions « esthétiques » du phénomène de « mauvaise gouvernance », soit les aspects technico-institutionnels, des comportements fautifs innés ou encore de la nécessaire conflictualité appelée par la cohabitation interethnique, la RSE contribue à générer la dynamique néfaste pour laquelle, tel que l'affirment également les auteurs liés à la *RC*, elle se « devait » de constituer une solution.

3.1 La RSE: Quelques éléments des débats

La question de savoir si la RSE peut être un outil efficace et approprié de développement s'est donc quelque peu imposée d'elle-même car certains auteurs, dont entre autres Michael Watts et Augustine Ikelegbe (2006), soulignent le fait que les pétrolières contribuent directement, intentionnellement ou non, à l'intensification des activités insurrectionnelles

dont elles sont paradoxalement l'objet. À première vue et comme nous l'avons déjà souligné, cet aspect contradictoire rend plutôt douteuse la pratique de la responsabilité sociale des entreprises qui, toujours selon les propos tenus par ces auteurs, contribuerait donc au maintien du contexte violent dans la région du delta du Niger. En effet, bien que l'intention de ces compagnies soit d'acquiescer le droit d'opérer (*stakeholder license to operate*)⁹ légitimement auprès des habitants de la région et de favoriser ainsi l'accalmie, fait largement reconnu dans la littérature entourant la question de la RSE (Idemudia, 2009; Genasci and Pray, 2008, p. 41; Zalik, 2004, p. 404), il s'avère que certains effets « pervers », dont entre autres la féroce voire violente concurrence entre les divers acteurs régionaux afin d'obtenir ces dividendes, s'imposent.¹⁷⁹

Cette réalité est d'ailleurs réitérée par Wilson Akpan (2006), soit un des auteurs s'inscrivant dans les débats entourant la RSE. Afin de bien cerner les effets ethnographiques et sociaux immédiats et à long terme de la RSE dans la région du delta du Niger, ce dernier interroge la pratique de la RSE de l'industrie pétrolière nigériane à partir de diverses perspectives de gens "ordinaires" des communautés habitant cette région. Akpan met en lumière les façons dont ces pratiques de la RSE et leurs conséquences¹⁰ s'imbriquent au cadre régulateur institutionnel de l'industrie pétrolière nigériane.¹⁸⁰

D'ailleurs, selon le point de vue soutenu par Uwem E. Ite (2004), les effets négatifs et/ou les dommages causés aux communautés récipiendaires de projets sous la rubrique de la RSE sont effectivement dûs à l'absence d'un environnement favorable à la RSE. Toutefois, selon cet auteur, qui, notamment, travaillait pour Shell Nigeria en 2006 (Idemudia and Ite, 2006b, p. 404), cette absence d'environnement favorable à la RSE ne peut être attribuée à un manque législatif, mais bien à la mauvaise gouvernance étatique nigériane.¹⁸¹

Partageant ce même point de vue concernant l'état anémique de la gouvernance dans les pays en voie de développement (PVD), Jędrzej George Frynas (2005) soutient toutefois que le cadre de la RSE devrait justement s'élargir pour que les entreprises puissent favoriser la bonne gouvernance. En effet, il dépeint un cadre beaucoup plus pessimiste qu'Ite (2004) à

l'égard de la potentialité, en termes de développement, des actions corporatives, plus particulièrement des projets de développement local effectués auprès des communautés dans le cadre actuel de la RSE. Évaluant les contributions actuelles et potentielles des multinationales selon une perspective ghanéenne de la RSE, selon que la RSE serait une initiative permettant de construire la capacité locale et de remplir les responsabilités gouvernementales lorsque l'État n'y parvient pas, Frynas soutient que ces contributions font face à des contraintes structurelles¹¹ que nous verrons entre autres saisissables via les concepts de pétrocapitalisme, de complexe pétrolier, de pétrole impérial, d'État pétrolier, de pétro-violence, de bio-violence et de mauvaise gouvernance. Ce faisant, l'agenda de la RSE serait inapproprié pour le règlement des problèmes sociaux des PVD et risque de détourner l'attention d'autres solutions politiques, économiques et sociales plus globales.¹²

3.1.1 RSE: Certaines ambiguïtés soulevées

Avant de plonger plus profondément dans le cœur des débats entourant la RSE, rappelons d'abord ce que nous entendons par "responsabilité sociale des entreprises." Selon le *World Business Council for Sustainable Development*, la responsabilité sociale des entreprises se définit comme: "The commitment of business to contribute to sustainable economic development, working with employees, their families, the local community and society at large to improve their quality of life" (Swanson 2002). Nous nous en tenons donc à cette définition bien que, comme le souligne Philip Swanson, "this definition offers a lot of room for different interpretations" (Swanson 2002) et que, comme le spécifie Marketa D. Evans,

CSR is defined in a myriad of ways. It is, in fact, self-defined by each side, and understood by each quite differently. The concept is amorphous and problematic, since the nature of the definition drives the measures of success. If CSR is supposed to be activity that goes "beyond" normal business practice, and into voluntary good works, then "some" is better than "none" and it really cannot be criticized for not going far enough. But if it is supposed to be about achieving "greater degrees of prosocial behaviour" then some is definitely not enough and sometimes not better than none at all [...] since it preempts legislated change or lends positive spin to bad corporate behaviour (2007, 314-15; Waddock 2004).

En effet, ces propos semblent justes puisque, bien que consentant tous deux au fait que le cœur du problème chez les PVD tels que le Nigéria se situe au niveau de la mauvaise gouvernance et de la faible imputabilité du gouvernement envers sa population et que c'est principalement dû à ces problèmes que la RSE, dans sa version actuelle, rencontre des limitations à son efficacité, Ite et Frynas émettent deux propositions différentes. Le premier juge que la RSE (les entreprises) est allée au bout de ses capacités et que ces problèmes sont du ressort des gouvernements alors que le second semble favorable à l'élargissement de la RSE afin de, justement, surmonter ses lacunes. Si nous tentons de sortir de cette impasse, nous nous apercevons que la question qui est réellement posée est la suivante: Dans l'explication des limitations auxquelles sont soumises les initiatives de la RSE faudrait-il se tourner vers les gouvernements ou vers les entreprises? Ce questionnement nous paraît plutôt inapproprié, car dans le cas où le gouvernement assume ses responsabilités envers sa population, la pratique de la RSE ne serait sûrement pas vécue de la même façon. Pour nous en convaincre, nous n'avons qu'à souligner la nature des préoccupations et applications relatives à la RSE dans les pays dits "développés."

3.1.2 Où mène cette discussion?

En fait, ce que nous révèle la mise en relation des contributions de Frynas et Ite, c'est que, quelle que soit la nature des intentions réelles et la franchise des entreprises qui s'impliquent dans la logique de la RSE, il n'en reste pas moins que les entreprises ont d'abord comme raison d'être des intérêts commerciaux de production de richesse alors que les gouvernements existent dans le but de servir une population vivant sur un territoire donné qui les a investis de cette responsabilité. En outre, pour nous en convaincre, Uwafiokun Idemudia (2009) démontre que la RSE, dans le cadre de l'industrie pétrolière nigériane, est structurellement contrainte par la logique de la production et de la profitabilité capitaliste, mentionnant, entre autres, que les pétrolières multinationales cherchent et parviennent fréquemment à transférer les frais liés à la RSE aux gouvernements selon diverses modalités contractuelles et légales.

Ceci étant dit, il ne faut point minimiser l'importance de l'analyse des effets de la RSE sous toutes ses facettes puisque la mise en relation des propos de Ite et de Frynas nous fait réaliser que, quel que soit le caractère intrinsèque ou extrinsèque des limitations à la RSE, il n'en reste pas moins que ce transfert / partage de responsabilités entre gouvernements et entreprises envers le développement entraîne de nombreuses conséquences aux évidences et subtilités aussi diverses que complexes. D'ailleurs, là où la contribution de Frynas nous semble la plus intéressante, c'est lorsqu'il met en lumière le risque que la RSE, dans sa version actuelle, détourne l'attention qui pourrait être prêtée à des solutions politiques, économiques et sociales plus globales et davantage susceptibles de favoriser le développement dans les PVD. Ce faisant, nous croyons, à l'instar de John Sharp (2006), que la toute première et véritable question à nous poser est la suivante: "what the implications and consequences — often unintended — might be of expecting business corporations to become significant engines of development"? (Sharp 2006, 213).

Sharp (2006) refuse la simplicité explicative s'apparentant à la "théorie du complot" soutenant des propos tels que « [...] most CSR initiatives are not intended to tackle questions of poverty and social exclusion. They aim at less ambitious goals of performance enhancement and image management » (Newell, 2005, p. 556). Ces propos rendent implicitement futile l'évaluation des interventions sous la rubrique de la RSE qui permettrait de savoir si elles sauront remplir leurs promesses en regard du développement. En tant qu'anthropologue, Sharp reconnaît qu'il puisse exister d'importantes différences entre les intentions et les résultats d'une action, car « [...] CSR discourse in the form of the "business case for CSR" is not simply a smokescreen that hides the "real" interests of business corporations; rather, it is an orderly system of knowledge and practice that embodies particular ways of interpreting and acting on the world » (Sharp, 2006, p. 215). L'apparition du discours de la RSE s'inscrit en tant qu'évolution du discours sur le développement mettant en scène divers acteurs tels que les agences de développement et les organisations non gouvernementales nationales et internationales, certains gouvernements ainsi que de nombreuses entreprises appartenant à des domaines des plus variés. Il constitue donc un système complexe en ce qu'en tant que discours, il est "in large measure 'authorless,' emerging out of a myriad encounters between intentions and structural constraints over which

no one has final control” (Sharp, 2006, p. 217). À cette complexité systémique entraînant des disparités entre intentions et résultats, puisqu’il devient difficile d’identifier où se situe le “power to propose and dispose” (Sharp, 2006, p. 218), nous nous devons également de prendre en compte les difficultés d’application propres aux structures internes corporatives et organisationnelles ainsi que les opinions divergentes des acteurs mettant en œuvre la RSE (par exemple, l’entreprise et ses divers employés). Ces réflexions amènent donc l’auteur à saisir en quoi la relation entre les intérêts corporatifs, propices aux changements rapides selon les contextes changeants, et la RSE, disposant d’une stabilité et d’une cohérence propres à tous systèmes de savoirs et de pratiques, est une relation des plus complexes. Il appert donc que “one cannot read the changing interests of particular corporations directly into or off the CSR discourse” (Sharp, 2006, p. 215). De ce fait, l’importance de nous concentrer sur les impacts intentionnels et non intentionnels des efforts de ces entreprises dans le cadre de la RSE et sur les liens entre ces derniers et la réduction de la pauvreté, le développement social et économique plutôt que sur la concordance entre les promesses et actions des compagnies prend tout son sens.

3.1.3 L’ensemble des implications des pratiques de la RSE

À ce titre, Sharp (2006) démontre en quoi l’évolution du discours sur le développement ayant permis l’inclusion de la RSE, en réponse aux difficultés des stratégies de développement antérieures vers la fin des années 1990, a entraîné la possibilité de dénonciation de la corruption caractérisant les administrations gouvernementales. C’est-à-dire que dans les années 1960, 1970 et 1980, soit dans le cadre de l’émergence et de la reconnaissance des théories de la dépendance, les seules possibilités d’interventions des agents de développement se situaient dans les efforts d’inclusion des secteurs économiques exclus de la modernisation en partenariat avec les gouvernements. Ces derniers étaient donc considérés comme neutres et légitimes, bien que le manque de capacités les assaillant fut reconnu. Sans cette conception, les interventions réalisables et envisageables des agents de développement, qui se devaient de travailler avec et à travers les institutions gouvernementales, auraient été

dépourvues de toute pertinence, faisabilité et légitimité. Avec la promotion de la RSE par les agences de développement nationales et internationales ainsi que par l'ensemble des acteurs concerné vers la fin des années 1990, il devint possible, voire nécessaire, de dénoncer la corruption des gouvernements puisque les entreprises se voyaient assumer la RSE conséquemment aux écarts des efforts gouvernementaux.¹⁸²

De plus, et tel que nous l'avons déjà soulevés, l'émergence du discours de la RSE a entraîné un changement de conception concernant la personne autorisée au développement. Dans la conception antérieure du développement, dans laquelle le rôle de l'État était décisif dans ce sens où il était considéré comme vecteur central de changement, les bénéficiaires légitimes du développement étaient les citoyens. Dans l'ère de la RSE, ce n'est non plus en tant que citoyens que les gens ont droit au développement, mais en tant que parties prenantes (*stakeholders*) et communautés accueillant les opérations des entreprises (*host communities*). Implicite à ce changement de paradigme réside donc une modification des bases morales des interventions de développement en ce que la RSE et ces nouvelles notions juridiques (parties prenantes [*stakeholders*] et communautés d'accueil [*host communities*]), limitant ce qui peut être attendu des corporations en termes de développement, viennent également restreindre "who the poor that are entitled to development might be" (Sharp, 2006, p. 217). L'autorisation au développement découle donc du fait que ces gens sont directement affectés par, ou d'une certaine manière impliqués dans, le centre des activités des entreprises concernées. Ce type de relation est quasi contractuel en ce que les gens qui possèdent quelque chose, ou certaines caractéristiques, désirables aux yeux des entreprises obtiennent le droit au développement en contrepartie. Les limites de cette conception contractuelle sont donc intrinsèques en ce qu'elle entraîne l'exclusion au droit au développement pour les simples gens (citoyens) ne correspondant pas aux catégories de parties prenantes (*stakeholders*) et de communautés d'accueil (*host communities*) et ne disposant pas, par conséquent, d'opportunités de réclamation dans une logique d'échange. En un mot, "[t]he fact of merely being a citizen is no longer a guarantee of being noticed for any kind of development" (Sharp, 2006, p. 217).

L'application de la RSE a d'autres implications des plus impressionnantes. D'abord, les interventions menées dans le cadre de la RSE entraînent l'atténuation des hostilités dirigées strictement envers l'État, et bien évidemment à l'endroit des compagnies également, en ce qu'elles provoquent la confrontation entre parties non prenantes (*non-stakeholders*) et parties prenantes (*stakeholders*) dans une ruée désespérée pour les ressources. D'ailleurs, à titre d'illustration, Sharp souligne l'exemple tragique du Nigéria où les résidents d'un village situé près d'un oléoduc ont mis feu à un village voisin qui avait été sélectionné par Shell en tant que communauté d'accueil (*host community*), et serait donc bénéficiaire de développement parce que les oléoducs traversaient les terres de ces villageois (Frynas, 2005).

De plus, étonnamment, les principes du discours de la RSE entraînent la contradiction d'un principe central à l'ère de la mondialisation actuelle. Il en est ainsi, car la sélection des titulaires du droit au développement en conformité avec la RSE s'effectue dans une logique de « casino capitalisme (*casino capitalism*) » où il n'existe aucun lien entre l'effort et la récompense et ce, tout spécialement pour les pauvres. En effet,

If a settlement is not a “host community” today, it may nevertheless turn out to be the custodian of some hitherto hidden resource desired by business tomorrow. And if some indigent people are not construed as stakeholders immediately, they may yet aspire to this happy condition at some point in the future, when the wheel of fortune has turned in their favour. The odds of this happening are probably, in the cold light of business reality, rather slim, but the beauty of the convoluted CSR apparatus is that it continually holds out the possibility that the poor may — one day — get lucky (Sharp 2006, 221).

S'inscrivant dans la même ligne de pensée que Sharp (2006), Marina Prieto-Carrón *et al.* (2006) évitent une évaluation de la RSE dans une perspective d'analyse de rentabilisation de la RSE (*business case for CSR*)¹³ et proposent un agenda de recherche alternatif visant à dépasser les critiques envers les pratiques de la RSE telles que présentement constituées (à l'instar de ce que réalise essentiellement Frynas [2005]). Ces auteurs soutiennent qu'une véritable évaluation de la RSE devrait prendre en considération la relation entre commerce et réduction de la pauvreté, les impacts des initiatives de la RSE, les enjeux de pouvoir entre parties prenantes (*stakeholders*) participant à la RSE et les dimensions de la RSE relatives à

la gouvernance. Ce faisant, il semble que ce texte s'inscrit en continuité avec celui de Frynas (2005) en ce que, s'afférant à accroître les "critères" d'évaluation des initiatives de la RSE, il participe inévitablement à l'élargissement du concept même de la RSE qui était souhaité, mais pas véritablement réalisé par Frynas. Comparativement à certains écrits de ce dernier, la force de ce texte se situe dans sa capacité à proposer un angle concret de développement de la RSE et d'en démontrer la pertinence sans s'investir dans une critique détaillée des initiatives actuelles de la RSE, mais plutôt en éclaircissant les concepts de pauvreté et développement liés inextricablement à des préoccupations sociales locales particulières et à des enjeux de pouvoir dans lesquels s'inscrivent les pratiques de la RSE.

Témoignant de l'évolution du débat entourant la RSE, ces auteurs soulignent que bien que ce dernier traite dorénavant du rôle du commerce face à la réduction de la pauvreté dans les PVD, il est dominé par les perspectives occidentales, soit celles des firmes multinationales, des ONG, des gouvernements, des syndicats et des académiciens américains et européens. Ce faisant, ils soutiennent que le débat devrait être globalisé afin d'incorporer les perspectives du « Sud », c'est-à-dire des perspectives reflétant les expériences de terrain des PVD, puisque si les initiatives de la RSE souhaitent être légitimes, leur contenu et mise en œuvre devraient être adaptés aux particularités de l'endroit où elles sont exécutées. Cette condition semble être intimement liée au fait que, dans le cadre de la relation commerce / pauvreté, nombres d'auteurs affirment l'effet bienfaiteur des activités commerciales envers la pauvreté et le développement sans définir ce à quoi ces deux concepts font réellement référence. Présentant de telles lacunes, la pertinence de ce genre d'analyses devient donc bien difficile à évaluer. De plus, les recherches portant sur les relations entre commerce, croissance économique et qualité / conditions de vie furent quelque peu ignorées dans le cadre du débat entourant la RSE. Afin d'illustrer ces propos, les auteurs soulignent que la prise en compte des violations des droits des travailleurs et de la détérioration des conditions de travail dans les usines approvisionnant les entreprises du "Nord" pourrait largement enrichir la qualité évaluative des effets du commerce en relation avec la pauvreté. Grâce à cette prise en considération "élargie," les impacts du commerce sur le développement peuvent être davantage saisis. Par exemple, les auteurs soulignent que les Nicaraguayennes travaillant dans les plantations de bananes ne peuvent prendre convenablement soins de leurs enfants du fait des longues heures

de travail qu'elles se doivent d'accomplir et que conséquemment, elles doivent retirer leurs filles de l'école afin qu'elles s'occupent de leurs frères et sœurs plus jeunes. Ces observations amènent donc ces auteurs à affirmer qu'un véritable agenda de recherche critique à l'égard de la RSE devrait se pencher en profondeur sur ce que constituent le commerce et la pauvreté ainsi que sur la question du "comment" les divers types de commerce peuvent affecter autant positivement que négativement différents aspects de la pauvreté.

En deuxième lieu, Prieto-Carrón *et al.* (2006) suggèrent le développement d'une nouvelle méthodologie afin de mesurer les impacts des initiatives de la RSE. Pour ce faire, il s'agirait d'établir une méthodologie comparative plus adaptée afin d'examiner la manière dont les initiatives d'une firme multinationale affectent les travailleurs et les communautés dans l'ensemble des pays où elle opère et non seulement dans une région précise. De plus, il serait pertinent de pouvoir évaluer quantitativement les impacts des initiatives de la RSE d'une industrie particulière dans l'ensemble des pays où opèrent ces compagnies. Afin d'être véritablement efficace, cette méthodologie visant l'évaluation réelle des effets de la RSE doit éviter de se dessiner en tant que procédure vérifiant la conformité des initiatives avec leurs objectifs puisque, ce faisant, elle omet les véritables conséquences souvent non prévues de ces activités.¹⁸³ Cette prudence est d'autant plus impérative que les entreprises, les employés et le public (incluant les bénéficiaires des projets de la RSE) ne conçoivent pas les limites des responsabilités incombant aux compagnies de la même façon.¹⁸⁴ En outre, une telle méthodologie évaluative doit considérer les facteurs structurels et contextuels à l'échelle globale qui affectent positivement et négativement les réalisations des instruments de la RSE dans les PVD.¹⁴ Par exemple, les auteurs citent Peter Utting (2003) qui argue que le débat central entourant la RSE a tenté d'ignorer quelques enjeux de développement très importants liés au pouvoir et à l'influence politique des corporations, les effets négatifs découlant de la flexibilité de la main-d'œuvre et de la libéralisation économique, de la volatilité financière liée aux investissements à court terme, des modes de consommation, des pratiques fiscales et des modalités de fixation des prix perverses.

En troisième lieu, les auteurs s'attaquent à la question du pouvoir et de la participation dans le cadre de la RSE. En fait, la RSE étant un espace de contestation au niveau "macro" en ce qu'elle tente de redéfinir les relations entre le marché et l'État, ainsi qu'entre divers acteurs et groupes sociaux, et ce, dans le cadre de la participation décisionnelle, les préoccupations concernant le détenteur réel du pouvoir de décision, les structures de pouvoir implicites à la RSE et de l'identité des interlocuteurs ayant droit de parole dans le débat entourant la RSE sont des questions qu'un nouvel agenda critique se doit de considérer. Alors que le processus décisionnel actuel au sein des initiatives de la RSE est présenté comme réunissant les représentants commerciaux, les ONG et les agences du secteur public afin de trouver des solutions aux défis qui se présentent aux entreprises, il arrive que certaines parties prenantes (*stakeholders*) ne soient pas incluses sur la liste des parties prenantes (*stakeholders*) ou encore ne soient pas physiquement présentes lors des rencontres et forums de discussions. Ces dernières sont souvent des habitants des PVD qui n'ont d'ailleurs habituellement pas vraiment droit de parole dans la société, c'est-à-dire les paysans, les enfants, les travailleurs (les travailleurs domestiques et les femmes plus particulièrement) et l'ensemble des communautés pauvres qui gagnent durement leur vie dans de dangereuses conditions accentuées par la présence des compagnies étrangères (Prieto-Carrón *et al.* 2006, 984). De plus, même dans les cas où ces derniers sont véritablement inclus en tant que faisant partie des initiatives incluant "l'ensemble" des parties prenantes (*multi-stakeholders initiatives*), les relations de pouvoir entre les diverses parties prenantes (*stakeholders*) continuent d'influer la sélection des enjeux qui font l'objet de discussions, les alliances qui sont formées et les succès qui sont identifiés (Dolan and Opondo, 2005). Ensuite, il s'agira de se rappeler que les détaillants, plus particulièrement les supermarchés et les compagnies de marque, utilisent leur pouvoir bien établi afin de transférer les risques et coûts vers le bas de la chaîne productive entraînant du même coup l'absence de considération envers les groupes sociaux dont la voix est déjà socialement marginalisée au sein de leur propre société. Aussi, les auteurs mentionnent que la spécialisation technique en sciences de la nature, et par conséquent l'absence, du moins la faible présence, de spécialistes en sciences sociales entraîne un penchant pour l'exécution d'audits vérifiant la conformité des initiatives de la RSE avec les codes de conduite des compagnies et non pas la prise en compte des véritables conséquences de ces activités de la RSE. Ces réalités poussent les auteurs à recommander que l'agenda de

recherche critique soit basé sur une approche de la RSE centrée sur le respect et la satisfaction des besoins humains et ainsi s'assurer de l'inclusion des points de vue des groupes sociaux habituellement exclus. Cette nouvelle approche méthodologique devrait donc étudier les structures de pouvoir présentes au sein même des firmes et des sociétés dans lesquelles les compagnies opèrent.

En quatrième et dernier lieu, les auteurs portent un regard critique envers « la privatisation de la gouvernance. » La gouvernance se définissant en tant que « [...] sustaining co-ordination and coherence among a wide variety of actors with different purposes and objectives, such as political actors and institutions, corporate interests, civil society and transnational organisations » (Pierre, 2000, p. 3-4; Prieto-Carrón *et al.*, 2006, p. 985), la privatisation de la gouvernance s'entend comme le processus ayant entraîné le fait que le pouvoir politique et la capacité institutionnelle se trouvent de moins en moins enracinés dans les pouvoirs constitutionnels officiels, mais davantage dérivés de la capacité à manier et coordonner les ressources provenant des divers acteurs étatiques comme non étatiques. C'est donc sous l'effet d'un tel courant que société civile et acteurs commerciaux se sont joints dans la mise en forme active d'un cadre régulateur s'appliquant au domaine du développement économique donnant lieu aux initiatives incluant "l'ensemble" des parties prenantes (*multi-stakeholders initiatives*) afin d'en faciliter la mise en œuvre et d'en asseoir l'autorité. À travers ce partenariat public / privé, où les firmes commerciales occupent une position dominante dans cette relation entre parties prenantes (*stakeholders*), c'est-à-dire du fait qu'elles autorégulent leur propre performance sociale et environnementale,

[...] some corporations [...] engage in the very behaviour they publicly repudiate, squeezing their suppliers in developing countries to sell their products at ever lower prices, putting downward pressure on wages and working conditions, engaging in tax avoidance, and lobbying governments to resist social and environmental regulation (Prieto-Carrón *et al.* 2006, p. 985; Chan, 2005; Prieto-Carrón, 2006; Lund-Thomsen *et al.*, 2006).

Ainsi, il semble que l'importance accordée au partenariat public/privé et aux dialogues entre "l'ensemble" des parties prenantes (*multi-stakeholders*) provoque une capture ou une cooptation institutionnelle des gouvernements, des ONG et même de certaines agences des

Nations Unies qui en viennent, consciemment ou inconsciemment, à davantage représenter les intérêts des compagnies privées que ceux des populations. De plus, la RSE souffre d'autres limitations face aux enjeux de gouvernance. Afin de bien en saisir l'essence, il est important d'analyser le rôle de la RSE dans le cadre de la gouvernance en regard des situations spécifiques de chacun des pays concernés. À titre d'exemple, les auteurs mentionnent que la Chine s'inquiète de ce que les mesures de la RSE contribuant à l'amélioration des conditions de travail représentent en fait un stratagème protectionniste envers les exportations chinoises.¹⁵

3.1.4 RSE: Certaines conséquences d'un paradoxe global

Dans la même veine, soit dans le but d'illustrer les effets "collatéraux" de la RSE, et non pas les objectifs "cachés" de celle-ci, ¹⁶ Anna Zalik (2004, p. 402) démontre en quoi l'adoption générale de l'approche développementaliste de l'association et de la participation (*partnership and participative development approach*),¹⁷ plus particulièrement adoptée par Shell depuis 1998, entraîne des contradictions favorables à l'intensification de la violence dans la région du delta et défavorables au développement local.

En fait, l'accentuation de la violence dans le delta ainsi que les scandales concernant le manque de transparence liés au rôle et à implication de Shell et de l'ensemble des activités des corporations dans cette violence reflètent, selon l'auteure, les tendances contradictoires de l'accumulation du capital globale et des divers modes de régulation sociale se rencontrant dans les zones extractives lui étant liés. Ces tendances, étant manifestes dans les préoccupations de sécurité indissociables des pratiques en termes de développement dans le delta du Niger, sont, selon l'auteur, observables dans la double contribution de l'industrie pétrolière aux interventions d'aide internationale et à la violence liée à l'accès aux ressources dans le delta du Niger et ce, depuis la guerre du Biafra. Une fois cette démonstration de nature historique complétée, Zalik s'emploie exclusivement à illustrer en quoi l'approche du développement communautaire (*Community Development [CD]*) et, implicitement, celle du

développement communautaire soutenu (*Sustainable Community Development [SCD]*), adoptées entre autres par Shell, constituent en elles-mêmes un paradoxe à l'atteinte du développement de cette zone extractive sociale qu'est le delta du Niger. Ainsi, selon Zalik, la promotion de la pratique participative, la délégation de la responsabilité étatique et corporative des interventions de développement aux organisations communautaires et non gouvernementales (ONG), l'exode rural et l'érosion du tissu social provoqués par certains aspects des programmes de formation professionnelle fournis par Shell, l'implication à ce processus développementaliste des ONG et des bailleurs de fonds, le caractère plutôt flou des critères permettant d'obtenir cette aide et les compensations rendant ce secteur perméable aux pratiques corruptives, révèlent la nature paradoxale des interventions de développement pratiquées sous l'égide de la RSE dans la région du delta du Niger.

Cette nature paradoxale s'explique plus spécifiquement du fait que l'approche développementaliste s'inscrit dans la logique de l'accumulation du capital globale individualisant la responsabilité sociale, soit le passage d'une société de discipline (basée sur les normes sociales et les sanctions) à une société de contrôle (basée sur l'autodiscipline et sur l'intériorisation des normes sociales dans les habitudes quotidiennes des citoyens)¹⁸⁵. Ce phénomène, que l'auteure qualifie également de "gouvernance postmoderne,"¹⁸⁶ s'est accompagné d'un remplacement du développement des communautés par des compensations destinées aux individus ou à des groupes précis ainsi que de la délégation par l'État et les institutions corporatives des responsabilités à l'égard des interventions de développement aux mains des organisations communautaires et non gouvernementales. En s'adressant individuellement aux personnes et aux groupes sociaux sélectionnés, c'est-à-dire dans une logique concurrentielle, cette approche du développement vient favoriser l'ethnicité de l'organisation sociale nigériane déjà promue par le système institutionnel étatique. De plus, cette stratégie de développement focalise sur le règlement des problèmes dans un effort d'habilitation des communautés et non plus sur les façons d'obtenir réparation, suggérant ainsi un délaissement des formes légales de réclamations faisant place à un système confus où le concept de développement s'enchevêtre avec celui de compensation.¹⁸⁷ Ce système permet donc la pérennité du mode revendicatif de la violence favorable aux pratiques corruptives ainsi que la perpétuation de la mise en œuvre de programmes de formation

professionnelle “modernes” non appropriés au développement local dans un contexte où les *Youths*¹⁸⁸ sont exclus de l’économie pétrolière étatique “modernisée” et où les particularités de l’exploitation pétrolière ne permettent guère aux exploitants de contourner les contraintes physiques et obstacles sociaux propres aux sites d’exploitation. Ainsi, bien que ces programmes éducationnels dispensés dans le cadre de la RSE puissent satisfaire la demande de certains *Youths*, en ce qu’une formation en mécanique, en coiffure, en menuiserie et autres donne l’impression de constituer la voie vers la modernité, le caractère limité de l’économie monétaire de la région entraîne l’exode rural de ces nouveaux diplômés qui ne trouvent point de clients à proximité. Ce n’est donc pas le développement régional et local que favorisent les activités des compagnies dans le cadre de la RSE, mais bien la désertion de la région. Ces paradoxes présents dans le domaine de la régulation sociale sont donc également dus aux exigences divergentes du développement rural local versus celles de l’expansion de l’économie pétrolière “modernisée” tant au niveau national nigérian qu’international.

Non seulement le “terrorisme” régnant dans la région du delta est une conséquence de la logique libérale de l’accumulation du capital globale menaçant le développement de la région selon les termes vus précédemment, mais Zalik démontre que le fait que les groupes revendicateurs puissent dorénavant étendre leurs revendications à l’échelle internationale, et ainsi bénéficier des services efficaces des institutions juridiques libérales non nationales afin de voir leurs droits protégés, est également une conséquence, cette fois en appui au développement, de la pratique de la RSE. À ces effets contradictoires, l’auteur ajoute également que l’augmentation du prix du pétrole, et par conséquent des profits des pétrolières dans une logique conforme à l’accumulation du capital globale, résulte, mais pas exclusivement, des menaces pesant sur l’approvisionnement pétrolier, donc de la violence et des tumultes dans le delta. Ainsi, la logique de la RSE, soit de l’approche développementaliste de l’association et de la participation (*partnership and participative development*), basée sur la favorisation du consentement social et de la stabilité, est en soi de nature contradictoire. Finalement, la conclusion à laquelle nous mènent les propos de l’auteur n’est nulle autre que le fait que

The legal / conflictual and individualised modes of social regulation coexist and at times contradict one another, strongly influenced by the equally contradictory projects of capital accumulation and social compliance with industrial practice (Zalik, 2004a, p. 420).

Précédemment, nous avons fait allusion à la nébulosité du concept de la RSE permettant diverses interprétations de ce qu'implique ce dernier. De plus, nous avons souligné le caractère systémique "autonome" de la RSE en ce qu'elle ne peut se réduire à la simple poursuite des intérêts des entreprises du fait des effets "collatéraux" que sa pratique engendre, s'avérant à la fois positifs et négatifs selon la manière dont la RSE est évaluée, et de la difficile appréciation, de par sa subjectivité, qui en découle. Alors que nous avons, jusqu'à présent, abordé l'évaluation de la RSE en regard de ses effets sur le développement de la région du delta dans sa relation avec les enjeux de développement, la société "pétrolière" nigériane et le contexte sociopolitique mondial actuel, Swanson (2002), adoptant un point de vue plus "corporatif / commercial" présente certaines préoccupations du secteur corporatif que suscite la nébulosité entourant la RSE, tout en spécifiant la direction évolutive de la RSE que semblent suggérer les événements récents dans le secteur pétrolier dans son rapport au développement.

3.1.5 Du point de vue corporatif

Dans un premier temps, Swanson (2002), à l'instar de Zalik (2004a), ne remet pas en question le fait que la RSE est apparue conséquemment aux critiques émises par de nombreuses et influentes organisations de la société civile et autres acteurs tels que les consommateurs de pétrole, certaines institutions financières ainsi que certains gouvernements, suggérant que les compagnies assument davantage de responsabilité face aux impacts que leurs opérations ont sur les populations où elles poursuivent leurs activités. Alors que cet auteur conçoit également l'apport de la globalisation / mondialisation dans l'émergence de la RSE, il met toutefois l'accent sur le développement des télécommunications qui, ayant permis une plus grande visibilité aux ONG, leur permet de faire la lumière sur les activités des pétrolières hors pays. Ce faisant, ces entreprises

deviennent davantage vulnérables aux choix éthiques des investisseurs et consommateurs bien que légalement, les compagnies en question ne soient tenues que de respecter les normes en vigueur dans le pays où sont menées les opérations aux impacts éthiquement discutables. À ce titre, l'auteur mentionne l'exemple du changement de comportement de Shell suite au scandale de la pendaison de Ken Saro-Wiwa (1995) et de huit de ses congénères.

Dans un deuxième temps, toujours selon Swanson (2002), la responsabilisation des entreprises dans le domaine social s'inscrit en extension de celle dont elles furent l'objet concernant le secteur environnemental quoiqu'il semble plus difficile d'établir des façons de mesurer l'implication sociale des entreprises que leurs responsabilités face aux enjeux environnementaux. Afin de pallier cette difficulté, les entreprises tentent de "prouver" leur investissement social par le nombre de projets communautaires réalisés. Certaines d'entre elles vont même jusqu'à se soumettre à des audits en cette matière. Bien que « [s]uch institutionalised processes are essentially providing due diligence that the company is addressing its reputational challenge » (Swanson, 2002) permettant à certains investisseurs d'orienter leurs investissements selon ces critères éthiques, l'ambiguïté évaluative pose une fois de plus la question de la consistance concrète de la RSE. C'est-à-dire « [f]or how much are the companies being held responsible? » (Swanson, 2002). Plus précisément, l'auteur s'interroge à savoir si les entreprises doivent être tenues responsables des effets de la malédiction du pétrole que Swanson décrit en tant que « macro effects of large oil revenues hitting a developing country with a weak government. » Notant que ces phénomènes pourraient subsister malgré l'effort des pétrolières à agir en tant que "bons citoyens corporatifs" à l'intérieur de leurs entreprises et envers les communautés locales, l'auteur souligne: « In this context, building schools arguably can be a mere drop in the bucket compared to the overall effects oil industry activities can have on a country » (Swanson, 2002). Contraintes à cette réalité, les entreprises qui jugent injuste ou impossible d'être tenues responsables des effets de la malédiction des ressources (*resource curse effects*) devraient, selon l'auteur, prendre en mains l'élaboration de l'agenda de la RSE à travers des initiatives communes telles que celle des principes adoptés volontairement portant sur la sécurité et les droits de l'homme (*Voluntary Principles on Security and Human Rights*) (Zalik, 2004). Soulignons toutefois que cette promotion d'instruments de *soft law*, dont

Swanson (2002) se fait l'auteur, est loin de faire l'unanimité. Pour n'illustrer que quelques critiques, mentionnons qu'en raison de leur nature juridique peu contraignante, certains auteurs les considèrent (ainsi que les mécanismes de surveillance leurs étant liés) plutôt comme une forme de « [...] déguisement [voire d'un mal nécessaire] [...] mis en place en guise de compensation envers les pays en voie de développement qui voulaient que des règles obligatoires s'imposent aux FMN » (Veilleux 2005, 61-62; Merciai, 1993; Farjat, 1982). D'autres, les soupçonnent de, justement, contribuer à « [...] rédui[re] les pressions en faveur d'une réglementation internationale uniforme » (Veilleux, 2005, p. 62; Maupain, 2000). Bien que l'argument de nombreuses ONG soutenant que les pétrolières, en tant que principales sources de revenu gouvernemental, sont les institutions susceptibles d'exercer une plus grande influence sur les gouvernements des pays producteurs afin d'en obtenir une action dans le domaine de la gouvernance soit valable et révèle la capacité d'influence des FMN envers les gouvernements, l'auteur semble esquiver cette question. Il soutient plutôt que l'uniformisation des règles auxquelles les entreprises doivent se soumettre permettrait d'éviter le pouvoir discriminatoire de ces mêmes gouvernements qui pourraient être tentés de désavantager les entreprises qui imposeraient de façon unilatérale le respect de certaines conditions sociales, économiques et/ou politiques. Permettant d'éviter cette pression gouvernementale pouvant affecter la compétitivité commerciale des entreprises (par exemple, les gouvernements octroient des contrats aux entreprises n'imposant pas de telles conditions), un autre type d'initiatives existe. Il s'agit d'un partenariat public / privé où des membres de l'industrie pétrolière privée et une/des institution(s) publique(s) internationale(s) de renom s'associent. À titre d'exemple, l'auteur présente le cas du projet pétrolier du Tchad. Alors que ce dernier est le seul cas existant pouvant servir d'inspiration et qu'il ne s'avère point être un succès, puisque le gouvernement tchadien a pu affecter ses premiers revenus pétroliers à l'achat d'armes alors qu'une importante structure encadrant la gestion devait assurer que 80% des recettes gouvernementales soient investis dans des secteurs sociaux tels que la santé et l'éducation, il est par contre évident que ce type de projet permet d'alléger la responsabilité incombant aux seules entreprises. C'est-à-dire que non seulement le sceau de la Banque mondiale apporte la légitimité politique au projet et réduit, par conséquent, le risque pour les entreprises d'en voir leur réputation entachée, mais "the Bank provided invaluable political benefits [to corporations] by diverting the ire of the NGOs from [companies, in the Tchad

case Exxon,] to itself” (Swanson, 2002; Gary and Karl, 2003). La première place au banc des inculpés dans un cas d’échec du projet en termes de développement revient donc à la BM et non plus aux seules entreprises. Cette référence au cas tchadien est d’autant plus intéressante qu’il rappelle et démontre concrètement les propos de Prieto-Carrón *et al.* concernant le fait que diverses institutions vouées au développement en faveur des populations en viennent plutôt à défendre, consciemment ou inconsciemment, les intérêts économiques des entreprises privées.

Finalement, toujours selon des préoccupations de type commercial, et dans un retour à l’analyse de la rentabilisation de la RSE (*business case for CSR*), Swanson se demande à savoir si la RSE constitue un obstacle aux investissements des pétrolières. Bien que certaines compagnies, entre autres Shell, aient affirmé s’être retirées de certains projets conséquemment à la RSE, l’auteur juge que ces décisions ont été prises en regard des risques encourus pour la réputation de ces entreprises plutôt qu’en fonction de la RSE proprement dite. En fait, il croit plutôt que la RSE, à l’inverse, aide certaines compagnies à accomplir des investissements dans des zones “difficiles.” Ceci s’expliquerait du fait, comme le mentionne Anik Veilleux (2005), que la RSE procure une certaine crédibilité permettant aux entreprises de s’investir dans des projets inaccessibles aux autres compagnies dépourvues de programmes de RSE.

3.2 La nature des limitations de la RSE

Dans la première section de ce chapitre, la mise en relations des contributions des auteurs cités nous a permis de saisir que l’agenda actuel de la RSE a des conséquences négatives à la fois pour le développement économique (inégalité, corruption), politique (mauvaise gouvernance et relations de pouvoir) et social (violence et conflits / dissensions) ainsi que des implications idéologiques, idéelles et systémiques lourdes de conséquences (nous faisons ici principalement référence aux propos de Sharp [2006], de Zalik [2004] et d’Idemudia [2009]).²⁰ Selon certains des auteurs étudiés jusqu’ici dans le présent chapitre, la nature

principale des limitations se présentant à la RSE, en tant qu'instrument de développement, se situe au niveau de sa relation avec les enjeux de (mauvaise) gouvernance des PVD.¹⁸⁹ Parmi ces auteurs, Frynas (2005), Prieto-Carrón *et al.* (2006) militent pour l'élargissement de la RSE afin que, dans ce cadre, les entreprises puissent s'adresser aux problèmes à l'échelle "macro,"²¹ soit les effets de la malédiction des ressources pour certains, ou les enjeux de gouvernance (liés aux relations de pouvoir) dans leur globalité pour d'autres tels que Frynas et dont nous entretenons plus longuement et précisément les auteurs Watts (2004a, 2004b, 2004c, 2007, 2008a, 2008b, 2008c), Ikelegbe (2006) et Obi (Nordica Afrikainstitutet, 2001; Institute of South Africa, 2004) dans leur version spécifique nigériane.¹⁹⁰ D'autres, à l'instar de Swanson et Ite, soutiennent que les entreprises ne peuvent assumer de telles responsabilités. Ne cherchant point à analyser lesquels ont tort ou raison, l'analyse des textes précédents a néanmoins souligné que la nébulosité entourant la définition de la RSE n'empêche point le fait que, sous la bannière de cette dernière, les bénéficiaires légitimes du développement ne sont plus les citoyens, mais bien les parties prenantes et que la RSE est elle-même une conséquence de la logique de marché du système international née de la contradiction entre les besoins et le fonctionnement de l'économie marchande pétrolière et les nécessités requises du développement local et national des pays riches en ressources pétrolières. Cette situation entraîne des effets tout aussi contradictoires tels que ceux présentés précisément par Zalik (2004), c'est-à-dire le fait que les entreprises tentent d'exploiter davantage de ressources situées *offshore* afin d'éviter d'être aux prises avec de perturbants et complexes enjeux sociaux (Institute of South Africa, 2004, p. 6; Akpan, 2006, p. 223) et que finalement, des organisations dédiées a priori à la réduction de la pauvreté et au développement chapeautent des projets semblant davantage satisfaire les intérêts de firmes commerciales privées (pétrolières) que combler les besoins des populations accueillant ces projets économiques (nous faisons ici entre autres référence au cas tchadien). Enfin, alors que la nébuleuse question conceptuelle entourant la RSE demeure, que la violence, la corruption et les inégalités présentes à leur paroxysme dans le delta du Niger et à l'échelle nationale nigériane puissent, bien que non exclusivement, leur dynamisme de l'application de la RSE, que la population nigériane est tenue sous le joug de la "mauvaise gouvernance" et que, ce faisant, les développements récents dans les PVD riches en ressources pétrolières démontrent l'incapacité de la RSE à atteindre les objectifs sociaux dont son existence est justifiée, nous

ne pouvons que conclure à la centralité des enjeux de gouvernance (relations de pouvoirs / dimensions politiques) afin non seulement de comprendre la situation affligeant cette région, mais de parvenir à une réelle évaluation des pratiques de la RSE.

3.2.1 La faisabilité politique des solutions proposées; une nécessité?

Toutefois, comme s'est appliqué à le démontrer la section qui précède, selon que l'on adopte le cadre théorique épousé par les penseurs dont les propos fondent la littérature de la *RC*, ou que l'on considère plutôt le cadre d'analyse proposé au chapitre premier de la présente initiative réflexive, les réalités qui deviennent conséquemment apparentes appartiennent à deux « mondes » ; l'un dans lequel la circularité causale étouffe toute possibilité d'intervention que nous décrivons comme « rationnelle » puisque, tel que nous l'avons démontré au deuxième chapitre, l'origine des stimulus susceptibles de faire émerger et de soutenir les initiatives solutionnaires soulevées par les auteurs de la *RC*, tel des réformes institutionnelles (Rosser, 2006), demeure, à l'instar de l'allégorie du destin de la RSE rappelant que dans son cadre les démunis courent toujours la chance de devenir objets d'intérêts commerciaux gage du droit au développement (Sharp, 2006), le fruit d'un hasard. En d'autres termes, la faisabilité politique des éléments de solutions présentés par la théorie de la *RC* n'étant guère considérée, tel que le souligne Rosser (2006), il est bien difficile de comprendre pourquoi ils seraient tout à coup appliqués, respectés et efficaces.

Cette omission de la dimension de la faisabilité politique des solutions avancées chez les auteurs de la *RC*, considérée à l'échelle de ses répercussions sur les débats animant l'application de la RSE provoque non seulement une légitimisation d'un cercle réflexif « vicieux » en ce qu'il fait de l'effet, soit la mauvaise gouvernance, sa propre cause, mais elle engendre la mise à l'écart de certaines lectures de diverses réalités révélant les façons dont la RSE en vient à participer à la violence qui a cours dans le delta du Niger. De ce fait, des éléments explicatifs deviennent insaisissables. À titre illustratif et s'inscrivant dans l'approfondissement de l'exposition des propos soutenus par Wilson Akpan (2006) mettant

en lumière les façons dont certaines pratiques de RSE et leurs conséquences s'imbriquent au cadre régulateur institutionnel de l'industrie pétrolière nigériane, il est exposé que les divergences de traitement des compagnies pétrolières envers les différentes communautés concernées par les opérations de ces compagnies selon qu'elles sont classées en tant qu'*oil well community* (communauté abritant les puits pétroliers), *pipeline community* (communauté dont le territoire est traversé par les oléoducs) et *landlord community* (soit le type de communautés dont le sous-sol renferme les quantités de pétrole exploitées) constituent un ferment de la violence dans cette région du delta du Niger nigérian. C'est-à-dire qu'alors que les premières reçoivent plus d'attention et font davantage l'objet d'initiatives de développement dans le cadre de la RSE que les autres « catégories » de communautés, ces inégalités de traitement entre types de communautés alimentent les rivalités concurrentielles entre ces dernières (Akpan, 2006). Pourtant, suivant les analyses menées et constats soutenus notamment à travers les écrits d'auteurs tels que Paul Collier (2007), ce dernier et Anke Hoeffler (2004, 2005a, 2005b) et Richard M. Auty (1997) il est, sous diverses formulations basées entre autres sur des équations économétriques, probabilitaires et statistiques, convenu que la diversité ethnique est source de conflits en présence de ressources naturelles exploitables. Ainsi, cette concurrence entre « communautés » pourtant guère singulièrement causée par la divergence d'appartenances ethniques, demeure lisible qu'à travers une conception ethnique des différends évacuant concurrentiellement l'implication d'une des dimensions de la RSE à cette concurrence au visage sporadiquement, pour ne pas dire tristement fréquemment, violent.

Tout comme nous l'avons soulevé dès le deuxième chapitre de cette recherche, il ne s'agit guère d'exclure ou encore d'isoler un ou des facteur(s) fautif(s) qui serai(en)t présenté(s) chez la théorie de la *RC* pour en proposer un ou quelques autre(s) tout aussi singulièrement considéré(s), mais plutôt de démontrer l'interdépendance factorielle, seule habilitée à rendre perceptibles et compréhensibles les divers angles de l'imbrication de la RSE aux violences et, inséparablement, à la mauvaise gouvernance informant notre analyse.

3.2.2. L'apport notable de Michael Watts: Les espaces « gouvernables »; ordre ou désordre?

Suivant cette même ligne de pensée, nous ne nions en rien que l'ethnicité se révèle un facteur de segmentation identitaire présent au sein de la société dite nigériane¹⁹¹ sur lequel s'arriment certaines des confrontations concurrentielles visant l'accès aux ressources et à leur ruissellement financier, mais tenons à souligner que si l'on ne considère que cet aspect dissensionnel décontextualisé, les comportements suivant ou non ce mode de clivage sont implicitement conceptualisés comme conséquents d'une criminalité infuse basée sur une rationalité propre à l'*homo oeconomicus* dont la règle première demeure la recherche du gain. Nous référant plutôt à notre cadre d'analyse et, plus particulièrement, à la pétroviolenace qui s'entend comme les différentes formes de violence historiquement structurées par et structurant les objets de dispute que sont la nation, la citoyenneté et l'ethnicité restructurés à la fois par la violence environnementale¹⁹² entraînant également une violence politique¹⁹³ et dont les divers aspect de cette définition sont, tel qu'observé au cours des deux chapitres précédents, saisissables à travers les concepts éloquentes que sont le pétrocapitalisme, le pétrole impérial, l'État pétrolier et, non pas le moindre, le complexe pétrolier, nous concevons que le texte de Michael Watts « Resource curse? Governmentality, oil and power in the Niger Delta, Nigeria » (2004), vient démystifier l'aspect des comportements (revirements et allégeances parfois multiples et contradictoires pour un même individu) d'acteurs paraissant infidèles à la logique de l'ethnicité et ainsi, pouvant paraître contradictoire et facilement réductible à un opportunisme, voire une avarice, suivant la thèse de la RC. Non seulement ce texte réussit avec brio cette démystification, mais nous inspire, à l'instar de ce que Watts réalise face au capitalisme pétrolier et à l'aune des propos de Wilson Akpan abordés précédemment, à considérer, à notre tour, en quoi les politiques et pratiques de RSE accentuent, « [...] from the realities of forms of rule and political authority into which it is inserted, specific sorts of what [Watts] [...], following Rose, call "governable space" (that is a specific configuration of territory, identity and rule). » (Watts, 2004b, p. 53).

Selon Watts (2004b), le postulat de la prédisposition à la prédation, que cette dernière soit directement et/ou implicitement basée sur l'ethnicité à travers les concepts de *rentier effect*, de *repression effect*, de *modernization effect*, ou encore notamment sur le degré de

potentialité (facilité) d'une ressources à se faire piller, voir son transport obstrué ou sur son état d'isolement géographique (Ross, *in* Ballentine et Sherman, 2003), appartenant aux penseurs de la *RC* rend, comme nous l'avons démontré à maintes reprises, imperceptible le rôle des compagnies pétrolières transnationales et la forme de capitalisme engendré par le pétrole ou, en d'autres termes, par l'enclave extractive. Notons d'ailleurs qu'il s'agit d'éléments auxquels nous avons ajouté, suivant la présente recherche, le rôle inextricablement lié de la RSE.

Pour les besoins de nos analyses, l'apport de ce texte de Watts réside cependant, non pas spécifiquement dans son dialogue avec certaines des thèses se trouvant au cœur de la *RC*, mais dans le fait qu'il permet de porter une attention particulière à la variété des types de violence dynamisés à travers la présence du pétrole via la compréhension qu'il présente de la relation constante que cette richesse pétrolière exploitée (le pétrocapitalisme oeuvrant à la dynamisation du complexe pétrolier déjà vu en détail au chapitre premier) entretient avec trois des espaces gouvernables nigériens; la chefferie, l'espace de l'ethnicité et la nation (*chieftainship, space of indigeneity and the nation*) qui souvent, et ce pour ne pas dire nonobstant le point vu théorique adopté, sont associés aux conflits et à la violence dans cette région. Ainsi, Watts parvient à démontrer en quoi les ressources, la territorialité et l'identité, soit l'imbrication de ces trois éléments constituant ces trois espaces gouvernables, peuvent, dans ce cadre « pétrolier », constituer des principes à la fois d'ordre et de désordre s'insérant dans la genèse et la réactualisation des violences associées à ces divers types d'espaces gouvernables, ou plutôt ingouvernables, en ce que « [e]ach scale – each governable space – [...] curiously work against, and often stand in direct contradiction to, one another » (Watts, 2004b, p. 54). L'opposition destructrice, mais à la fois co-constitutive, dont il est question s'explique dans un premier temps en ce que le ruissellement des revenus pétroliers s'organisant selon un principe de déclinaison allant du centre (Abuja, entité fédérale) vers les divers États et *local governmental areas (LGA)*, espaces en eux-mêmes disputés à travers des subdivisions identitaires (les chefferies, les groupes ethniques, les groupes d'âge, les classes socioéconomiques, etc.) se chevauchant bien souvent, l'ensemble de ces espaces se dispute donc sous des angles identitaires, territoriaux et matériels, soit autour d'enjeux inévitablement inter-reliés sur lesquels la société nigérienne s'est historiquement organisée¹⁹⁴.

Cette balkanisation de la « nation » nigériane selon des « critères » toujours plus pointus et rejoignant toujours de plus étroits segments de la population fait non seulement craindre l'implosion de plus en plus probante de la nation nigériane selon qu'elle entraîne ce qui semble être une exponentielle subdivision dont les parties s'affrontent afin d'être davantage représentées aux divers paliers institutionnels étatiques et ainsi avoir accès aux revenus pétroliers, mais également selon la logique conflictuelle qu'elle cultive entre ces espaces gouvernables qui, dans un jeu à somme nulle, voient leur légitimité respective menacée devant la reconnaissance de l'autre. Ce sabotage ne s'opère pas simplement dans les relations liant ces espaces gouvernables entre eux, mais à l'intérieur même de ces espaces. C'est-à-dire que concrètement, prenant toujours le contexte régnant dans la région du delta du Niger en exemple, et plus spécifiquement l'espace de l'ethnicité, soit les politiques de mobilisation ethnique en tant que base du nationalisme civique¹⁹⁵, certains groupes se revendiquant de constituer une ethnie risquent de se confronter afin d'être majoritairement représentés au sein des divers paliers gouvernementaux qui, rappelons-le, furent eux-mêmes créés dans une logique de différenciation ethnique historiquement accentuée d'inégalités socioéconomiques et sociopolitiques avant l'ère pétrolière nigériane¹⁹⁶. À un troisième échelon, soit celui de l'espace de la chefferie définie comme l'espace de rencontre entre les politiques des *Youths*¹⁹⁷ et de l'autorité gérontocratique à l'intérieur de communautés « productrices » de pétrole, il survient que les groupes de *Youths*¹⁹⁸ (se revendiquant parfois de représenter davantage la communauté (chefferie), l'ethnie, etc.) s'interposent entre les compagnies pétrolières, leurs partenaires d'affaires « locaux »¹⁹⁹ des secteurs secondaire et tertiaire (ex. compagnie de construction, etc.), les agents de liaison de ces pétrolières (existant pour établir des relations de confiance avec les communautés dites pétrolières) et les chefs (aînés) des communautés. Ces mêmes groupes de *Youths* peuvent également se présenter soit à titre d'agents de protection pour les pétrolières envers des chefs qu'ils considèrent (à tort ou à raison – l'objectif n'étant guère de juger la légitimité des actions posées par les acteurs) corrompus et représentant plutôt faussement les intérêts communautaires, soit à ce même titre, mais pour le compte d'un chef ou encore d'un responsable gouvernemental œuvrant aux diverses échelles étatiques, rival à celui dont la légitimité, fiabilité ou fidélité (que ce soit sous des modalités licites ou illicites) est remise en doute²⁰⁰, soit indépendamment de l'ensemble des chefs et des compagnies ou, encore, directement à titre d'agents de liaison évinçant, de ce fait, tout

interlocuteur entre eux et les divers lieux de gouvernementalité institutionnalisés (paliers de gouvernement central, étatique, local) et/ou les firmes pétrolières et leurs partenaires commerciaux locaux.²⁰¹ L'évolution de ces groupes de *Youths*, qui dans un premier temps sont parfois directement recrutés par des responsables administratifs et/ou politiques nigériens sollicitant leurs services d'intimidation ou autres violences à des fins politiques, les amène, une fois mis à pied par leur « employeur », à user de menaces, d'extorsions, de violences et autres stratégies envers les pétrolières et le gouvernement indépendamment de ces liens rompus.²⁰² Toutefois, bien que « [l]es cibles de ces milices (plates-formes et terminaux pétroliers, pipelines, armée fédérale) et leur méthodes (enlèvements contre rançon d'employés et d'expatriés des compagnies pétrolières, siphonage des pipelines et, depuis 2006, attentats à la voiture piégée) leur permettent de prélever de force aux compagnies pétrolières et à l'État ce qu'elle ne peuvent avoir par des moyens légaux [et que, dans un tel contexte,] [l]e recours à la violence apparaît être l'unique moyen de pression sur le gouvernement et les compagnies pétrolières » (Fourchard et Soares, 2007, p. 16), les violences n'ont pas seulement pour cible ces entités puisque ces organisations étant « [...] divisées, les rivalités pour leur leadership [et les territoires « à occuper »] sont [notamment] aiguës » (Fourchard et Soares, 2007, p. 16). L'objet de la présente recherche n'étant point de juger la légitimité ou non des exigences des divers groupes revendiquant l'accès aux retombées financières de l'exploitation pétrolière, nous ne pouvons toutefois ignorer les dynamiques intra et inter espaces gouvernables évoluant en présence d'inégalités socioéconomiques accrues, d'insécurité omniprésente, d'un état de paupérisation persistant pour la majorité des gens habitant la région du delta du Niger donnant lieu, sans surprise, à des comportements risquant d'être perçus comme découlant d'un simple penchant opportuniste. Du même coup, ces tendances amènent, non singulièrement, les gens à cultiver une certaine méfiance envers tous et chacun qui, soumis à ou encore entourés de (avoisinant) cette même précarité, deviennent à la fois sources et victimes de cette instabilité insécurisante. Ainsi, considérant ces diverses ramifications liant plusieurs niveaux d'analyses, il devient compréhensible que les principes qui dans un premier temps apparaissent constitutifs d'ordre, soit l'ethnicité en lien avec la répartition territoriale et matérielle, instituent à la fois, ou sinon plutôt, des préceptes de désordre.

3.2.3 Le déploiement de la violence à travers la RSE vécue dans le delta du Niger

Nous intéressant plus spécifiquement au rôle de la RSE, nous considérons, par ricochet, comment la RSE s'insère dans ces principes co-constitutifs d'ordre et de désordre. Ainsi, tel que l'on peut le percevoir à l'aune des propos précédents tirés des écrits de Michael Watts (2004b), les activités des compagnies pétrolières faisant partie du complexe pétrolier constituent un défi pour les formes d'autorité communale coutumière, les relations interethniques et les institutions étatiques locales, étatiques et fédérales du fait, principalement, des disputes ayant pour objets des questions territoriales qui sont opérées via de nombreuses formes d'agitation et de mobilisation populaire. Toujours selon Watts et suivant également Cyril I. Obi, ces luttes politiques sont animées par le désir d'avoir accès, souvent (quoique non exclusivement) frauduleusement, aux rentes pétrolières par l'entremise des compensations financières versées par les compagnies ainsi qu'au moyen de la création de nouvelles institutions locales et/ou régionales garantes de l'accès aux revenus pétroliers.²⁰³

En effet, en présence des politiques et pratiques de la RSE, l'aspect illégal de ces efforts citoyens du delta du Niger est effectivement à nuancer puisque, tel que le rapporte Wilson Akpan, les compagnies pétrolières « [...] adopt conceptual tools – such as the terms 'community'[,][...] 'settlement'²⁰⁴ [, 'oil well community', 'pipeline community' and 'landlord community']– in their CSR administration [...] to moderate community spending » (2006, p. 234-235). De ce fait, les groupes intéressés s'efforcent de prouver leur appartenance à l'un de ces concepts, de préférence à celui donnant le plus de légitimité à leurs revendications selon ces termes commerciaux. Inspirés des propos tenus par Anna Zalik (2004a), nous convenons que ce type de gouvernance s'opérant à travers la RSE et la force définissant de cette espace de gouvernementalité²⁰⁵ suggère un délaissement des formes légales de réclamations envers l'État faisant place à un système confus où le concept de développement s'enchevêtrant avec celui de compensation favorise la pérennité du mode revendicatif de la violence notamment favorable aux pratiques corruptives et susceptibles d'ébranler les formes de légitimité sociale selon lesquelles s'organisent initialement, soit en l'absence des enjeux pétroliers, ces groupements humains.

Considérant l'ensemble des enjeux soulevés chez les auteurs traitant des politiques et pratiques de la RSE relatifs aux enjeux de développement abordés en première partie de ce chapitre, force est de constater que ces dernières évoluent au cœur des relations de pouvoir reconfigurées par le pétro-capitalisme et la pétro-violence qui l'accompagne. En fait, c'est au centre de ces relations de pouvoir donnant lieu à diverses constructions, se révélant à la fois déconstructions, identitaires que s'inscrit, s'est pensée et se pense actuellement la RSE. S'insérant dans l'ensemble de ces dynamiques, la RSE, revêt à la fois l'habit du coupable et de la victime. La prise en compte de cette réalité démontre que le principe se trouvant à la base même de la RSE, soit la conception selon laquelle le développement est conçu non pas comme un droit accessible à tous découlant du fait d'être citoyen ou citoyenne mais plutôt comme un droit contractuel entre les communautés en lien avec la présence de ressources pétrolières et les entreprises pétrolières (Sharp, 2006), ne peut qu'envenimer les tensions découlant d'inégalités socioéconomiques et sociopolitiques dont est globalement empreinte l'organisation et la construction sociohistorique nigériane et ce, tant dans ses relations intra qu'extra-étatiques. Le développement s'inscrivant comme monnaie d'échange, nous ne pouvons que convenir de l'effondrement de la cohérence de l'édifice de la RSE en tant que solution aux enjeux de développement. Loin d'être solutionnaire, elle se révèle plutôt incendiaire dans le cas étudié ici. Ainsi, alors que Michael Watts affirme, à propos du rôle mis en scène des *Youths* à travers la RSE, que « [t]he governable subject is *de facto* a sort of company employee, and cultural categories serve as the form by which th[e] [...] company rule is experienced – violent youth groups – but in a way that renders the space increasing *ungovernable*. » (2004, p. 66), le portrait global de la situation révélant l'ampleur des ramifications dynamisées à travers le prisme pétrolier, rend cette citation applicable à de nombreuses, pour ne pas dire l'ensemble, des factions organisationnelles de la société nigériane touchées par les opérations des pétrolières. À titre d'exemple, soulevons simplement que dans le cadre des *multi-stakeholder initiatives* visant l'inclusion de toutes les parties concernées par la gestion des activités pétrolières, « [...] some stakeholders are often missing from the lists of stakeholders, or physically absent from stakeholders' meetings and forums. They are precisely those in developing countries who do not normally have a voice in society: farmers, children, workers—especially home based workers and women

workers—and all in poor communities who toil under harsh and dangerous conditions exacerbated by the presence of foreign businesses. Even if these groups occasionally have a voice in multi-stakeholder initiatives, ‘power relations between stakeholders continue to shape the issues that are raised, the alliances that are formed and the successes’ that are identified.» Ce faisant, alors que ces initiatives de gestion multilatérales se veulent favorables à une « bonne gouvernance », elles participent, à la lumière des propos précédemment cités, soit aux inégalités dont elles se révèlent être à la fois partie et théâtre, au caractère ingouvernable de cet espace et, conséquemment, à la pérennité de la violence par laquelle s’exprime l’animosité cultivée à travers ces injustices et dimensions souvent ignorées dans un sillon important de la littérature entourant la RSE. Souhaitant éviter de commettre ce même type d’omission, c’est-à-dire que définissant la violence sous le concept de pétroviolence, recouvrant implicitement celui, entre autres, de bioviolence, autant que la mauvaise gouvernance lui étant co-constitutive, et ce, selon la nécessité soulevée par Prieto-Carrón *et al.* (2006) de bien définir les objets de mesure sur lesquels s’appuient l’analyse afin d’en garantir la fiabilité, nous sommes davantage en mesure d’évaluer les multiples facettes des impacts des pratiques et politiques de RSE dans le contexte accablant la région du delta du Niger.

Conclusion

Enfin, actualisant la façon dont la violence est théorisée à travers la considération de la pétro-violence et plus particulièrement de la bio-violence, tel que nous l'avons exposé dans le chapitre premier de cette recherche, nous parvenons à saisir la subtilité avec laquelle la force de la gouvernementalité de la RSE conjuguée à la faiblesse de cette dernière chez l'État pétrolier nigérian (notamment à travers le flou juridique entourant la question des compensations) acerbe la bio-violence opérée via certaines pratiques et conceptions idéologiques berçant la RSE qui, elle, évolue au cœur du complexe pétrolier dynamisé par le pétro-capitalisme et, implicitement par le pétro-impérialisme. En d'autres termes, l'amalgame de ces concepts nous assurant une compréhension multidimensionnelle de ce que l'on entend par « mauvaise gouvernance », de sa construction à travers le temps et des acteurs y étant impliqués, l'exacerbation du racisme déjà vécu via l'ethnicité de l'organisation sociale nationale nigériane, l'accentualisation du processus d'exode rural lié à l'urbanisation effrénée des pôles urbains déjà en proie au « mal-développement »²⁰⁶ et la force quasi non-réversible de la bioviolence s'opérant déjà, mais également renforcée par la RSE, amenant les gens qui en sont la cible à penser leur façon de vivre et de se définir en des termes identitaires²⁰⁷ et professionnels modernisés²⁰⁸ sous l'effet de la RSE, deviennent non seulement saisissables, mais démontrent, une fois de plus, la conséquence néfaste de l'accentualisation des principes segmentaires divisant la société nigériane de la conception du droit au développement monnayable constituant le socle idéologique sur lequel repose l'édifice entier de la RSE.

CONCLUSION

En somme, cette compréhension du rôle redynamisant de la RSE face à la « mauvaise gouvernance » et aux diverses formes de violence qui en sont à la fois conséquences et stimuli, non seulement sur les plans idéal et idéologique, mais en regard des enjeux « concrets » de la participation de la RSE aux violences, permet de conclure que la considération des relations de pouvoir est essentielle à l'analyse des impacts réels et multidimensionnels de la RSE. D'ailleurs, ce n'est qu'en menant ce type d'analyse globale que l'on parvient à des propositions solutionnaires s'attardant non pas aux effets des facteurs problématiques identifiés, soit la RSE dans le cas qui nous occupe, mais à leurs causes. Repenser la RSE, soit les idées et idéologies dont elle se révèle porteuse et, par ricochet, les termes de son applicabilité, devient non simplement possible, mais vecteur d'espoir. Contrairement à ce que les réflexions s'inscrivant dans les termes de la *RC* proposent, s'ouvre donc un univers des possibles quant aux modifications de la RSE afin qu'elle puisse ainsi, et aux diverses échelles où elle intervient, s'harmoniser avec des initiatives politiques locales et globales s'adressant de pair aux sources de la « mauvaise gouvernance ».

Ce dernier phénomène se saisissant à travers la présente recherche par l'entremise des concepts de complexe pétrolier, de pétro-capitalisme, d'État pétrolier, de pétrole impérial, de pétro-violence et de bio-violence, nous réalisons que contrairement à ce que propose l'article « *Multinationals and Corporate Social Responsibility in Developing Countries: A Case Study of Nigeria* » de Uwem E. Ite (2004), la question qui se pose n'est ainsi pas de déterminer si ce sont les États ou les entreprises qui sont responsables de la « mauvaise gouvernance ». Il s'agit plutôt, tel que nous l'avons soulevé au cours du dernier chapitre, d'analyser comment se déploie la violence à travers l'application et le concept même de RSE afin d'être en mesure de comprendre les diverses formes épousées par cette violence et, concurremment, d'ainsi saisir en quoi cette participation de la RSE à diverses dimensions de la violence est redevable au contexte de « mauvaise gouvernance » dont, tel que nous l'avons démontré, non seulement la RSE s'inscrit tant en tant qu'effet que cause, mais dont de nombreuses dynamiques impliquant

d'aussi innombrables acteurs intervenant tant aux niveaux local, national qu'international sont parties. Ainsi, le cadre d'analyse proposé et opérationnalisé dans la présente recherche, influencé de plusieurs auteurs dont principalement Michael Watts, Michel Foucault et Cyril I. Obi, assure notamment la prise en compte de l'examen de l'ensemble des ramifications des luttes entre les diverses forces et acteurs pour l'accès aux ressources et la façon dont la violence se définit, se déploie et se reproduit à travers ces luttes. En fait, tel que nous le soutenions dans un autre texte, ce n'est également qu'à ces conditions que l'on saisit la complexité du système de l'accumulation pétrolière s'opérant à l'intérieur comme à l'extérieur du control étatique et caractérisé par la fluidité des frontières entre « classes », l'anonymat des intérêts « acquis » et le rôle central du capital étranger et des institutions financières dans les réseaux d'extraction, d'accumulation, de distribution et d'échange entourant les richesses pétrolières.²⁰⁹

Ce cadre d'analyse permettant de peindre un tableau plus exhaustif des facteurs mis en cause dans l'analyse des violences et de la paupérisation affligeant les habitants de la région du delta nigérian a donc également rendu possible la démystification historique des constatations émises par la *RC* qui, rappelant des tendances pathologiques, semblent avoir également favorisé la conceptualisation de solutions à la « mauvaise gouvernance » qui émaneraient tout aussi subitement et « naturellement » en niant, tel que démontré au cours du deuxième chapitre, l'étude de la faisabilité politique de ces mêmes pistes solutionnaires. Ainsi, l'ensemble des facteurs les plus communément dénoncés comme ferments de la « mauvaise gouvernance » chez les auteurs de la *RC*, que l'on pense à : la porosité des sphères publique et privée; à la faible légitimité accordée aux autorités; à la mince autorité de l'appareil étatique avoisinant une *jurisdiction* des plus étendues de ce même État; à la faible taxation imposée par les autorités qui indépendamment de ces sources de revenus peuvent puiser à mêmes les revenus pétroliers; à l'absence d'un savoir technique de gestion des affaires publiques; ou encore à l'absence d'un lien d'imputabilité entre gouvernés et gouvernants, (qui serait dû à l'absence d'une menace extérieure comme stimuli à une relation de confiance entre armée et population qui accepterait ainsi de plein gré son financement par le biais de l'instauration d'un système de taxation qui évoluant à travers le temps serait gage de ce lien d'imputabilité), pour ne nommer que ces exemples, sont plutôt compris en tant que phénomènes inter-reliés,

prenant racines à travers de multiples dynamiques dont les séquences temporelles comptent également au chapitre des vecteurs de développement de la réalité d'aujourd'hui.

Conscients de la distance subsistant entre le type d'analyses dont s'inspire notre cadre d'analyse et celui que proposent les auteurs liés de près ou de loin à la thèse de la *RC*, nous nous sommes évertués de démontrer en quoi les propos soutenus par la *RC* comportent des lacunes analytiques qui, une fois la nature des débats au sein de la RSE connue, nous font réaliser que l'état des débats actuels entourant la RSE fait écho à ces mêmes lacunes décelées chez la *RC* qui révèlent une version techniciste du phénomène de gouvernance sans prendre en compte l'enracinement multidimensionnel et historique des facteurs qu'elle dénonce. Suivant cette dernière conception et à l'instar de ce que dénonce Frynas dans son texte intitulé « *The False Developmental Promise of Corporate Social Responsibility: Evidence from Multinational Oil Companies* », de nombreux auteurs apparentés à la *RC* orientent leurs propos de façon à ce que « [...] the CSR discourse appears to have marginalized debates on governance [compris tel que décrit à travers la présente recherche] and macro-level solutions to complex society-wide problems. » (Frynas, 2005, p. 598).

Cette dernière constatation faite et revenant à notre question de recherche qui va comme suit: « En quoi les enjeux relatifs à la *RC*, tels qu'illustrés à travers la compréhension de la violence actuelle accablant le delta du Niger, éclairent et enrichissent-ils les débats entourant la RSE? », nous sommes en mesure de conclure à la confirmation de notre hypothèse de départ puisque c'est à travers une discussion entre auteurs critiques de la RSE, éclairée de l'analyse de l'évolution des dynamiques de pouvoir dans le cadre de l'histoire nigériane touchant la réalité du delta du Niger, que les analyses démontrent en quoi la RSE, tant son efficacité que son évaluation, souffre des limitations découlant de certaines lacunes analytiques dénotées chez la thèse de la *RC* dont le socle est une conception techniciste de la gouvernance. Ainsi, l'étude de l'ensemble de ces littératures, dévoilant conjointement le caractère polysémique de la gouvernance, suggère, via la mise en relation de ces dernières sur un tableau de fond analytique de la violence vécue dans le delta, une discussion autour du concept de gouvernance qui, suivant notre analyse, permet de démystifier et d'ainsi surmonter

« l'impasse » des débats portant sur la RSE. En effet, à l'aune de cette « impasse », consistant à dénoncer la faute de la « mauvaise gouvernance » tout en proposant des « solutions », ou du moins des vecteurs d'amélioration, complètement disparates tant par leur nature que par les acteurs qu'elles visent, notre hypothèse s'avère juste. Cette justesse s'explique du fait que par l'entremise de nos recherches visant à comprendre la violence actuelle accablant le delta du Niger, les enjeux relatifs à la RC, qui ne sont ici plus nécessaires d'être spécifiés, nous ont amenés à mettre à nu la diversité des dynamiques de pouvoir, des formes de violence et des acteurs participant à la « malédiction des ressources » ainsi que la nature historique de ces réalités politiques qui nous sont, par conséquent, apparues en tant qu'explications de la faiblesse de la gouvernance et, concurremment, nous ont permis de saisir la véritable teneur des limitations de la RSE.

Enfin, bien que la présente recherche parvienne à dépasser ce que nous avons qualifié d'« impasse » au sein des débats critiques entourant la RSE, il semble que l'influence de la pensée de la RC soit toujours d'actualité dans les milieux académiques tant que chez les chercheurs œuvrant au sein d'entreprises, d'organisations sans but lucratif, d'ONG, que du secteur public ou d'autres acteurs du secteur privé s'intéressant à la responsabilité sociale des entreprises. En effet, malgré les propos soulevés par Marina Prieto-Carrón *et al.* (2006) ayant trait à la considération des enjeux de pouvoir entre parties prenantes visant une évaluation critique et réelle du « [...] modèle d'organisation [évalué par certains auteurs comme étant] horizontal et démocratique [, ces mêmes auteurs continuent de soutenir que ce dernier] [...] préconise la participation de toutes les parties prenantes dans le processus décisionnel, contrairement au modèle classique de gouvernement qui se v[oudrait] vertical et hiérarchique.» (Veilleux, 2005, p. 67; Moreau Desfarges, 2003). À l'aune des inégalités régnant entre parties prenantes, soit à l'égard du droit de parole dans le débat entourant la RSE, de l'inclusion et l'exclusion de certains acteurs à la liste dressée des parties prenantes ou encore des absences aux rencontres et forums de discussions d'acteurs qui, « étrangement », sont souvent des habitants de pays en voie de développement (PVD) qui n'ont d'ailleurs habituellement pas vraiment droit de parole dans la société (Prieto-Carrón *et al.*, 2006, p. 984) alors que même dans les cas où ces derniers sont véritablement inclus en tant que

faisant partie des initiatives incluant « l'ensemble » des parties prenantes (*multi-stakeholders initiatives*), les relations de pouvoir entre les diverses parties prenantes (*stakeholders*) continuent d'influencer la sélection des enjeux qui font l'objet de discussions, les alliances qui sont formées et les succès qui sont identifiés (Dolan et Opondo, 2005; Prieto-Carrón *et al.*, 2006)²¹⁰, il est plutôt difficile de croire que tel que le soutiennent « [...] certains auteurs, la solution se trouve au sein des nouveaux partenariats mis en place entre les acteurs publics et privés qui émergent autant sur la scène nationale qu'internationale. » (Veilleux, 2005, p. 67). En effet, de la même manière dont nous avons décelé le manque de prise en compte de la faisabilité politique des initiatives proposées par la RC afin de pallier les obstacles au succès des initiatives de RSE ou, en d'autres termes, de s'attaquer aux facteurs de la « mauvaise gouvernance », nous considérons qu'une conception idéalisée des initiatives des parties prenantes multiples est véhiculée à travers le discours de ces auteurs s'intéressant à la RSE.

Ce penchant présent dans les débats critiques dont l'objet est la RSE et reposant sur une même conception institutionnelle et techniciste de la « mauvaise gouvernance » empruntée à la RC ne fait d'ailleurs que difficilement de doute à la lecture de la contribution d'Anna Zalik « The Peace of the Graveyard: the Voluntary Principles on Security and Human Rights in the Niger Delta » (2004b). Ce texte analysant la relation problématique existant à la source même de l'entreprise visant la convergence des intérêts publics et privés à celle qui s'opère conjointement au niveau des enjeux de développement et de sécurité via les principes volontaires sur la sécurité et les droits humains (*Voluntary Principles on Security and Human Rights*), démontre qu'à travers ces derniers, c'est la juxtaposition des intérêts des communautés résidants dans le delta du Niger à ceux de l'industrie pétrolière qui est poursuivie. En outre, et sans prétendre au résumé de l'ensemble des propos contenus dans ce texte, il y ait démontré que c'est sous le chapeau de telles initiatives que les communautés intégrées à l'industrie pétrolière (*host communities*), soit par le développement auxquelles elles ont droit suivant l'appellation qui leur ait attribuée par les pétrolières selon leurs relations aux ressources exploitées (on parle ici des « *host communities* » qualifiées de « *pipeline/impact/transit communities* » et de « *flow-station communities* ») ou soit à travers le rôle d'agents de liaison ou encore d'agents de sécurité qui est assumé par leurs membres, en

viennent qu'à absorber les risques de la violence sociale, politique, économique liés à l'exploitation pétrolière en ce que leur destinée est de près liée aux bénéfices qui leur sont versés en période d'accalmie ou encore à ceux qu'elles touchent lors d'éclatement de violence dont les pétrolières sont l'objet. Ce faisant, et tel que le présentait Augustine Ikelegbe dans son article « The Economy of Conflict in the Oil Rich Niger Delta Region of Nigeria » (2006), on comprend bien que les communautés habitant le delta du Niger sont à la fois dépendantes et stimulatrices de l'« économie de conflit » dont elles souhaitent également l'extinction, nonobstant que grâce au chapitre écrit par Zalik (2004b), on saisit en quoi les « nouvelles initiatives de RSE » comptent parmi les instruments par lesquels le système de violentes revendications, lié au contexte idéologique sous-jacent à la RSE selon lequel ce n'est non plus en tant que citoyens mais plutôt en tant que parties prenantes à une relation commerciale que les gens ont droit au développement, est alimenté et ainsi perpétué.

L'influence des lacunes présentes chez les approches basées sur la *RC* ne se fait pas seulement sentir au sein des principes volontaires sur la sécurité et le développement adoptés par l'industrie pétrolière œuvrant en milieu deltaïque nigérian, mais également à l'échelle de certaines initiatives promouvant la transparence financière dans les rapports entre entreprises pétrolières et États pétroliers. C'est-à-dire qu'en mettant l'accent sur l'aspect de la transparence des revenus versés aux gouvernements par les entreprises des secteurs extractifs, transparence qui se veut être garantie par des normes institutionnelles respectées par ces mêmes entreprises, ce type d'initiative fait écho à une conception plus techniciste de la gouvernance que l'on retrouve chez les auteurs apparentés à la thèse de la *RC* proposant des « solutions » sans peser le poids du contexte politique dans lequel ces règles s'appliquent et leur insuffisance en des termes solutionnaires face à la « mauvaise gouvernance ». Ici, ce que nous qualifions d'insuffisance fait par conséquent référence au fait que bien que les entreprises voient ainsi leurs images « redorées », non seulement il existe d'autres canaux par la voie desquels ces mêmes acteurs peuvent contourner ces règles, mais ce type de mesures ne s'attardent en aucun cas à la piètre relation d'imputabilité régnant entre « gouvernés » et « gouvernants » qui, ces derniers, pour et par diverses ramifications, dont nous avons exposé les diverses composantes actuelles et historiques à travers cette recherche, contribuent au

maintien de multiples réalités s'inscrivant en tant que facteurs du contexte de « mauvaise gouvernance » qui persiste notamment au sein de la société nigériane. Une fois de plus on semble davantage s'attarder à l'effet qu'à la cause.

APPENDICE A

NOTES

¹ Au Nigéria, Shell changera de nom à trois reprises. Lors de la première découverte pétrolière, elle était connue sous *Shell D'Arcy*. En avril 1956, elle devient *Shell-BP Petroleum Development Company of Nigeria Limited*. Depuis décembre 1979, la compagnie porte le nom de *Shell Petroleum Development Company of Nigeria (SPDC)* (Shell Nigeria).

² Le delta du Niger dit « politique » est composé des États situés au cœur du delta « géographique » que sont Rivers, Delta state et Bayelsa ainsi que des États voisins; Cross Rivers, Akwa Ibom, Abia, Imo, Ondo, Edo et Anambra, (Okonta et Douglas, 2001, p. 18; Aide Edokpayi, 2005, p. 2; Fanchette, 2006, p. 190; Overseas Development Institute [ODI], 2009) « [...] qui, du fait de la présence de pétrole dans leur sous-sol, sont soumis aux mêmes problèmes de violence [...] que les États au cœur du delta, alors qu'ils comprennent de large espaces non deltaïques.» (Fanchette, 2006, p. 190).

³ À des fins d'illustration mentionnons l'initiative sécessionniste ayant donné lieu à la Guerre du Biafra (1967-1970), la campagne sensibilisatrice et dénonciatrice de l'organisation militante pacifique du *Movement for the Survival of the Ogoni People (MOSOP)* (fondé en 1990) ainsi que le règne actuel de la prolifération des mouvements contestataires violents envers l'État nigérian et les pétrolières dont le *Movement for the Emancipation of Niger Delta (MEND)* fait figure de proue.

⁴ Voir également Institute of South Africa (2004, p. 4).

⁵ Nous entendons le concept d'État pétrolier tel que Michael Watts (2005, p. 379-384; 2008b, p. 12-13) le conceptualise et non pas selon l'interprétation de Douglas A. Yates (1996, chap.1). Notre conception de ce concept se voit d'ailleurs déployée dans toute sa substance dans le chapitre 1 de la présente recherche.

⁶ Ce montant fait l'objet de diverses estimations. Dans le rapport de l'ODI (2009, p. 3), il est rapporté que le Nigéria a enregistré, entre 1970 et 1999, près de 231 milliards de dollars américains provenant de l'exploitation pétrolière. Chez Watts (2008b, p. 10), il est plutôt inscrit que ces revenus, toutefois récoltés entre 1970 et 2008 cette fois, s'élèvent à 400 milliards de dollars alors qu'Ikelegbe (2006, p. 31) soutient que le Nigéria a perçu 300 milliards de dollars à titre de revenus pétroliers entre la fin des années 1970 et 2006. Ceci étant, il n'en reste pas moins que le niveau de « pillage » demeure excessivement imposant. Voir également Terry Lynn Karl (2007, p. 9) qui souligne que de 1982 à 2007, les revenus tirés de l'exploitation pétrolière auraient constitué près de plus de 300 milliards de dollars.

⁷ La véracité de cette affirmation se voit confirmée puisqu'alors qu'« [...] [i]n 1965, when oil revenues per capita was about US\$33, per capita GDP was US\$245[,] [i]n 2000, when oil revenues were US\$325 per capita, per capita GDP remained at the 1965 level. » (ODI, 2009; Sala-i-Martin et Subramanian, 2003, p. 4).

⁸ Selon d'autres statistiques 1% de la population nigériane se voit bénéficier de 85% des revenus pétroliers (Watts, 2008c, p. 43; 2009a, p. 3). Non seulement les inégalités s'inscrivent dans une logique croissante, mais la pauvreté, en termes quantitatifs, augmente également considérant que « [B]etween 1970 and 2000, the poverty rate, measured as the share of population subsisting on less than US\$1 per day increased from close to 36 percent to just under 70 percent [...]. This translates into a real increase in the number of poor from about US\$19 million in 1970 to a staggering US\$90 million in 2000 [...]. » (ODI, 2009; Sala-i-Martin and Subramanian, 2003, p. 4; Watts, 2008c, p. 43; 2009a).

⁹ Pour ne mentionner que cet exemple, notons que « [...] an 8,9% increase in non-oil growth [...] » a été enregistré en 2006 (ODI, 2009, p. 1).

¹⁰ À des fins d'illustrations de ces salaires élevés mentionnons que « [s]quatter settlements and migrant labor camps for workers stand in sharp contrast to the expatriate and management enclaves — known locally as "Little London" — with their swimming pools, golf club, and shopping complex ». (Nwokeji in Watts *et al.* 2008b, p. 63).

¹¹ Notons que selon un sondage réalisé en 2003 par *Nigeria Demographic and Health Survey (NDHS)* « [...] nationally, 30.4% of women cited a lack of money as a barrier to accessing health care [alors qu'] [i]n the Niger Delta, this was 47,1% and the highest regional figure [...]. » (ODI, 2009, p. 6; UNDP, 2006, p. 125). De plus, selon ces mêmes sources, « [...] decline in the HDI has been steeper for the Niger Delta states than the rest of Nigeria [...]. » (ODI, 2009, p. 4; UNDP, 2006, p. 137).

¹² Alors que la population du delta « [...] is predominantly rural [...] [;] [t]here are 13,329 settlements in the Niger Delta region, 95 percent of which have less than 5,000 inhabitants. » (ODI, 2009, p. 3; UNDP, 2006, p. 15; Watts *et al.*, 2008b, p. 40), la sévérité du piètre état dans lequel se trouvent les services publics d'électrification est plus que réelle considérant qu'« [o]utside of the urban areas only 20 percent of settlements are linked to a national grid that does not function in any meaningful sense. » (Watts *et al.*, 2008b, p. 44).

¹³ Voir notamment Okonta et Douglas (2001) à ce propos.

¹⁴ Malgré l'absence de prélèvements, d'enquêtes et d'investigations étatiques et/ou privées récentes à l'égard de la qualité de l'eau à l'échelle du delta, la potabilité de l'eau demeure douteuse puisque selon deux études indépendantes complétées en 1997, les sources d'eau en territoire ogoni présentaient un taux d'hydrocarbures pétroliers variant de 360 à 680 fois le niveau permis chez la communauté européenne (Watts *et al.*, 2008b, p. 44).

¹⁵ « The decree (*sic*) of decrepitude in primary schools — whether in Port Harcourt or (*sic*) the further reaches of the riverine areas — is simply staggering: no desks, no teaching materials, no teachers, and not unusually no roof. » (Watts *et al.*, 2008b, p. 44; 2009a, p. 17).

¹⁶ « Literacy rates in the core [oil-producing] states are barely 40 percent, the proportion of primary school children enrolled is, according to a Niger Delta Environmental Survey (NDES), 39 percent. » (Watts *et al.*, 2008b, p. 44; 2009a, p. 17).

¹⁷ Le concept d'État pétrolier sera présenté en substantialité dans le chapitre 1 de la présente recherche. Afin de prendre connaissance des données précises sur lesquelles s'appuient cette affirmation, voir ODI (2009, p. 4) et Watts (*et al.* 2008b, p. 44; 2009a).

¹⁸ La diversité de ces formes de violence sera exposée tout au long de la présente recherche.

¹⁹ Ce mouvement fut fondé en 1990.

²⁰ Voir Watts (2009a) pour plus d'informations concernant l'identité de ces mouvements. Notons également que l'intensification de la violence eut cours alors que le retour à la démocratie officielle s'effectua en 1999. Cyril I. Obi (2004a) et Augustine Ikelegbe (2001) reconnaissent d'ailleurs une corrélation entre ces deux événements.

²¹ Le *MEND* est né et se révèle actif dans la région du delta du Niger depuis la fin de l'année 2005 (Obi, 2010, p. 477; Watts, 2009a, p. 1). Plusieurs autres formes de violence et d'agitation existent dans le delta sans pour avoir comme objet l'État. D'ailleurs, nombre de ces agitations ont suscité diverses formes de répressions étatiques.

²² D'abord, lors de la guerre du Biafra (1967-1970), l'armée gouvernementale nigérienne combattait un mouvement sécessionniste Ibo. Ensuite, sous le régime de Muhammadu Buhari (1983-1985), « [...] the State Security (Detention of Persons) Decree [Decree No. 2, 1984] [...] allowed detention without trial of those "suspected of posing a threat to national security" » (Aborisade et Mundt, 2002, p. 223-224). C'est donc à partir de ce moment que sous les gouvernements qui allaient suivre, spécialement lors des passages d'Ibrahim Babangida (1985-1993) et Sani Abacha (1993-1998) au pouvoir, « [f]reedom of expression was reduced even further. » (Aborisade et Mundt, 2002, p. 224) permettant aux autorités gouvernementales d'affronter le *MOSOP* sous le prétexte de la menace à la sécurité nationale qu'il représentait, et, concurremment, de sa nature illégale. Aujourd'hui, le gouvernement nigérien, toujours sous le même principe d'illégalité, livre toujours combat aux divers mouvements contestataires les déclarant de source criminelle (Obi, 2009, p. 478; Watts, 2009a, p. 3; Watts, 2009b, p. 6). L'actualité de ces propos n'est d'ailleurs plus à prouver puisque, pour ne mentionner qu'un seul fait, « [o]n May 13th 2009 federal troops launched a full-scale military offensive against what the government sees as violent organized criminals who have crippled the oil and gas industry. » (Watts, 2009a, p. 1).

²³ Voici quelques définitions de l'appellation «youth»: « To be a youth in the Niger Delta is to be between the ages of 15 and 45, and while it can include rural teenagers barely out of school it can also embrace lawyers and doctors and educated professionals. » (Watts *et al.*, 2008b, p. 114). « In a age-graded society like the Nembe Ijaw, youth refers to persons typically between their teens and early forties who, whatever achievements they may have obtained (university degrees, fatherhood and so on), remain subservient to their elders. » (Watts, 2004b, p. 63). Voir également Human Rights Watch (HRW) (2005, p. 2).

²⁴ Notons que l'intensification de la violence eut cours alors que le retour à la démocratie officielle s'effectua en 1999. Cyril I. Obi (2004a) et Augustine Ikelegbe (2001) reconnaissent d'ailleurs une corrélation entre ces deux événements.

²⁵ Rudolf Traub-Merz souligne d'ailleurs que « [n]o form of violence seems to be spared » (Traub-Merz et Yates, 2004, p. 16). Voir également Watts (2004b). Les ramifications de l'état actuel de l'escalade de violence ayant lieu dans le delta sont d'une telle ampleur que l'explication et l'énumération de l'ensemble de formes de violences ainsi que de leurs nombreux acteurs et victimes n'est guère réalisable et approprié à ce point puisqu'elle constitue en elle-même un des objectifs de cette recherche pouvant être atteint grâce au cadre théorique soutenant cette dernière. Toutefois, ne serait-ce que pour illustrer cette complexité, mentionnons que des acteurs tant internationaux, nationaux, régionaux et locaux provenant de l'ensemble des classes sociales œuvrant dans les secteurs formels comme informels sont impliqués et, conséquemment, liés par ces violences.

²⁶ L'État nigérian compte également parmi les cibles de cette violence. Toutefois, comme le démontrera la présente recherche, les nombreuses ramifications de cette violente réalité du delta révéleront les victimes dont la diversité et le nombre sont toutes aussi, sinon plus, importants que ces dernières.

²⁷ Abuja est la nouvelle capitale du Nigéria depuis 1991. Nous nous y référons ici comme simple synonyme de gouvernement nigérian.

²⁸ « 1 million barrels of output are currently shut-in as a result of the insurgency and Nigerian (*sic*) as a consequence fell from its perch as the largest African producer in the summer of 2008. » (Watts, 2009a, p. 12).

²⁹ Bien qu'il n'existe aucun consensus à ce propos (Blowfield et Frynas, 2005, p. 500-501) Watts (2005, p. 393-395) propose un portrait intéressant des causes à l'origine du développement de la notion de RSE. L'intention des compagnies d'acquiescer le droit d'opérer légitimement (*stakeholder license to operate*) (Swanson, 2002) auprès des populations concernées est largement reconnu dans la littérature entourant la philanthropie corporative (Zalik, 2004a, p. 404). « Since the late 1990s community development activities were meant to ease some of the tension around oil extraction. » (Zalik, 2004a, p. 412).

³⁰ Bien que cette définition laisse place à interprétation (Evans, 2007, 314-315; Swanson, 2002), la RSE s'entend comme « [...] the commitment of business to contribute to sustainable economic development, working with employees, their families, the local community and society at large to improve their quality of life. » selon le *World Business Council for Sustainable Development* (WBCSD) (Blowfield et Frynas, 2005, p. 501; Swanson, 2002; WBCSD).

³¹ Soulignons que le MOSOP fit largement appel à ce réseau.

³² Voir le chapitre trois de la présente recherche.

³³ Soit depuis la fin des années 1990 jusqu'à présent.

³⁴ Quoique leurs formations soient hétéroclites, ces groupes sont souvent originaires de milices composées d'individus (*Youths*) ayant été recrutés et armés par des dirigeants locaux ayant des visées politiques ambitieuses (Fanchette, 2006; Watts *et al.*, 2008b). Oscillant parfois entre le statut de groupes armés de minorités ethniques, communautaires et *vigilantes* (Fourchard, 2007, p. 16), réalités

pouvant à première vue sembler contradictoires, mais dont Watts (2004b) fournit une explication limpide, la nature de ces organisations échappent à de nombreux médias et analystes (Watts *et al.*, 2008b, p. 27). Pour une définition du terme *Youth*, voir HRW (2005, p. 2), Watts (2004b, p. 63) et Watts *et al.* (2008b, p. 114).

³⁵ « [...] this literature has suggested that natural resource abundance (or at least an abundance of particular types of natural resources) increases the likelihood that countries will experience negative economic, political and social outcomes including poor economic performance, low levels of democracy, and civil war. » (IDS, 2006, p. 7). Ces phénomènes économiques, politiques et sociaux sont, selon les auteurs s'inscrivant au sein de cette approche, considérés en tant que variables dépendantes déterminées par l'abondance, parfois même les caractéristiques « physiques », des ressources naturelles exploitées constituant la base de l'économie nationale.

³⁶ Essentiellement Michael Watts et Cyril I. Obi, mais également plusieurs autres dont Sylvie Fanchette et Augustine Ikelegbe.

³⁷ Alors que certains des auteurs (Collier, 2007, p. 21; Humphreys *et al.*, 2007, p. 14; L. Ross, 2004b) s'inscrivant à l'intérieur du corpus de la littérature de la RC reconnaissent l'implication volontaire de quelques FMN à la corruption et au lobbying envers divers groupes et élites ou encore au financement des mouvements rebelles accentuant la probabilité d'éclat et de pérennisation de guerres civiles, ces derniers semblent faire fi des aspects plus subtiles, ne découlant pas nécessairement d'une volonté avouée et d'actions ponctuelles de la part des FMN, du rôle de ces corporations transnationales dans un environnement tout aussi « glocalisé » (Obi, 2008, p. 1) et influent où interagissent de nombreux et divers acteurs. Notons que cette diversité des acteurs se comprend tant dans leur nature que leur appartenance spatiale. Certains critiques de la RC considèrent les perspectives « *historico-structuralist* » et la théorie de la dépendance, ce que Rosser (IDS, 2006) nomme en tant que « *radical perspectives* », au sein de la littérature de la RC. Ce faisant, ces derniers ne s'indignent pas nécessairement de la discrétion à propos du rôle des FMN et autres facteurs et acteurs externes face aux dynamiques de la violence, mais plutôt du caractère inadéquat et réducteur de l'analyse du « [...] role of social forces or external political and economic environments in shaping development outcomes in resource abundant countries [...] » (IDS, 2006, p. 3). Quoique nous soyons également de l'avis que la réalité ne peut se réduire à une conséquence simple et directe de la volonté de certains acteurs impliqués dans une situation (cette position épistémologique se verra à la fois justifiée dans la conceptualisation du cadre d'analyse faisant suite à la présente revue de la littérature ainsi qu'à travers l'argumentation entourant la RSE dans le cadre du mémoire proprement dit), et ce, qu'il s'agisse d'acteurs internes ou externes, nous émettons une réserve à l'inclusion de la théorie de la dépendance (ce que Rosser nomme « *radical perspectives* ») ainsi que des perspectives « *historico-structuralist* » (IDS, 2006) au corpus constituant la RC. La justification centrale de cette précision tient du fait qu'alors que les « *radical and historico-structuralist perspectives* » considèrent l'effet du pétrole à travers une certaine forme de « politisation du facteur pétrolier » (Obi, 2007a, p. 6), l'ensemble des autres perspectives constituant la RC assume le caractère inéluctable de l'influence pathologique et corruptive des ressources pétrolières (Obi, 2007a, p. 12).

³⁸ « This is not the formal license given by the government, but the informal license provided by other stakeholders that could be influential in the long-term success of the company, including its reputation, and even its ability to remain in a country. Such stakeholders could include employees, the local community, and even developed country consumers. » (Swanson, 2002).

³⁹ D'ailleurs, Idemudia et Ite (2006, p. 196) soulignent que « [...] since the widespread proclamation of commitment to CSR within the oil industry in the mid-1990s violent conflict between the host communities and oil companies within the Niger Delta region has increased both in their intensity and scale. » .

⁴⁰ Bien que nous soyons critiques à l'égard de cette expression, il s'agit des particularités politiques, sociales et économiques négatives caractérisant fréquemment les États rentiers pétroliers tels que le Nigéria. Pour ne mentionner que quelques exemples, mentionnons la violence, la corruption, la « mauvaise gouvernance », l'absence de « réelle démocratie », la faible croissance économique et les inégalités sociales. Alors que certains les conçoivent en tant que résultats de la présence des ressources pétrolières, d'autres les considèrent en tant que conséquences de dynamiques de pouvoir. Bien-sûr, ces courants renferment de nombreuses variantes qui seront abordées ultérieurement.

⁴¹ Notons que cette compréhension est substantiellement inspirée des contributions de Michael Watts et de Cyril I. Obi.

⁴² Et par de là même, les limites des stratégies (ex. *Extractive Industries Transparency Initiative [EITI]* et code d'éthique visant le respect des droits humains) naissant d'efforts afin de surmonter ces limitations telles que comprises de façon erronée par la RC.

⁴³ Nous entendons par « fatalité » le postulat de la prédisposition à la prédation de la population et des élites nigériennes et la présupposition de la rivalité interethnique de la thèse de la RC ainsi que l'absence de prise en compte de la faisabilité politique des solutions proposées par les auteurs de la RC (IDS, 2006; Obi, 2007a, 2007b; Watts, 2004b).

⁴⁴ Auteur dont les concepts et propos inspirent notre cadre d'analyse.

⁴⁵ Nombre d'auteurs appartenant à la RC traitent davantage de la relation entre ressources naturelles et guerre civile. Ainsi, la plupart des échantillons sur lesquels s'appuient les analyses économétriques se trouvant couramment à la base des réflexions constituant la thèse de la RC se composent de conflits internes « with at least 1,000 combat-related deaths per year » se définissant en tant que guerres civiles (Collier et Hoeffler, 2004, p. 565).

⁴⁶ Voir entre autres les collectifs suivants: *Oil Policy in the Gulf of Guinea: Security & Conflict, Economic Growth, Social Development* (Traub-Merz, Yates et al., 2004) et *Covering Oil: A Reporter's Guide to Energy and Development*. (Tsalik, Schiffrin et al. 2005).

⁴⁷ Pour une définition exhaustive de « régime » politique et une distinction claire entre les concepts d'État, de régime et de gouvernement, voir Terry Lynn Karl (1997, p. 14).

⁴⁸ Cette catégorie s'apparente à ce que Michael L. Ross (1999) type en tant que *cognitive theories*.

⁴⁹ Ces perspectives rappellent également ce que Ross qualifie de *societal theories* « ... which cite the pernicious influence of privileged classes, sectors, client networks, or interest groups [...] » (Ross, 1999, p. 308).

⁵⁰ En sus des théories fortement répandues de l'État rentier, se retrouvent les théories catégorisées par Ross de *statist* « [...] which fault a state's institutional strength or weakness—its ability to extract and deploy resources, enforce property rights, and resist the demands of interest groups and rent seekers. » (Ross, 1999, p. 308) comprenant, à notre sens, ce que ce même auteur présente en tant qu'autres directions, soit les approches *Parastatals* et *Property Rights* puisque les tendances qu'elles démontrent découlent une fois de plus de la nature rentière de l'État. Voir Ross (1999, p. 320-321).

⁵¹ Selon la version originale de Rosser (IDS, 2006), cette dernière catégorie était désignée en tant que *radical perspectives*. Jugeant ce terme quelque peu péjoratif, nous les qualifions de perspectives internationales.

⁵² « *State jurisdiction* » s'entend comme l'étendue ou le degré d'intervention étatique dans l'économie, alors que « *state authority* » réfère à la capacité de l'État « [...] to penetrate society and channel effectively the direction of change. » (Karl, 1997, p. 14). Une définition exhaustive de ces concepts fait d'ailleurs l'objet du troisième chapitre de ce même ouvrage.

⁵³ D'ailleurs, Ross écrit lui-même: « The result could be a statistically significant correlation between resource dependence and civil war [or other variables], even though neither factor would cause the other. » (Ross, 2004b, p. 36).

⁵⁴ Cette dynamique se saisit sous ses aspects tant idéologique, économique que politique. Animant à la fois le secteur pétrolier en particulier et les mesures régulant la logique fonctionnelle de l'ère coloniale et post coloniale en général, elle contribue, selon les termes de son évolution, à définir les intérêts des divers acteurs concernés et touchés par l'exploitation pétrolière ainsi que les « politiques de développement » endossées par les institutions internationales, telles le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM), l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), etc., et appliquées, souvent à leur détriment, par les gouvernements des PVD.

⁵⁵ Spécifiques à la région et au pays étudiés.

⁵⁶ Bien que cette consubstantialité existe depuis l'époque coloniale de la traite esclavagiste datant du 18^e siècle (Ighodaro, 2005, p. 78-79; Nwokeji, in Watts *et al.*, 2008b;), l'effet restructurant pétrolier est devenu réalité suite à la mise en exploitation du puit d'Oloibiri en 1958 (Watts, 2008b, p. 36).

⁵⁷ Soit les acteurs internes et externes. Bien qu'une liste exhaustive et en bonne et due forme de ces derniers soit plutôt difficile, voire impossible, à dresser, le rapport intitulé « Bottom of the Barrel: Africa's Oil Boom and the Poor » de Terry Lynn Karl et Ian Gary (2003) procure une liste substantielle des acteurs externes liés à l'exploitation pétrolière. En ce qui a trait aux acteurs internes, seule la connaissance d'un cas particulier, pour les besoins de cette recherche le Nigéria, permet d'identifier l'ensemble des acteurs internes concernés par les activités pétrolières. L'objectif présent n'étant point d'identifier l'ensemble des entités nigérianes impliquées, elles seront ultérieurement et opportunément présentées à travers l'argumentation constituant la présente recherche. Elles seront d'ailleurs notamment identifiées à travers le concept de complexe pétrolier appartenant à Michael Watts (2004a, 2007, 2008b).

⁵⁸ À des fins d'illustration, mentionnons la préoccupation actuelle entourant le phénomène nommé « Peak Oil » (James Jandak Wood, 2006), soit l'effet politique (concurrence agressive) de la rareté des réserves pétrolières se faisant de plus en plus réelle (Obi, 2007a, 2007b).

⁵⁹ Afin de prendre connaissance des conséquences des PAS dans ces termes, voir Obi (2001, 2004). Pour ce qui est de l'effet de la RSE, il s'agit de notre contribution. Ce propos fera donc l'objet d'une profonde explication dans le cadre du troisième chapitre de cette recherche.

⁶⁰ Nous faisons ici référence aux présupposés de la RC soutenus notamment à travers les propos de Ross (2001, 2004b, 2008), Collier et Hoeffler (2004, 2005b), Collier (2007), Yates (1996) et Humphreys, Sachs, Stiglitz *et al.* (2007).

⁶¹ Terme tiré de Obi (Institute of South Africa, 2004). Ce dernier soutient par ailleurs que « [...] oil politics is transterritorial, with very high global stakes, which also connect the global power and violence that are refracted into oil-rich locales. » (Institute of South Africa, 2004, p. 3).

⁶² Il ne s'agit pas d'un silence complet puisque certains, dont entre autres Humphreys, Sachs, Stiglitz *et al.* (2007) ainsi que Ross (2004b), reconnaissent le rôle, disons-le directe et explicite, des pétrolières multinationales ayant contribué et/ou contribuant toujours au soudoiment de divers acteurs locaux et/ou nationaux. Toutefois, cette reconnaissance de l'implication des FMN est anomique en ce qu'elle fait abstraction de la mise en contexte globale de leur rôle dans le système tel que, comme nous le verrons, le concept de complexe pétrolier de Michael Watts ainsi qu'une profonde analyse des effets de la RSE permettent de mettre en lumière. Ainsi, du point de vue de la RC, la responsabilité qui incombe aux FMN face aux « *resource curse effects* » n'est perçue que comme une simple question de mauvaise volonté de la part de certaines entreprises.

⁶³ D'autres auteurs tels Sylvie Fanchette (2006) et Uwafiokun Idemudia (2009) démontrent également cet aspect.

⁶⁴ D'ailleurs, la pratique de la RSE semble réellement poser problème car bien que les « [...] oil MNCs [multinational corporations] have sort to secure their social license to operate, legitimise their position as well as accomodate local and international criticisms by adopting CSR initiatives as a strategy for managing conflict [,] [...] [u]nfortunately, if anything has changed since the widespread adoption of CSR in the Nigerian oil industry, it is that violence in the region has increased both in intensity and scale and oil MNCs continue to remain a popular culprit [...] » (Idemudia, 2009; Idemudia et Ite, 2006a; 2006b). Voir note 30 pour la définition de RSE.

⁶⁵ Bien qu'il existe plusieurs taxinomies du corpus entourant la notion de la RSE, voir entre autres les catégorisations proposées par Blowfield et Frynas (2005), nous proposons une nouvelle organisation de la littérature en termes de niveaux analytiques nous permettant de dégager la centralité omniprésente des enjeux de pouvoir en termes de limitations à la RSE.

⁶⁶ Voir note 30 pour la définition de la RSE. La nature de l'ambiguïté entourant cette définition se saisit à travers le passage qui suit tiré des propos de Marketa D.Evans « CRS is defined in a myriad of ways. It is, in fact, self-defined by each side, and understood by each quite differently. The concept is amorphous and problematic, since the nature of the definition drives the measures of success. If CSR is

supposed to be activity that goes “beyond” normal business practice, and into voluntary good works, then “some” is better than “none” and it really cannot be criticized for not going far enough. But if it is supposed to be about achieving “greater degrees of pro-social behaviour” then some is definitely not enough and sometimes not better than none at all—since it preempts legislated change or lends positive spin to bad corporate behaviour. » (2007, p. 314-315).

⁶⁷ Dont notamment « many *laissez-faire* economists and conventional management theorists. » (Blowfield, 2005, p. 519).

⁶⁸ Plusieurs de ces auteurs en étant venus à reconnaître l’avantage « commercial » de l’investissement social des entreprises (Blowfield et Frynas, 2005), sans compter que le comportement des entreprises ayant longtemps correspondu à ce point de vue n’a pas contribué à l’amointrissement de la violence dans cette région et que « [...] there are unique aspects to issues such as poverty and sustainability in the developing world that demand different solutions from those that might be implemented in developed economies. » (Blowfield et Frynas, 2005, p. 499), nous jugeons l’approfondissement de cette littérature plutôt accessoire en regard des présents objectifs de recherche.

⁶⁹ D’autres, tels que Marketa D. Evans (2007), soutiennent que bien que les objectifs de départ des divers acteurs du développement dans le cadre de la RSE, c’est-à-dire les ONG et les entreprises, soient d’abord perçus comme étant situés aux antipodes en ce que les premières visent la justice sociale et les secondes le profit, ces buts respectifs ne peuvent être réellement atteints qu’au moyen d’une coopération soutenue entre ces deux mêmes entités. Cette thèse est fondamentalement remise en doute par les propos d’Anna Zalik (2004a, 2004b) qui, dans le cadre de l’industrie pétrolière, souligne que les tumultes entourant les opérations des compagnies extractives contribuent au gonflement des profits enregistrés par ces dernières.

⁷⁰ Sans quoi, comme le souligne John Sharp (2006, p. 215), il serait inutile d’interroger l’efficience et les effets globaux de la RSE en tant que réponse à la violence et aux critiques fustigeant les entreprises (Idemudia, 2009) ainsi qu’à titre d’appui au développement.

⁷¹ Sous la désignation « enjeux de développement », nous entendons, par exemple, les impacts de la RSE sur la pauvreté tels que la conçoivent Prieto-Carrón, Lund-Thomsen, Chan, Muro et Bushman, soit « [...] as a multi-dimensional concept that encompasses lack of income, social and physical isolation, powerlessness, lack of voice, low social status and physical weakness. » (2006, p. 980).

⁷² Selon la majorité de ces auteurs, à l’exception de Sharp, le discours de la RSE représente, du moins essentiellement, le reflet des intentions des FMN.

⁷³ L’idée la plus fréquemment soulevée consiste en ce que la RSE, forme de législation non contraignante permettant l’autorégulation des FMN, permet d’éviter le développement de normes contraignantes à l’initiative d’acteurs indépendamment des entreprises visées par cette régulation (Veilleux, in Rioux, 2005; Blowfield et Frynas, 2005).

⁷⁴ Wilson Akpan (2006) concentre ses propos autour de la forme institutionnelle et juridique de la gouvernance nigériane.

⁷⁵ Une des catégories présentée par Blowfield et Frynas (2005) sous l'expression « *weak CSR is bad development school* », se révèle inappropriée afin de qualifier ces auteurs puisque comme le souligne Frynas dans un autre article; « [t]he issue is not that regulation can solve most social problems; government interventions have indeed frequently failed in developing countries. Rather, the CSR discourse appears to have marginalized debates on governance and macro-level solutions to complex society-wide problems. » (2005, p. 598).

⁷⁶ Voir notes 36 et 41 pour une définition de ces effets de la malédiction des ressources.

⁷⁷ Certains auteurs se garderont de conclure au report de la responsabilité de la gouvernance et/ou des *resource curse effects* envers l'une ou l'autre de ces entités. À l'instar de Peter Newel (2005), ils démontreront plutôt que la forme actuelle des initiatives de RSE « [...] leave[s] an important role for the state as creator and enforcer of the sorts of process requirements that make real the rights and responsibilities of companies and communities alike. » (Newel, 2005, p. 556).

⁷⁸ Selon Sharp (2006), les aspects contradictoires du discours de la RSE face aux enjeux de développement ne sont pas simplement le reflet de la volonté des entreprises préoccupées de rentabilité, mais s'inscrivent plutôt dans l'évolution historique du discours sur le développement lequel est dorénavant enrichi des diverses perspectives des nombreux acteurs situés aux différentes échelles (locale, nationale, internationale) devenus implicitement responsables de la mise en forme, de l'implantation et/ou de la réception de la RSE en tant que pratique et discours en constante redéfinition suivant ces multiples interventions.

⁷⁹ Cette idéologie n'est autre que le néolibéralisme (Zalik, 2004b) que Idemudia dénomme « the logic of capitalist production and profitability » (2009, p. 5).

⁸⁰ À titre d'illustration, les propos d'Anna Zalik (2004a, 2004b) démontrent sans ambages et avec limpidité l'opposition entre les nécessités d'un développement local dans la région du delta du Niger et les besoins de l'accumulation du capital globale.

⁸¹ En ce qui a trait aux postulats conceptuels voir les propos de Blowfield (2005), Prieto-Carrón *et al.*, (2006) concernant les concepts de pauvreté et de développement. La mise en relation de ces réalités avec les considérations structurelles et systémiques présentes chez Idemudia (2009) permettent de saisir l'essence idéologique des limitations de la RSE.

⁸² C'est-à-dire la question à savoir si l'agenda de la RSE se doit ou non d'englober les phénomènes de type « macro » que l'on peut apparenter en partie aux phénomènes que la littérature de la malédiction des ressources qualifie de *resource curse effects*.

⁸³ Il s'agit ici d'une notable réduction de la conception micro-physique du savoir, mais là n'est pas l'objet de nos propos. Pour plus de détails à ce sujet, voir Deleuze (1986).

⁸⁴ Deux figures importantes de la thèse de la malédiction des ressources, Paul Collier et Michael L. Ross, ont œuvré dans le cadre institutionnel de la BM. Voir (Watts, 2004a, p. 52), <http://users.ox.ac.uk/~econpco/> et <http://www.sscnet.ucla.edu/polisci/faculty/ross/cv.pdf> (pages consultées le 24 mars 2010).

⁸⁵ Ces dernières ayant pris leur réelle effervescence vers la même époque, soit dans les années 1990 (Idemudia et Ite, 2006, p. 196; Watts, 2007, p. 649, 2005, p. 393-394).

⁸⁶ Mentionnons que la RSE envenime parfois les situations selon plusieurs auteurs du corpus portant sur la RSE. Voir notamment Akpan (2006), Zalik (2004a, 2004b), Frynas (2005) et Bushan et al. (2006).

⁸⁷ Cette réflexion s'appuie sur la conception foucaultienne du rapport discours/pouvoir consistant en ce que « [l]e pouvoir n'est donc pas au-dehors du discours. Le pouvoir n'est ni source ni origine du discours. Le pouvoir est quelque chose qui opère à travers le discours, puisque le discours est lui-même un élément dans un dispositif stratégique de relations de pouvoir. » (Foucault, 1994, p. 465).

⁸⁸ Nous disons ces lieux « explicites » en ce que, comme nous le verrons dans l'élaboration de cette recherche, les violences impliquent de nombreux lieux « souterrains » où s'expriment d'autres formes de violences.

⁸⁹ Cette considération vient donc justifier la méthodologie permettant une contextualisation historiquement concrète et évolutive adoptée dans la réalisation de cette recherche.

⁹⁰ Par forces, nous faisons ici référence aux acteurs. Toutefois, ceci ne vient en rien évincer notre conception de la notion de forces en tant que rapport de pouvoir passant à travers les objets et les êtres, soit en tant que composites mêmes de ces acteurs qualifiés ici de forces.

⁹¹ Le concept foucaultien central auquel Watts fait appel est la gouvernementalité.

⁹² Dans une réunion théorique des conceptions de gouvernement de Mitchell Dean (1999), de gouvernementalité de Foucault (Foucault et Gordon, 1980) et d'espaces gouvernables de Nikolas S. Rose (1999), Watts présente sa propre conceptualisation de cette notion d'espace gouvernable. Pour une définition exhaustive de ce concept, voir (Watts, 2004a, p. 55- 57). Les espaces ainsi identifiés par Watts sont la chefferie, l'ethnicité et la nation.

⁹³ Le caractère réductionniste de ces notions découle de leur finalité impliquant un écran tacite face à la causalité de ces réalités.

⁹⁴ Cet « opportunisme » dominerait toute cause militante et réaction à la paupérisation (Collier et Hoeffer, 2004).

⁹⁵ Contrairement à ce que réalise Michael L. Ross dans Ballentine et Sherman (2003), nous considérons plutôt, à l'instar de Watts (2001, 1999), les particularités sociales, environnementales, économiques et politiques du pétrole.

⁹⁶ Le terme société est pris dans son sens le plus large, c'est-à-dire qu'il fait référence à un monde social et non à une société définie par des limites nécessairement étatiques.

⁹⁷ Bien que celles-ci proviennent essentiellement de l'autorité nationale, elles se voient parfois renforcées par une implication externe (Obi, 2006).

⁹⁸ Ce concept de l'État pétrolier sera défini sous peu.

⁹⁹ LGA (*local government areas*) en constitue la version anglophone proprement nigériane.

¹⁰⁰ Nous faisons ici référence aux dynamiques internes vécues d'abord à l'échelle individuelle qui, s'élargissant, s'étendent à l'ensemble de la société, ainsi qu'aux dynamiques externes qui, à l'opposé, sont vécues entre et chez les acteurs externes influençant dans une logique descendante, soit du global aux particuliers, les rapports de forces à toutes les échelles de la société. Certains aspects de la notion de gouvernementalité de Foucault se retrouvent donc unis à la conception co-constitutive des réalités internes et externes de Watts et Obi.

¹⁰¹ L'action de gouverner s'entend dans les termes de la gouvernementalité foucaultienne, soit la capacité du gouvernement de gérer les rapports, les liens, les intrications des hommes aux choses telles le territoire, les richesses, les ressources, les manières de penser, les coutumes et autres, soit « [...] d'exercer cette forme bien spécifique [et] [...] complexe [...] de pouvoir [...] qui a pour cible principale la population, pour forme majeure de savoir, l'économie politique, pour instrument technique essentiel les dispositifs de sécurité » à travers les « institutions, les procédures, [les] analyses[, les] réflexions, les calculs et les tactiques » (Foucault, in *Dits et Écrits : 1954-1979*: V.III, « La « gouvernementalité » », 1994, p. 655).

¹⁰² Le rôle de la région à l'étude se comprend dans le cadre de cette préoccupation américaine à la lumière de la considération suivante: « If Africa is not as well endowed in hydrocarbons (both oil and gas) as the Gulf states, nevertheless the continent "is all set to balance power", and as a consequence is "the subject of fierce competition by energy companies" » (Watts, 2008c, p. 7).

¹⁰³ Ces propriétés sont au nombre de huit que voici: 1) Le pétrole est richesse monétaire, 2) L'État pétrolier et la nation, 3) Le pétro-impérialisme (le pacte avec le diable), 4) L'extraction évacuative/la spoliation (mobilité liquide), 5) L'hyper centralisation (États rentiers), 6) Le fétichisme/la pétro-magie (l'effet *el Dorado*), 7) La valorisation de l'espace/du territoire et 8) La *monoeconomia* (la maladie néerlandaise) (Watts, 2001, p. 204-206, 1999, p. 6-8).

¹⁰⁴ Pour une compréhension de ce que Foucault entend par « biopolitique », voir (Foucault, *Dits & Écrits : 1954-1979*: V. III, « Naissance de la biopolitique », 1994, p. 818-825).

¹⁰⁵ Pour une référence complète de la liste de ces « choses » établie par Foucault, bien qu'elle soit en elle-même non exclusive, voir (Foucault, *Dits & Écrits : 1954-1979*: V. III 1994, p. 643, 644 et 655).

¹⁰⁶ Pour une compréhension de l'ambiguïté entourant la définition de ce concept, se référer à la présente revue de la littérature.

¹⁰⁷ Selon la perspective de Watts (inspirée des écrits de Nikolas Rose (1999)), l'espace gouvernable « [...] is a specific configuration of territory, identity and rule » (Watts, 2004a, p. 53).

¹⁰⁸ Et par de là même, les limites des stratégies (ex. *Extractive Industries Transparency Initiative* (EITI)) naissant d'efforts afin de surmonter ces limitations telles que comprises de façon erronée par la RC.

¹⁰⁹ Il s'agit de l'article intitulé « Resource curse? Governmentality, oil and power in the Niger Delta, Nigeria » (Watts, 2004a).

¹¹⁰ Pour une analyse plus approfondies des types de violences vécues actuellement dans la région du delta du Niger, consultez le chapitre troisième de la présente étude.

¹¹² La circularité de cet argumentaire fera l'objet d'une démonstration au cours du présent chapitre.

¹¹³ Bien que « [t]he search for petroleum had begun in 1937, [...] it was not until 1958 that Shell-D'Arcy, a consortium of Royal Dutch Shell and the British Petroleum Company, made the first exploitation and exports » (Falola, 1999, p. 132).

¹¹⁴ Ou plutôt « ensemble d'affects » suivant l'ensemble des acteurs (et implicitement de relations) que ce type d'activité met en scène. Le concept de complexe pétrolier permet une familiarisation non négligeable avec l'ensemble de ces acteurs. Voir le chapitre premier de la présente recherche.

¹¹⁵ Spécifier lesquels : Le royaume de Kanem-Borno au Nord-Est (8^{ème} au 19^{ème} siècle ap. J.-C. environ), l'Empire Oyo au Sud-Ouest (16^{ème} au 18^{ème} siècle ap. J.-C. environ), l'Empire du Bénin au Sud-Centre-Est (14^{ème} au 19^{ème} siècle ap. J.-C. environ). La plupart des cités-États se situaient dans les régions côtières du Sud/Sud-Est (dans le Delta du Niger et chez les Ibgos notamment) ainsi que dans le centre-est du pays. Voir le chapitre 2 de l'ouvrage de Toyin Falola (1999).

¹¹⁶ « Micro » doit être compris ici en toute relativité. C'est-à-dire que certains royaumes et/ou empires représentaient des populations toute de même considérables à certaines époques. Le qualificatif/préfixe « micro » entend simplement signifier qu'aucune de ces organisations sociales ne s'étendaient à l'échelle de ce qui est aujourd'hui considéré comme la « nation » nigériane. Notons que l'existence d'une telle réalité est remise en doute par nombre de chercheurs s'intéressant à la question.

¹¹⁷ Tant les Portugais, arrivés autour de 1486 sur les côtes du delta du Niger (Falola, 1999, p. 30), que les Français et les Anglais ayant respectivement établi contacts avec les habitants des régions côtières, contribuèrent à l'expansion du christianisme dans le sud géographique du territoire que l'on désigne aujourd'hui de Nigéria. Considérant que dès 1884 les Britanniques s'imposaient dans le delta par la signature d'un traité (Falola, 1999, p. 54), l'influence chrétienne anglaise fut des plus significatives.

¹¹⁸ Pour davantage de précision concernant ces événements, consulter le chapitre 4 de l'ouvrage intitulé « The History of Nigeria » écrit par Toyin Falola (1999).

¹¹⁹ « Lugard carefully modified the indigenous system » (Falola, 1999, p. 71). En fait, « [i]ndigenous institutions would be retained, after purging them of their so-called excesses and inhumane practices. Indigenous laws not conducive to colonialism were to be abandoned. » (Falola, 1999, p. 70).

¹²⁰ Preuve que lien entre « gouvernés » et « gouvernants » fut éffrité lors de la colonisation: « In northern Nigeria, [before the Sokoto defeat of 1903] [...] [t]he Mahdists were encouraged and moved ahead to mobilise more forces, appealing to the sultan and other islamic leaders for help [against the British invasion]. They were to be disappointed; the sultan and other political leaders, now acting as appointees to the British government, not only refused to cooperate, but they allowed their men to join with the British to attack Satiru. » (Falola 1999, p. 61, 2009, chap. 2).

¹²¹ Mentionnons notamment que des émeutes anti-taxation eurent lieu parmi les sociétés yorubas (Falola, 1999, p. 72).

¹²² D'ailleurs, cette faible légitimité des autorités locales « d'origine » fut également accentuée d'une réaction défensive interne/locale à l'ingérence étrangère. En effet, par crainte du traitement soupçonné d'attendre leurs autorités une fois connues des Britanniques, « [...] the communities pointed the British to unimportant people, social outcasts or slaves, thereby protecting their true leaders from the machinations of a hostile occupying force. » (Falola et M. Heaton 2008, p. 114) Ainsi, les dites autorités de références, les *warrant chiefs*, furent bien souvent de fausses figures d'autorité. En outre, il faut également considérer le fait que « [...] the jurisdiction that the British granted to native courts often straddled village groups or cross ethnic boundaries, placing the warrant chiefs in a position of political power over communities that did not even recognize them as members of the community [...] » (Falola et M. Heaton 2008, p. 114). Conséquemment, il n'est guère étonnant de constater que « [t]o the majority of the population, the Native Authorities [who were said to be the traditional authorities and being the ones who replaced the warrant chiefs and worked under larger administrative units which unite many clans together] were both oppressive and corrupt. » (Falola 1999, p. 82; Forrest 1995, p. 19-20).

¹²³ Ce qualificatif découle de l'interprétation libre de l'auteur de l'actuelle étude.

¹²⁴ Notons qu'il n'est guère question d'attester la disparition du clientélisme associé au communautarisme, mais plutôt, à l'instar d'Alexis Roy, de soutenir que « [l]e clientélisme [...] rassembl[e] ces deux types de solidarités. », soit celle associée au communautarisme et l'autre, davantage individualiste, dite « solidarité négociée » (Roy 2005, p. 6).

¹²⁵ Voir chapitre 1.

¹²⁶ Ce déterminisme historique est particulièrement perceptible dans cette idée centrale chez Terry Lynn Karl: « But where initial oil exploitation coincides with regime and state building, non-oil based interests do not form and patronage rents may be the main glue of the polity » (2007, p. 24).

¹²⁷ Suivant notre analyse, une contradiction semble animer la thèse guidant l'ouvrage intitulé « The Paradox of Plenty: Oil Booms and Petro-States » (1997) de Terry Lynn Karl. Concevant la construction « historique » anémique de l'État en développement à travers l'absence de

l'établissement/du développement d'une menace « externe » nécessaire à la constitution d'une armée « étatique endogène » visant la protection de groupes humains occupant un territoire donné (ce dernier devenant concurremment visé par cette protection) acceptant, du moins contribuant, au financement de cette armée qui, cette dernière une fois bien établie, assure la pérennité de son financement, l'auteur entretient un déterminisme à la fois historique et pétrolier en ce faisant/qu'elle fait de l'évolution simultanée de cette construction étatique anémique et de l'initiation de l'exploitation pétrolière la cause centrale de l'absence du développement de ce lien vital entre taxation et constitution étatique., elle véhicule à la fois l'importance de la considération des particularismes historiques de la structuration de la faible autorité étatique tout en annulant, en finalité, la force d'affectation de cette histoire lorsque jumelée à la mise en exploitation de ressources pétrolières permettant à l'État d'esquiver l'imposition impopulaire de taxations considérables. Ainsi, ce déterminisme historique venant restreindre l'espace décisionnel des « dirigeants », c'est-à-dire de l'influence qu'il joue sur les choix s'offrant à ces derniers (d'imposer ou non un système substantiel de taxation), le postulat de la relation de causalité entre taxation et représentation (la taxation étant garante du développement de contre-pouvoirs « populaires ») n'est point problématisé bien qu'il constitue, tel que démontré, le pilier sur lequel repose l'édifice entier de l'argumentaire de cet ouvrage et, dans une plus large mesure, de nombreuses perspectives de la RC.

¹²⁸ Ceci toutefois à l'exception de la perspective internationale qui bien qu'elle puisse être critiquée pour son déterminisme « systémique/structuraliste » ne peut faire l'objet d'une critique dénonçant un déterminisme dit « pétrolier ». Voir le chapitre premier pour de plus amples précisions à ce propos.

¹²⁹ Voir Philippe Le Billon et Michael Ross (in Ballentine et Sherman, 2003).

¹³⁰ Voir Michael Ross (in Ballentine et Sherman, 2003).

¹³¹ Voir plus spécifiquement les pages 114 à 123 dans: 2005. « Démocraties pétrolières ». *Afrique contemporaine*. Vol. 4, no 216, p. 107-123. Selon Collier et Hoeffler, il en serait de la responsabilité des institutions d'appliquer la démocratie et non pas de celle de la démocratie, soit de l'esprit habitant la société, (nous ne prétendons guère ici à un idéal-type occidental qui aurait atteint cette substantialité, mais plutôt au fait qu'une certaine relation de confiance réciproque se doit d'exister afin que la compétition électorale soit en elle-même légitime et pourvue de sens), qui dans son existence propre stimule la concrétisation de mécanismes de contre-pouvoir d'abord sociopolitiques s'étendant à une mise en forme institutionnellement concrétisée. Ainsi, toujours selon ces mêmes auteurs, ce sont « [d]es contrôles [institutionnels] efficaces exercés sur le pouvoir [qui] doivent permettre de mettre la société à l'abri du clientélisme même si, du fait de la compétition électorale, les partis politiques p[eu]v[ent] être tentés de jouer ce jeu si on leur en laiss[e] la possibilité » (2005, p. 116).

¹³² Voir entre autres Paul Collier et Anke Hoeffler. « Démocraties pétrolières ». *Afrique contemporaine*, vol. 4, no 216 (2005), p. 119.

¹³³ En effet, rapportant les écrits de Toyin Falola; « The exercise of power was distributed among elders and associations of young people » (1999, p. 23).

¹³⁴ En effet, « [t]he various states interact with one another for many reasons. By and large, most relations were promoted by trade. No state was self-sufficient in its needs either of basic items or of luxuries. This is largely a factor of ecological differences. Coastal communities had salt and fish to

offer others. The forest had kola nuts traded to the north in exchange for rock salt, horses, and cattle products. » (Falola 1999, p. 27).

¹³⁵ Voir Toyin Falola, *The History of Nigeria*. Westport, CT, États-Unis: Greenwood Press, 1999, p. 63. Soulignons également que ces débarquements étrangers provoquèrent parfois plutôt un effet contraire; soit l'apaisement de certains différends inter-regroupements sociaux menant à l'unification de ces derniers face à la pénétration étrangère perçue et vécues en tant qu'agression. Par exemple; « To resist the British penetration, the Aro originally formed alliances with neighboring groups in the Cross River to organize resistance and attack pro-British elements. » (Falola 1999, p. 58).

¹³⁶ Bien qu'un certain scepticisme et recul face à ces dernières furent d'abord réalités devant ce type d'initiatives...(voir Falola & Matthew, 2008, chap. 5 ou 6)

¹³⁷ Ethnie majoritaire au Sud-Ouest de ce qui allait devenir Nigéria.

¹³⁸ Ethnie majoritaire située dans le Sud-Est du futur Nigéria.

¹³⁹ Afin de soulager la couronne Britannique de cette responsabilité financière, « [a]malgamation would shift excess money generated in the south to the north » (Falola 1999, p. 68). En fait, « [t]he primary reason for amalgamation was economic. The North was poor. [...] The administration in the south and the Imperial Treasury in Britain had to render financial assistance to the north » (Falola 1999, p. 68).

¹⁴⁰ Mentionnons que: « [a]s wage incomes became more and more important, education provided access to money and comfortable living standards. Formal education also proved an advantage in raising loans from the banks, providing funds to start or consolidate new business » (Falola 1999, p. 78).

¹⁴¹ Pour plus de détails consulter Toyin Falola, *The History of Nigeria*. Westport, CT, États-Unis: Greenwood Press, 1999, p. 72.

¹⁴² Voir également J.S. Coleman, *Nigeria: Background to Nationalism*, Berkeley: University of California Press, 1958, p. 50-51. *Forrest le cite, voir p. 40.

¹⁴³ « Pressures on the colonial government to create states contributed to the setting up of the Willink Commission to Enquire into the Fears of Minorities and the Means of Allaying Them, in 1957. Beyond the insertion of some constitutional guarantees [« [t]hese included the centralization of the police, the legal guarantee of rights, decentralization of the functions of the provincial authorities [...] (Falola, 1999, p. 93)] and the setting up of a board for the development of the Niger Delta and the deprivations they suffered did not translate into the creation of states nor any developmental effort until well after independence in 1967 » (Obi 2001a, p. 19). Voir également Osaro O. Ighodaro, « The Political Economy of Oil and the Niger Delta Crisis ». Thèse: Northern Arizona University, 2005, p. 167-174., Ike Okonta et Orono Douglas. *Where vultures feast: Shell, human rights and oil in the Niger Delta*. San Francisco: Sierra Club Books, 2001, p. 24., Uwem E. Ite. 2004. « Multinationales and Corporate Social Responsibility in Developing Countries: A Case Study of Nigeria ». *Corporate*

Social Responsibility and Environmental Management. Vol. 11, p. 4-5. et Jędrzej George Frynas. 2001. « Corporate and State Responses to Anti-Oil Protests in the Niger Delta ». *African Affairs*. Vol. 100, no 398, p. 36.

¹⁴⁴ Voir la note 33.

¹⁴⁵ « In the 1950s and 1960s, the northern government, responding to these disparities, embarked on a concerted policy of northernisation of the public service and corporations at the regional and federal levels and of business enterprises in the north. This policy, which affected traders, artisans and professionals alike, was a major point of difference between northerners and southerners » (Forrest 1995, p. 22). D'ailleurs, que ce soit dans la constitution de l'armée ou autres institutions, « [i]ndigenization and promotion became political issues, as politicians sponsored their favorites while the representatives of different ethnic groups lobbied for the appointment of their own people to strategic positions. A quota system was also introduced [in the army??] with implications for efficiency and merit » (Falola 1999, p. 116).

¹⁴⁶ Rappelons que cette violence fut entre autres concrétisée par l'imposition d'une famine chez les populations de l'Est revendiquant l'État indépendant du Biafra par le pouvoir national nigérian. En fait, « [t]he Nigerian civil war of 1967-1970 [...] almost ripped the country apart, caus[ed] up to a million war-related deaths and displac[ed] some 6 million people. » (Ibeanu et Luckham in Oil Wars, 2007, p. 42).

¹⁴⁷ En ce qui a trait aux implications d'acteurs externes aux violences ayant eu récemment et/ou ayant actuellement cours au Nigéria, plus particulièrement dans la région du delta du Niger, des précisions se trouvent au chapitre troisième de la présente recherche. Figure toutefois dans le cadre de ce chapitre la toile de fond historique sur laquelle reposent, non pas exclusivement, mais tout de même substantiellement, ces violences.

¹⁴⁹ Cette réalité, quoi que traitée sous divers angles, se trouve en effet prise en compte tant par les auteurs appartenant à l'approche que nous avons typée de « globale » (Watts..., Obi...) que par ceux qui s'inscrivent dans les sillons de la RC (Ibeanu et Luckham 2007 in Kaldor, Karl et Said 2007, chap. 1) ou encore par la plupart des auteurs qui composent la littérature portant sur la RSE en contexte nigérian (Frynas).

¹⁵⁰ Ross (2001) nomme ce phénomène en tant que « *taxation effect* ».

¹⁵¹ Pour une définition du concept de théorie explicative, consulter Alex Macleod et Dan O'Meara. 2007. *Théories des relations internationales: Contestations et résistances*. Outremont: Éditions Athéna, p. 6. Ce qui est ici important de retenir c'est que « [l]'objectif ultime de la théorie explicative serait [...] la découverte de généralisations, voire de véritables lois » (Macleod et O'Meara 2007, p. 6). Par perspective explicative.

¹⁵² Toujours dans ce contexte d'absence d'obligation étatique à la taxation citoyenne favorisant une modique imposition fiscale qui elle serait gage de l'implication populaire à la « chose publique » selon la RC.

¹⁵³ Voir Douglas A. Yates. 1996. *The Rentier State in Africa: Oil Rent Dependency & Neocolonialism in the Republic of Gabon*. Trenton NJ: Africa World Press, Inc., p. 20-22.

¹⁵⁴ Michael L. Ross parle d'un « *spending effect* » (2001, p. 333).

¹⁵⁵ Plusieurs auteurs vont ici faire référence au « *national cake* ».

¹⁵⁶ Ce pouvoir autoritaire découlant, notamment, dans le cas nigérian de coups d'État menés majoritairement par la junte militaire.

¹⁵⁷ En fait, selon Collier et Hoeffler (2005); « La où le clientélisme n'est pas possible, les personnes attirées par la politique sont celles qui s'intéressent aux questions de fourniture de biens collectifs. Naturellement, dans les sociétés où le clientélisme est possible, c'est le contraire qui se produit : le monde politique a davantage tendance à attirer les escrocs que les altruistes. ».

¹⁵⁸ Pour ce qui concerne les revendications.

¹⁵⁹ Ancêtre de Shell Nigéria.

¹⁶⁰ L'Angleterre déclara le commerce d'esclaves illégal à partir de 1807 et fut suivie par les États-Unis et la France en 1807 et 1815 respectivement (Falola, 1999, p. 40).

¹⁶¹ Notons que « [t]his was an era of treaties initiated by the British to end the slave trade and confer trading advantages to British companies . » (Falola, 1999, p. 45).

¹⁶² Voir entre autres à ce sujet le chapitre 4 de l'ouvrage suivant: Toyin Falola, *The History of Nigeria*. Westport, CT, États-Unis: Greenwood Press, 1999, 269 p.

¹⁶³ En effet, « [a] significant outcome of the opportunity to produce and trade was the acquisition of power and influence [not only by those] former slaves [...] [but by] others of low status. » (Falola 1999, p. 51) qui, à travers la stratégie appelée « Bible and the Plough » (Falola 1999, p. 41) des missionnaires, développement non seulement et également un goût pour les produits de consommation européens, encourageant l'augmentation des importations du même coup, mais appréciaient également l'acquisition de nouvelles habiletés techniques dans les domaines tels que la charpenterie, la maçonnerie, l'imprimerie et autres leur permettant de mettre sur pieds de petits commerces indépendants (Falola 1999, p. 44).

¹⁶⁴ Par « ressources » on entend ici aussi bien l'espace physiques (les terrains appartenant aux populations indigènes rendus « disponibles » à l'achat ou autre forme d'acquisition par les étrangers) ou encore les emplois dans les secteurs publics comme économiques (Falola 1999, p. 79-80).

¹⁶⁵ Voir Falola & Matthew (2008, p. 138-139).

¹⁶⁶ Voir Falola et Matthews (2008, chapitre 5 et 6).

¹⁶⁷ Pour une explication détaillée de l'accentuation de la régionalisation voir Falola et Matthew (2008, p. 152-153).

¹⁶⁸ Pour obtenir une brève description des « marketings boards », voir Forrest (1995, chap. 2), Falola (1999, chap. 7), Falola et Matthew (2008, chap. 6).

¹⁶⁹ Voir Falola et Matthew (2008, p. 142).

¹⁷⁰ Voir Falola et Matthew (2008, chap 5 et 6).

¹⁷¹ Voir également Tom Forrest (1995, p. 27-28).

¹⁷² Voir Falola et Matthew (2008, chap. 5 et 6) pour plus de détails concernant les spécialités économiques régionales.

¹⁷³ Rappelons qu'en 1958 débutait l'exploitation pétrolière et que dès 1966 « [...] le taux de croissance de la production pétrolière passait de 1.2% en 1961 à 4.8% en 1966 tandis que celui de l'agriculture traçait le chemin inverse passant de 4.5% en 1960 à 1.2% en 1964 » (Falola, 1999, p. 112).

¹⁷⁴ Insérer des précisions concernant la nigérianisation de l'armée.

¹⁷⁵ Explication : données manquantes centrales et regression models (isolement de variables) puis s'intéresse qu'au résultat : « In a planer terms, this article finds that a rise in taxes *per se* does not appear to lead to democratization. Perhaps this is because higher taxes are often used to fund a higher level of desirable government services, leaving citizens equally well or better off » (Ross 2004, 247).

¹⁷⁶ À de simples fins d'illustration mentionnons l'initiative sécessionniste ayant donné lieu à la Guerre du Biafra (1967-1970) qui fut le théâtre du déferlement de forces répressives « étatiques » (certains avancent l'implication de certaines pétrolières), la campagne sensibilisatrice et dénonciatrice de l'organisation militante pacifique du *Movement for the Survival of the Ogoni People (MOSOP)* (fondé en 1990) s'étant également confronté à de violentes oppositions tant étatiques, corporatives et à l'ensemble de leur configurations et ramifications possibles rendant explicites les frontières poreuses entre le licite et l'illicite ainsi que le règne actuel de la prolifération des mouvements contestataires violents envers l'État nigérian et les pétrolières dont le *Movement for the Emancipation of Niger Delta (MEND)* fait aujourd'hui figure de proue tout en se rivant aux « mêmes » entités répressives qu'aux époques antérieures, mais dont les tactiques et appuis tant internes qu'externes varient épisodiquement. Notons par ailleurs que bien que nous admettons l'impossibilité de rendre intelligible l'infinité de la diversité des violences dans le cadre de cette recherche, la référence à venir (dans le cadre du présent chapitre) aux concepts de pétro-violence et de bio-violence ainsi que, d'une certaine façon, à l'ensemble des concepts qui une fois mise en relation dépeignent un portrait relativement global de la

situation en ce qu'ils permettent de saisir l'essence de la « mis-gouvernance », permet d'ouvrir et d'entrevoir, peut-être plus lucidement, ce que contient ce qui peut être d'abord, quoique de façon très simplificatrice, perçue comme la boîte de Pandore nigériane; soit « la » violence présente dans la région du delta du Niger.

¹⁷⁷ Cette dernière expression, grandement popularisée à travers la parution du livre de Terry Lynn Karl dont elle constitue le titre, illustre qu'il est indéniable que le Nigéria soit l'objet d'un tel paradoxe de l'abondance pétrolière. Ce phénomène, dans ce cas précis, renvoie entre autres au fait que malgré la présence d'imposantes richesses étatiques, non seulement les populations nigérianes habitant la région du delta du Niger riche en ressources pétrolières ne profitent que de façon très limitée des retombées économiques liées à l'exploitation de ces ressources, mais qu'elles en font les frais. Il en est ainsi dans ce sens où elles subissent la dévastation environnementale liée à l'activité extractive, l'appauvrissement et la misère y étant rattachés et se retrouvent coincées dans un contexte où la corruption, la méfiance, l'insécurité et les violences aux multiples ramifications règnent (Human Rights Watch, 1999).

¹⁷⁸ Nous ne soutenons guère qu'il s'agisse là des seuls auteurs de la RSE. Au contraire, à l'instar de John Sharp (2006), nous concevons que la RSE résulte de la participation dynamique de plusieurs acteurs aux aussi diverses conceptions de ce qu'est ou encore devrait être la RSE.

¹⁷⁹ Bien qu'il s'agisse effectivement d'une réalité liée aux pratiques de RSE, que l'on peut même analyser en tant que conséquence de ces dernières, nous verrons que cette concurrence n'existe guère en tant que conséquence unidimensionnelle et directe de la présence de dividendes (que ceux-ci soit liés ou non aux pratiques de RSE) et indépendamment du contexte sociopolitique et socioéconomique dans lequel s'inscrivent ces pratiques.

¹⁸⁰ Notre propos n'étant guère d'exposer en détails les modalités de ce cadre régulateur, nous référons à l'article de Wilson Akpan (2006).

¹⁸¹ Considérant la position de l'auteur (dont la teneur peut se laisser présumer par son occupation antérieure au sein de Shell Nigéria) face à ce type d'enjeux ainsi que le fait « [...] qu'avec les codes de conduite [soit, un des modes de régulation non contraignant encadrant la RSE], l'État a perdu son rôle exclusif de législateur et doit maintenant le partager avec beaucoup d'autres acteurs, dont les firmes multinationales. » (Veilleux in Rioux, 2005, p. 67), il nous apparaît légitime de questionner ce qu'implique de conclure à la culpabilité de la mauvaise gouvernance *étatique nigériane* [c'est nous qui soulignons].

¹⁸² Considérant cette dimension de l'évolution de la légitimité accordée à la RSE, il devient non pas difficile, mais plutôt impossible de soutenir, à l'instar d'Uwem E. Ita (2004), que l'inefficience des pratiques de RSE incombe à la mauvaise gouvernance singulièrement étatique sans admettre que l'on soutient alors que la fin, soit le développement, ne justifie guère les moyens, soit la RSE.

¹⁸³ Cette idée d'« imprévisibilité » des réels et multiples effets des activités inscrites dans le cadre de la RSE se retrouve également chez John Sharp qui souligne que « [...] there is a world of difference between intentions and effects in any activities as complex as those associated with CSR. » (2006, 215). En effet, à l'image du discours de la RSE, conçu en tant qu'effet « [...] emerging out of a myriad

encounters between intentions and structural constraints over which no one has final control. » (Sharp 2006, 217), les conséquences d'activités intentionnellement orientées sont dans ce sens non prévues.

¹⁸⁴ Encore ici, non seulement ces propos rappellent ceux de Marketa D. Evans (2007, 314-315) que nous avons rapportés plus tôt dans ce même chapitre, mais on observe une certaine résonance chez Sharp qui soutient que « [t]he presumptions with which both sides [academics in favour of development projects and their opponents who drew liberally on the ideas of neo-Marxist and dependency theorists] started their inquiry had a profound effect on their respective interpretations of the evidence they found. » (2006, 215).

¹⁸⁵ Ceci n'est pas sans rappeler le phénomène de biopouvoir de Michel Foucault...Je crois que j'ai déjà mentionné ce lien dans le cadre de mon chapitre premier. /**pétro-violence-bio-violence**.

¹⁸⁶ Que l'on peut également lier à la gouvernementalité de Foucault : « la gouvernementalité de l'État. Par gouvernementalité, toujours en effectuant un passage chez Foucault, entendons simplement la capacité du gouvernement de gérer les rapports, les liens, les intrusions des hommes aux choses telles le territoire, les richesses, les ressources, les manières de penser, les coutumes et autres¹⁸⁶, soit « [...] d'exercer cette forme bien spécifique [et] [...] complexe [...] de pouvoir [...] qui a pour cible principale la population, pour forme majeure de savoir, l'économie politique, pour instrument technique essentiel les dispositifs de sécurité » à travers les « institutions, les procédures, [les] analyses[, les] réflexions, les calculs et les tactiques » (Foucault, in Dits et Écrits : 1954-1979 : V.III, « La « gouvernementalité » », 1994, p. 655).

¹⁸⁷ Rappel des propos de John Sharp (2006) « Ce n'est plus en tant que citoyens que les gens ont droit au développement, mais dans une logique d'échange ».

¹⁸⁸ Définition youth : « To be a youth in the Niger Delta is to be between the ages of 15 and 45, and while it can include rural teenagers barely out of school it can also embrace lawyers and doctors and educated professionals » (Ngozi Adichie in Watts, 2008b, p. 114). « In a age-graded society like the Nembe Ijaw, youth refers to persons typically between their teens and early forties who, whatever achievements they may have obtained (university degrees, fatherhood and so on), remain subservient to their elders. » (Watts, 2004, p. 63).

¹⁸⁹ Saisissables dans le cas plus précis du Nigéria (et indissociablement du delta du Niger) à travers le chapitre second et la première partie du présent chapitre.

¹⁹⁰ Tel que vu à travers le chapitre second et dans la première partie de ce dernier chapitre.

¹⁹¹ Le fondement même sur lequel repose la cohésion sociale nigériane fait lui-même l'objet de controverse. La citation suivante est d'ailleurs révélatrice de cette réalité : « Lauren Berlant has said in her study of Nathaniel Hawthorne that every nation – and hence every governable national space – requires a 'National Symbolic'; a national fantasy which 'designates how national culture becomes

local through images, narratives and movements which circulate in the personal and collective unconsciousness'. My point is that the Nigerian National Symbolic grew weaker and more attenuated as a result of the political economy of oil. There was no sense of the national fantasy at the local level; it was simply a big lie (or a big pocket of oil monies to be raided in the name of indigeneity." (Watts, 2004, p. 74).

¹⁹² (située et perpétrée envers le monde biophysique et la violence sociale liée aux propriétés physiques et sociales de la substances pétrolières¹⁹²) Ces propriétés sont au nombre de huit que voici: 1) Le pétrole est richesse monétaire, 2) L'État pétrolier et la nation, 3) Le pétro-impérialisme (le pacte avec le diable), 4) L'extraction évacuative/la spoliation (mobilité liquide), 5) L'hyper centralisation (États rentiers), 6) Le fétichisme/la pétro-magie (l'effet *el Dorado*), 7) La valorisation de l'espace/du territoire et 8) La *monoeconomia* (la maladie néerlandaise) (Watts, 2001, p. 204-206, 1999, p. 6-8).

¹⁹³ Impliquant la problématique des effets de la rente pétrolière sur l'État, le discours politique national et le rythme de l'accumulation globale.

¹⁹⁴ Concernant l'historicité de cette organisation socio-politique et socio-économique, voir le chapitre second de l'actuelle recherche.

¹⁹⁵ Il s'agit ici de notre traduction de « space of indigeneity to the politics of ethnic mobilization as a basis for civic nationalism » (Watts, 2004, p. 61).

¹⁹⁶ Pour une meilleure compréhension de ces dynamiques historiques, voir le chapitre second de la présente recherche.

¹⁹⁷ Voir la note 23.

¹⁹⁸ Voir la note 23.

¹⁹⁹ Les guillemets entourant le terme « locaux » s'explique du fait que ces partenaires d'affaires, quoiqu'ils œuvrent localement, ne sont pas nécessairement d'origine locale.

²⁰⁰ Pour une présentation approfondie de ce type de réalités, soit les liens régnant entre les responsables politiques et le phénomène des *Youths*, voir Fourchard et Soares (2007).

²⁰¹ Pour une description plus détaillée des rôles et imbrications multidimensionnelles des *Youths* et autres réalités participant à diverses dissensions traversant les espaces gouvernables que sont les chefferies, l'ethnicité et la nation, voir Watts (2004).

²⁰² D'ailleurs, il est à noter que quoique le gouvernement fédéral ait interdit les milices à quelques reprises sur le territoire nigérian, des frontières poreuses existent depuis longtemps (depuis le régime de Babangida) entre milices et vigilantes, soit ces « [...] organisations [...] qui visent à combattre la criminalité en s'appuyant sur les communautés locales [...] » qui, ces dernières, tout comme les gouverneurs, soit les responsables gouvernementaux à l'échelle des états, leur apportent leur soutien.

Pour une présentation plus détaillée concernant la situation entourant les *vigilantes* et les liens entre responsables politiques et milices, voir Fourchard et Soares (2007).

²⁰³ À ce propos, voir Watts (2004) aux pages 73 et 74 plus spécifiquement.

²⁰⁴ Pour plus d'information concernant les enjeux entourant la définition de *communities* et de *settlements* (voir Akpan, 2006, p. 234 et 235).

²⁰⁵ Pour une meilleure compréhension de cet espace de gouvernamentalité que représente la RSE, consulter le chapitre premier de cette recherche.

²⁰⁶ (le définir en note de bas de page ex. expansion des bidonvilles, manque de travail, conditions hygiéniques précaires, services publics non adéquats incapables d'absorber l'arrivée massive de ces nouveaux venus)

²⁰⁷ Espaces gouvernables jumelant identité, territoire et accès aux ressources.

²⁰⁸ Nous faisons ici référence à l'attrait et l'espoir qu'inspirent les formations professionnelles fournies dans le cadre de la RSE ou encore la conception idéalisée d'une vie urbaine rendant bien difficile un renversement de l'angle sous lequel se « développe » la région du delta du Niger.

²⁰⁹ Nous avons également traités ces propos dans un texte déjà paru. Voir Meilleur (2010, p. 389-390).

²¹⁰ Ces réflexions sont également développées dans Meilleur (2010, p. 379).

RÉFÉRENCES

- Abel, Olivier et Jérôme Porée. 2007. *Le vocabulaire de Paul Ricoeur*. Paris: Éditions ellipses, p. 94.
- Aborisade, Oladimeji et Robert J. Mundt. 2002. *Politics in Nigeria*. New-York: Longman, 275 p.
- Akpan, Wilson. 2006. « Between responsibility and rhetoric: some consequences of CRS practice in Nigeria's oil province ». *Development Southern Africa*, vol. 23, no 2, p. 223-240.
- Amin, Samir. 2001. « Imperialism and Globalization ». *Monthly Review*, vol. 53, no 2, p. 6- 24.
- Auty M. Richard. 1997. « Natural Resource Endowment, the State and Development Strategy ». *Journal of International Development*, vol. 9, no 4, p. 651-663.
- Banque mondiale (BM). 2007. *Nigeria Country Brief*. Washington: Banque mondiale.
- Blowfield, Michael. 2005. « Corporate Social Responsibility: reinventing the meaning of development? ». *International Affairs*, vol. 81, no 3, p. 515-524.
- Blowfield, Michael et Jędrzej George Frynas. 2005. « Setting new agendas: critical perspectives on Corporate Social Responsibility in the developing world ». *International Affairs*, vol. 81, no 3, p. 499-513.
- Broad, Robin. 1995. « The Political Economy of Natural Resources: Case Studies of the Indonesian and Philippine Forest Sectors ». *The Journal of Developing Areas*, vol. 29, no 3, p. 317-339.
- Campbell, Bonnie. 2007. *Exploring Natural Resources in Mozambique: Will it be a blessing or a curse?* Background discussion paper on the article prepared for the International Studies Group of the UNECA, United Nations Economic Commission for Africa, Addis Ababa.
- Chan, Anita. 2005. « CSR in China: Labour Standards and the Welfare of Employees of Corporations ». Conference on Southern perspectives in the global CSR debate, 5-7 September, Copenhagen Business School.

- Collier, Paul et Anke Hoeffler. 2004. « Greed and grievance in civil war ». *Oxford Economic Papers*, vol 56, p. 563-595.
- _____. 2005a. « Démocraties pétrolières ». *Afrique contemporaine*, vol. 4, no 216, p. 107-123.
- _____. 2005b. « Resource Rents, Governance, and Conflict ». *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 49, no 4, p. 625-633.
- Collier, Paul. 2007. *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries are Failing and What Can Be Done About It*. New York: Oxford University Press, 205 p.
- Deleuze, Gilles. 1986. *Foucault*. Paris: Les Éditions de Minuit, 141 p.
- Dietsche, Evelyn. 2008. *Institutional Change and Developmental State Capacity in Mineral-rich Countries*. Revised Draft prepared for UNRISD project “Financing Social Policy in Mineral-Rich Countries”.
- Dolan, Catherine et Maggie Opondo. 2005. « Seeking common ground: multi-stakeholder processes in Kenya's cut flower industry ». *Journal of Corporate Citizenship*, vol. 18, p. 1-12.
- Dosse, François. 2006. *Paul Ricoeur, Michel de Certeau. Entre le dire et le faire*. Paris: Cahiers de l'Herne.
- Edokpayi, Emile Aide. 2005. « Shell Oil Company and Social Justice in the Niger Delta: The Case of Shell in Ogoni, Nigeria ». Mémoire de maîtrise, Ann Arbor, Morgan State University, 74 p.
- Evans, D. Marketa. 2007. « New collaborations for international development: Corporate social responsibility and beyond ». *International Journal*, vol. 62, no 2, p. 311-325.
- Falola, Toyin et Matthew M. Heaton. 2008. *A History of Nigeria*. New York: Cambridge University Press, 329 p.

Falola, Toyin. 1999. *The History of Nigeria*. Wesport: Greenwood Press. 269 p.

_____. 2009. *Colonialism and Violence in Nigeria*. Bloomington: Indiana University Press, 231 p.

Fanchette, Sylvie. 2006. « Le delta du Niger (Nigéria): rivalités de pouvoir, revendications territoriales et exploitation pétrolière ou les ferments de la violence ». *Hérodote*, vol. 2, no 121, p. 190-220.

Farjat, Gérard. 1982. « Réflexions sur les codes de conduite privés. ». In *Le droit des relations économiques internationales. Études offertes à Berthold Goldman*, sous la dir. de P. Fouchard, P. Khan et A. Lyon-Caen, p. 47-66. Paris: Litec.

Forrest, Tom. 1995. *Politics and Economic Development in Nigeria*. Oxford: Westview Press, 286 p.

Foucault, Michel. 1976. *Histoire de la sexualité I, La volonté de savoir*. Paris: Éditions Gallimard, 211 p.

_____. 1991. « Governmentality ». In *The Foucault Effect. Studies in Governmentality. With two Lectures by and an Interview with Michel Foucault*, sous la dir. de Graham Burchell, Colin Gordon et Peter Miller, p. 87-104. Chicago: The University of Chicago Press.

_____. 1994. « La « gouvernementalité » ». Chap. in *Dits et Écrits: 1954-1979: V.III.*, p. 635-657. France: Éditions Gallimard.

_____. 2001. « Nietzsche, la généalogie, l'histoire ». Chap. in *Dits et Écrits: 1954-1975: V. I*, p. 1004-1024. France: Éditions Gallimard.

Fourchard, Laurent. 2007. « Le Nigéria sous Obasanjo. Violences et démocratie. Violences et ordre politique au Nigéria ». *Politique africaine*, no 106, p. 5-27.

Frynas Jedrzej, George. 2005. « The False Developmental Promise of Corporate Social Responsibility: Evidence from Multinational Oil Companies ». *International Affairs*, vol. 81, no.3, p. 581-98.

Gary, Ian et Terry Lynn Karl. 2003. *Bottom of the Barrel: Africa's Oil Boom and the Poor*. Catholic Relief Services, 102 p.

Genasci, Matthew et Sarah Pray. 2008. « Extracting Accountability: The Implications of the Resource Curse for CSR Theory and Practice ». *Yale Human Rights & Development Law Journal*, vol. 11, p. 37-58.

Guillemette, François. 2006. « L'approche de la *Grounded Theory*; pour innover? ». *Recherches Qualitatives*, vol. 26, no 1, p. 32-50.

HRW. 1999. *The Price of Oil: Corporate Responsibility and Human Rights Violations in Nigeria's Oil Producing Communities*. US: HRW.

_____. 2005. *Rivers and Blood: Guns, Oil and Power in Nigeria's Rivers State*. A Human Rights Watch Briefing Paper. HWR.

_____. 2007. *Nigeria. Criminal Politics. Violence, "Godfathers" and Corruption in Nigeria*. HRW Report.

_____. 2011. *Nigeria. Country Summary*. [En ligne], [www.hrw.org/sites/default/files/related_material/world%20Report%20Chapter%20Nigeria%20Nigeria%20\(PDF\).pdf](http://www.hrw.org/sites/default/files/related_material/world%20Report%20Chapter%20Nigeria%20Nigeria%20(PDF).pdf) (page consultée le 23 octobre 2012).

_____. 2012. *Nigeria. Country Summary*. [En ligne], [www.hrw.org/sites/default/files/related_material/world%20Report%20Chapter%20Nigeria%20Nigeria%20\(PDF\).pdf](http://www.hrw.org/sites/default/files/related_material/world%20Report%20Chapter%20Nigeria%20Nigeria%20(PDF).pdf) (page consultée le 14 novembre 2012).

Humphreys, Macartan, Sachs, D. Jeffrey et Joseph E. Stiglitz (éd.), David Johnston, Jenik Radon, Peter Cramton, Geoffrey Heal, Martin E. Sandbu, Michael L. Ross, Terry Lynn Karl, Joseph C. Bell et Teresa Maurea Faria. 2007. *Escaping the Resource Curse*. New York: Columbia University Press. 408 p.

Huntington, P. Samuel. 1991. *The Third Wave: Democratization in the Late 20th Century*. Norman: University of Oklahoma Press, 384 p.

Idemudia, Uwafiokun et Uwem E. Ite. 2006a. « Corporate–Community Relations in Nigeria's Oil Industry: Challenges and Imperatives ». *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, vol. 13, p. 194-206.

- _____. 2006b. « Demystifying the Niger Delta conflict: towards an integrated explanation. *Review of African Political Economy*, vol. 33, no 109, p. 391-406.
- Idemudia, Uwafiokun. 2009. « Rethinking the Role of Corporate Social Responsibility in the Nigerian Oil Conflict: The Limits of CSR. ». *Journal of International Development*. <<http://www3.interscience.wiley.com/cgi-bin/fulltext/122616610/PDFSTART>>.
- Ighodaro Osaro.O. 2005. « The Political Economy of Oil and the Niger Delta Crisis ». Thèse de doctorat, Flagstaff, Northern Arizona University, 439 p.
- Ikelegbe, Augustine. 2001. « Civil Society, Oil and Conflict in the Niger Delta Region of Nigeria: Ramifications of Civil Society for a Regional Resource Struggle ». *The Journal of Modern Studies*. vol. 39, no 3, p. 437-469.
- _____. 2006. « The Economy of Conflict in the Oil Rich Niger Delta Region of Nigeria ». *African and Asian Studies*, vol. 5, no 1, p. 23-55.
- Institute of Development Studies (IDS), Centre for the Future State. 2006. *The Political Economy of the Resource Curse: A Literature Survey*. Andrew Rosser. IDS Working Paper 268.
- Institute of South Africa. 2004. *The Oil Paradox: Reflections on the Violent Dynamics of Petro-Politics and (Mis) Governance in Nigeria's Niger Delta*. Cyril I. Obi. Africa. Institute of African Studies. Novembre 2003.
- Ite, E. Uwem. 2004. « Multinationals and Corporate Social Responsibility in Developing Countries: A Case Study of Nigeria ». *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, vol. 11, no 1, p. 1-11.
- Karl, Terry Lynn. 1997. *The Paradox of Plenty: Oil Booms and Petro-States*. London: University of California Press, 340 p.
- _____. 2005. « Understanding the Resource Curse ». In *Covering Oil: A Reporter's Guide to Energy and Development*, sous la dir. de Svetlana Tsalik et Anya Schiffrin. p. 21-27. New York: NY: Open Society Institute.
- _____. 2007. *Oil-led Development: Social, Political and Economic Consequences*. CDDRL Working Paper 80. Stanford University at Palo Alto, California.

- Lund-Thomsen, Peter *et al.* 2006. « Corporate Social Responsibility and Sustainability of Donor-financed Interventions in the South: The Case of Pakistan. ». In *Corporate Citizenship in Developing Countries*, sous la dir. de Esben Rahbek-Pedersen et Mahad Muniche, p. 113-37. Copenhagen: Copenhagen Business School Press.
- Manby, Bronwen. 1999. « The Role and Responsibility of Oil Multinationals in Nigeria ». *Journal of International Affairs*, vol. 53, no 1, p. 281-301.
- Margolis D., Joshua et James P. Walsh. 2003. « Misery loves companies: rethinking social initiatives by business ». *Administrative Science Quarterly*, vol. 48, no 2, p. 268-305.
- Maupain, Francis. 2000. « L'OIT devant le défi de la mondialisation. De la réglementation à la régulation internationale du travail. ». In *Maîtriser la mondialisation. La régulation sociale internationale*, sous la dir. de Pierre de Senarclens, p. 147-191. Paris: Presses de Sciences Po.
- Meilleur, Kathy. 2010. « Les pratiques de la RSE revisitées par un examen de la malédiction des ressources: Contribution de la littérature sur la région du delta du Niger ». *Revue Canadienne des Études Africaines*, vol. 44, no 2, p. 362-396.
- Merciai, Patrizio. 1993. *Les entreprises multinationales en droit international*. Bruxelles: Bruylant.
- Moreau Desfarges, Philippe. 2003. *La gouvernance*. Paris: Presses Universitaires de France. 127 p.
- National Bureau of Statistics. 2005. *Poverty Profile for Nigeria*. [En ligne], <http://www.nigerianstat.gov.ng/Connections/poverty/PovertyProfile2004.pdf> (page consultée le 23 juillet 2010).
- Newell, Peter. 2005. « Citizenship, Accountability and Community: The Limits of the CSR Agenda ». *International Affairs*, vol. 81, no 3, p. 541-57.
- Nordica Afrikainstitutet, 2001. *The Changing Forms of Identity Politics in Nigeria under Economic Adjustment: The Case of the Oil Minorities Movement of the Niger Delta*. Cyril I. Obi. Research Report No 119. Uppsala.
- Obi I., Cyril. 2001. « Global, state, and local intersections: power, authority, and conflict in the Niger Delta oil communities ». In *Intervention & Transnationalism in Africa: Global-Local Networks of Power*, sous la dir. de Thomas M. Callaghy, Ronald Kassimir et Robert Latham, p. 173-193. New York: Cambridge University Press.

- _____. 2004. « Nigeria: Democracy on Trial ». Lecture organised by the Swedish Development Forum, 14 Septembre, Stockholm, Sweden.
- _____. 2006. « Terrorism in West Africa: Real, emerging or imagined threats? ». *African Security Review*, vol. 15, no 3, p. 87-101.
- _____. 2007a. « Oil and Development in Africa: Some Lessons from the Oil Factor in Nigeria for the Sudan ». In *Oil Development in Africa: Lessons for Soudan after the Comprehensive Peace Agreement*, sous la dir. de Luke Patey, p. 9-34. Copenhagen, Danemark: Danish Institute for International Studies. DIIS report 8.
- _____. 2007b. *Scrambling for Oil in West Africa?*, [En ligne], http://ecas2007.aegis-eu.org/commence/user/view_file_forall.php?fileid=891 (page consultée le 25 juin 2008).
- _____. 2008. *Eye of the Storm: Ethnic Identities and 'Contested Sovereignities' in the Niger Delta*. Paper presented at Panel on: Africa's Challenge to Global studies: Sovereignty, Authority in a Redefined Era, 49th ISA Annual Convention, San Francisco.
- _____. 2009. « Structuring Transnational Spaces of Identity, Rights and Power in the Niger Delta of Nigeria ». *Globalizations*, vol. 6, no 4, p. 467-481.
- Okonta, Ike, et Oronto Douglas. 2001. *Where Vultures Feast: Shell, Human Rights, and Oil in the Niger Delta*. San Francisco: Sierra Club Books, 266 p.
- Overseas Development Institute (ODI), World Development Report. 2009. *Regional Inequality and the Niger Delta*. Kate Higgins. Policy Brief No 5.
- Oyefusi, Aderoju. 2007. *Oil and the propensity for armed struggle in the Niger Delta region of Nigeria*. Post Conflict Transitions Papers No 8 (WPS4194), Washington, DC: The World Bank.
- Pérouse de Montclos, Marc-Antoine. 1999. « Pétrole et conflits communautaires au Nigéria: une perspective historique ». *Afrique contemporaine*, no 190, p. 20-38.
- Pierre, Jon. 2000. « Introduction: Understanding Governance. ». Chap. in *Debating Governance*, p. 1-10. Oxford: Oxford University Press.

- Prieto-Carrón, Marina, Peter Lund-Thomsen, Anita Chan, Ana Muro et Chandra Bushan. 2006. « Critical Perspectives on CSR and Development: What We Know, What We Don't Know, and What We Need To Know ». *International Affairs*, vol. 82, no 5, p. 977-87.
- Ricoeur, Paul. 1983. *Temps et récit. 1. L'intrigue et le récit historique*. France: Éditions du Seuil, 404 p.
- Ross, L. Michael. 1999. « The Political Economy of the Resource Curse ». *World Politics*, vol. 51, no 2, p. 297-322.
- _____. 2001. « Does Oil Hinder Democracy? ». *World Politics*, vol. 53, no 3, p. 325-361.
- _____. 2003. « Oil, Drugs, and Diamonds: The Varying Roles of Natural Resources in Civil War ». In *The Political Economy of Armed Conflict: Beyond Greed and Grievance*, sous la dir. de Karen Ballentine et Jake Sherman. p. 47- 67. Boulder and London: Lynne Rienner Publishers.
- _____. 2004a. « Does Taxation Lead to Representation? ». *British Journal of Political Science*, vol. 34, p. 229-249.
- _____. 2004b. « How Do Natural Resources Influence Civil War? Evidence from Thirteen Cases ». *International Organization*, vol. 58, p. 35-67.
- _____. 2008. « Blood Barrels; Why Oil Wealth Fuels Conflict ». *Foreign Affairs*, vol. 87, no 3, p. 1-5.
- Rosser, Andrew. 2006. « Escaping the Resource Curse ». *New Political Economy*, vol. 11, no 4, p. 557-570.
- Roy, Alexis. 2005. « La société civile dans le débat politique au Mali ». *Cahiers d'études africaines*, no 178, p. 573-584.
- Sachs, D. Jeffrey and Andrew Warner. 1995. *Natural Resource Abundance and Economic Growth*. Working Paper No.5398. Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research.
- Sachs, D. Jeffrey et Andrew M. Warner. 2001. « Natural Resources and Economic Development: The curse of natural resources ». *European Economic Review*, vol. 45, p. 827-838.

- Sala-i-Martin, Xavier et Arvind Subramanian. 2003. *Addressing the Natural Resource Curse: An Illustration from Nigeria*. Colombia University et Fonds monétaire international.
- Saro-Wiwa, Ken. 1995. *A Month and a Day: A Detention Diary*. New York: Penguin Books, 238 p.
- Sébille-Lopez, Philippe. 2005. « Les hydrocarbures au Nigeria et la redistribution de la rente pétrolière ». *Afrique contemporaine*, vol. 4, no 216, p. 157-81 <<http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2005-4-page-157.htm>>.
- Sharp, John. 2006. « Corporate social responsibility and development: An anthropological perspective ». *Development Southern Africa*, vol. 23, no 2, p. 213-222.
- Swanson, Philip. 2002. « Corporate Social Responsibility and the Oil Sector ». Conference on “Energy: New Era, New Governance.”, Royal Institute of International Affairs, London.
- Traub-Merz, Rudolf et Douglas Yates (éd.) *et al.* 2004. *Oil Policy in the Gulf of Guinea: Security & Conflict, Economic Growth, Social Development*. Germany: Friedrich-Ebert-Stiftung. 216 p.
- Tsalik, Svetlana et Anya Schiffrin (éd.), Joseph E. Stiglitz, Terry Lynn Karl, John Roberts, Katherine Stephan, Jenik Radon, Randall Dodd, David Waskow et Carol Welch. 2005. *Covering Oil. A Reporter's Guide to Energy and Development*. New York: Open Society Institute.
- United Nations Development Programme (UNDP). 2005. *Niger Delta Human Development Report*.
- _____. 2006. *Niger Delta Human Development Report*.
- _____. 2007. *Niger Delta. Situation Assessment and Opportunities for Engagement*. Port Harcourt et Abuja: UNDP.
- Utting, Peter. 2003. « CSR and Development: Is a New Agenda Needed? » UNRISD conference on “Corporate Social Responsibility and Development: Towards a New Agenda?”. 17-18 novembre. Genève, Suisse.
- Veilleux, Anik. 2005. « Les codes de conduite comme instrument de régulation des firmes multinationales? ». In *Globalisation et pouvoir des entreprises*, sous la dir. de Michèle Rioux, p. 57-67. Outremont, Québec: Athéna éditions.

Waddock, Sandra. 2004. « Questions, Credibility, and Trust: Corporate Citizenship around the World ». *Journal of Corporate Citizenship*, vol. 14, p. 3-5.

Watts, Michael. 1999. *Petro-Violence: Some Thoughts on Community, Extraction, and Political Ecology*. Working Paper 99-I, Institute of International Studies, University of California, Berkeley.

_____. 2001. « Petro-Violence: Community, Extraction, and Political Ecology of a Mythic Commodity ». In *Violent Environments*, sous la dir. de Nancy Lee Peluso et Michael Watts, p. 189-212. Ithaca and London: Cornell University Press.

_____. 2004a. *Human Rights, Violence and the Oil Complex*. Working Paper 2, Institute of International Studies, University of California, Berkeley, Department of Geography.

_____. 2004b. « Resource curse? Governmentality, oil and power in the Niger Delta, Nigeria ». *Geopolitics*, vol. 9, no 1, p. 50-80.

_____. 2004c. « Violent Environments: Petroleum conflict and the political ecology of rule in the Niger Delta, Nigeria ». In *Liberation ecologies, Second Edition: Environment, development, social movements*, sous la dir. de Richard Peet et Michael Watts. p. 273-298. London: Routledge.

_____. 2005. « Righteous Oil? Human Rights, the Oil Complex, and Corporate Social Responsibility ». *Annual Review of Environment and Resources*, vol. 30, p. 373-407.

_____. 2007. « Petro-Insurgency or Criminal Syndicate? Conflict & Violence in the Niger Delta ». *Review of African Political Economy*, vol. 34, no 114, p. 637-660.

_____. 2008a. *Blood Oil: The Anatomy of a Petro-Insurgency In the Niger Delta, Nigeria*. Working Paper 22, Institute of International Studies, University of California, Berkeley, Department of Geography.

_____. (dir. publ.), Ed Kashi, G. Ugo Nwokeji, Ukoha Ukiwo, Nnimmo Bassey, Chimamanda Ngozi Adichie, Felix Tuodolo, Ibiba DonPedro, Oronto Douglas, Kaine

- Agary, Ledum Mittee et Dimieari Von Kemedi. 2008b. *Curse of the Black Gold: 50 Years of Oil in the Niger Delta*. Brooklyn: NY: PowerHouse Books. 223 p.
- _____. 2008c. *Imperial Oil: The Anatomy of a Nigerian Oil Insurgency*. Working Paper 17, Institute of International Studies, University of California, Berkeley, Department of Geography.
- _____. 2009a. *Crude Politics: Life and Death on the Nigerian Oil Fields*. Working Paper 25, Institute of International Studies, University of California, Berkeley, Department of Geography.
- _____. 2009b. *Tipping Point: Slipping Into Darkness*. Working Paper 23, Institute of International Studies, University of California, Berkeley, Department of Geography.
- Wheeler, David, Heike Fabig et Richard Boele. 2002. « Paradoxes and Dilemmas for Stakeholder Responsive Firms in the Extractive Sector: Lessons from the Case of Shell and the Ogoni ». *Journal of Business Ethics*, vol. 39, p. 297-318.
- Wood, Jandak James. 2006. *Crude Impact*. Film, coul., 97 min. San Francisco, CA: Vista Clara Films.
- World Business Council for Sustainable Development (WBCSD). *Business Role: Corporate Social Responsibility (CSR)*. <<http://www.wbcsd.org/templates/TemplateWBCSD5/layout.asp?type=p&MenuId=MTE0OQ&doOpen=1&ClickMenu=LeftMenu>>.
- Yates, A. Douglas. 1996. « The Theory of the Rentier State ». Chap. in *The Rentier State in Africa: Oil Rent Dependency and Neocolonialism in the Republic of Gabon*, p. 11-36. Trenton New Jersey: Africa World Press, Inc.
- Zalik, Anna. 2004a. « The Niger Delta: 'Petro Violence' and 'Partnership Development.' » *Review of African Political Economy*, vol. 31, no.101: 401-24.
- _____. 2004b. The Peace of the Graveyard: the Voluntary Principles on Security and Human Rights in the Niger Delta ». In *Global Regulation: Managing Crisis After the Imperial Turn*, sous la dir. de L. Assasi, K. Van der Pijl et D. Wigan, p. 111-125. London: Palgrave.